PROCES VERBAL
CONSEIL DU 28 JUIN 2013

**COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE
PROVENCE METROPOLE**

Conseil de Communauté

Procès Verbal de la séance du 28 Juin 2013

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Christian AMIRATY - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Jean-Louis BONAN - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Joëlle BOULAY - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Suzanne CENTINO - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Alain CROCE - Claude DAUMERGUE - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - Gérard FERREOL - Jean-Pierre FOUQUET - Mireille FOURNERON - Magali GARDE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Guillaume MACHERAS DE MONTILLET - Christophe MADROLLE - Robert MALATESTA - René MALLEVILLE - Myriam MALLIA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINE - Jean-Louis MOULINS - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Marie-José PEREZ - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - Bernard SUSINI - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Lachraf TIMEZOUIKHT - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA - Karim ZERIBI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Michel AMBROSINO représenté par Christian MAYADOUX - Sylvie ANDRIEUX représentée par Jean-Pierre RAVOUX - Jean-luc BENNAHMIAAS représenté par Lachraf TIMEZOUIKHT - Gérard BISMUTH représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Xavier CACHARD représenté par Jean-Marc BENZI - Jean-François DENIS représenté par Jean BRUNEL - Eric DI MECO représenté par Albert LAPEYRE - François FRANCESCHI représenté par Christophe MASSE - France GAMERRE représentée par Eugène CASELLI - Bruno GILLES représenté par Martine VASSAL - Haouaria HADJ CHICK représentée par Joël DUTTO - Laurence JOUANDON représentée par Guy PONTOUS - Mourad KAHOUK représenté par Myriam SALAH-EDDINE - Patrick MAGRO représenté par André MOLINO - Bernard MOREL représenté par François-Noël BERNARDI - Renaud MUSELIER représenté par Laure-Agnès CARADEC - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Frédéric OUNANIAN représenté par Michel ILLAC - Gilles PAGLIUCA représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Gerard PEPE représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Jean-Pierre REPIQUET représenté par Antoine LORENZI - Philippe SAN MARCO représenté par Tahar RAHMANI.

ETAIT ABSENT ET EXCUSE :

Monsieur :

Roland BLUM.

(La séance est ouverte à 9 heures 35.)

Monsieur LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, nous commençons.

Le quorum étant fixé à 79, il est constaté qu'il est atteint. La séance est ouverte.

Mes chers collègues, avant d'ouvrir formellement la séance, je voudrais que nous rendions hommage au professeur Villani qui est décédé, très récemment qui a été longtemps un élu de la Ville de Marseille, un adjoint au Maire de Marseille connu et respecté. J'aimerais qu'en sa mémoire et par respect pour sa famille, nous observions une minute de silence.

(L'Assemblée communautaire se lève pour observer une minute de silence)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

I – INSTALLATION DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES DE CASSIS

Monsieur LE PRESIDENT.- Nous avons une formalité à respecter et un nouvel élu à accueillir. Nous devons procéder à l'installation des élus de la commune de Cassis. Suite au décès du regretté Bernard Giraud, la commune de Cassis a dû effectuer de nouvelles désignations de ses représentants au Conseil de Communauté. Cela a été fait le 25 mars 2013. Il convient donc de procéder à l'installation de Mme Danièle Milon, de M. Pascal Chaix, de M. Fabrice Jullien-Fiori, de M. Jean-Louis Rivière et de M. Guillaume Macheras de Montillet.

Y a-t-il des objections ?

(Pas d'observation)

(Applaudissements)

II – APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 MARS 2013

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Je sou mets à votre approbation le procès-verbal de la séance du 22 mars 2013. Y a-t-il des observations ?

(Pas d'observation)

Il n'y en a pas, le procès verbal est adopté.

Le procès-verbal de la séance du 22 mars 2013 est adopté.

III – COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient que le compte-rendu des décisions du Président soit porté à la connaissance du Conseil. Il vous a été transmis en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

IV – COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU BUREAU DU 22 MARS 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Conformément aux dispositions de la délibération n°04/ 314 CC en date du 31 mai 2008, il convient de rendre compte au Conseil des décisions du Bureau du 22 mars 2013. Elles vous ont été communiquées en même temps que l'ordre du jour et les dossiers de cette séance.

V – INFORMATIONS AU CONSEIL

- **BILAN 2012 DES TRAVAUX DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**
- **MISE A DISPOSITION D'UN AGENT**

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous trouverez sur table les informations au Conseil qui vous sont données.

VI – EXAMEN DES RAPPORTS

COMMISSION FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Coulomb, la Commission Fonctionnement s'est réunie le jeudi 20 juin 2013, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur COULOMB.- Tous les rapports ont été adoptés à l'unanimité de la Commission sauf les rapports n°1, 2, 3, 11 et 20 qui ont fait l'objet d'une réserve de vote de la part du groupe UPAC à l'exception de MM. Giorgi et Montagnac.

1. FCT 001-28/06/13 CC - Approbation du Compte administratif 2012 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°1 appelle l'approbation du compte administratif 2012 de la Communauté urbaine. Comme il est de tradition, je vais me retirer et demander à M. Georges Rosso de venir présider à ma place.

(M. le Président Caselli quitte la tribune. M. Rosso reprend la présidence de la séance).

Monsieur ROSSO.- Je donne la parole à celui qui la demande.

Monsieur GIORGI.- Monsieur le Président, mesdames et messieurs, mes chers collègues, dans ce rapport n°1, il s'agit d'approuver le compte administratif 2012.

Chacun d'entre vous a eu en main le rapport de présentation qui a été largement et profondément commenté, vous avez pu remarquer que les objectifs fixés lors des orientations budgétaires pour cet exercice budgétaire là ont été tenus, malgré un contexte économique et financier difficile.

Je me contenterai donc de quelques commentaires.

Je rappelle les objectifs :

- maintien d'un niveau d'investissement à un niveau relativement élevé,
- trouver les sources de financement nécessaires,
- maintien de la fiscalité ménages.

Ceci étant dit, il apparaît que la capacité d'autofinancement de l'institution a diminué sous l'effet d'une progression plus rapide des dépenses que des recettes de fonctionnement.

La section de fonctionnement présente un résultat net de 130,15 millions d'euros tous budgets confondus et après reprise des excédents antérieurs, pour 108,418 millions d'euros. Le résultat concernant la seule gestion de l'exercice 2012 s'élève à 21,732 millions d'euros contre 52,673 millions d'euros en 2011.

Avec un total de 1259,962 millions d'euros, les dépenses augmentent globalement de 7.75% par rapport à 2011, alors que les recettes dans le même temps ne progressent que de 4,88%.

L'accroissement de nos charges de fonctionnement à ce niveau s'explique principalement par l'action menée en faveur de la propreté qui a généré une hausse de 12.65% des charges générales au budget principal et par les moyens supplémentaires mis en œuvre en matière de transport qui ont entraîné une hausse de ce budget annexe de 7.24%.

Les charges financières augmentent de leur côté de 9,083 millions d'euros, soit plus 21.60%, et les charges exceptionnelles de 8,66 millions d'euros en raison essentiellement de l'affaire Evéré.

En investissement, vous aurez noté que l'ensemble des dépenses a été financé en partie par deux emprunts obligataires d'un montant total de 120 millions d'euros.

Les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 403,955 millions d'euros et se décomposent en dépenses d'équipement proprement dites pour 262,633 millions d'euros, de dépenses financières (ce sont les remboursements d'emprunt en capital) pour 130,273 millions d'euros et en compte de tiers pour 11 millions d'euros.

En ce qui concerne les dépenses d'équipement, 73% de ces dépenses soit 162,47 millions d'euros ont été consacrés à l'aménagement de l'espace communautaire. Citons la première tranche de la semi-piétonnisation du Vieux-Port pour 47,65 millions d'euros, la rénovation du tunnel Vieux-Port pour 12,64 millions d'euros, la participation aux travaux de l'axe littoral Nord/Sud pour 20,85 millions d'euros et les travaux de voirie sur l'ensemble des communes pour 51,30 millions d'euros.

En conclusion, on peut affirmer que si les objectifs ont été tenus, la situation en fin d'exercice 2012 montre que des efforts importants doivent être entrepris en matière de maîtrise des dépenses pour les années qui viennent, d'autant que les dotations d'État vont diminuer dès l'année prochaine d'une manière substantielle. C'est la seule façon de reconstituer notre capacité d'autofinancement, d'alléger la dette et de ne point alourdir la fiscalité.

Merci de votre attention.

Monsieur ROSSO.- Merci Monsieur Giorgi.

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, le compte administratif qui est soumis à notre approbation aujourd'hui est la concrétisation du budget voté en mars 2012, amendé par le vote du budget supplémentaire de l'automne 2012.

Ce document atteste de la fiabilité de la gestion mise en œuvre dans le cadre de la démarche budgétaire basée sur la prospective et la programmation de nos

investissements. Ce compte administratif atteste de la sincérité du budget adopté par notre collectivité. Les taux de réalisations, que ce soit en fonctionnement comme en investissement sont très satisfaisants.

Ils démontrent, si besoin en est, que les objectifs portés par le budget primitif sont tenus et que les engagements pris en début de mandat sont respectés. Ce document contribue à la fiabilité et à la crédibilité de la gestion mise en œuvre, ce qui nous permet entre autres de diversifier nos pratiques d'emprunt et d'avoir réussi, comme l'a dit notre collègue M. Giorgi, les deux émissions obligataires lancées en cours d'exercice.

Le compte administratif n'est qu'un constat comptable de fin d'exercice et n'a pour seule utilité que de vérifier la bonne exécution des engagements pris au niveau du budget. Sur ce point, le compte administratif confirme le sérieux de notre programmation et l'utilisation encadrée de nos ressources.

Au travers de ce document, nous voyons bien que la poursuite de la rigueur dans la gestion de nos dépenses de fonctionnement et l'optimisation de nos ressources, sont de nature à nous permettre, à périmètre égal, de maintenir cette politique d'investissements raisonnés et de maîtrise fiscale, tout en sauvegardant notre capacité de désendettement en deçà du seuil des 20 années, pour autant que nous réfléchissions à l'évolution des « invariants budgétaires » que j'ai déjà évoqués ici même.

Aussi, je voudrais profiter de ce dernier compte administratif de la mandature, pour faire un brin de prospective budgétaire, en fonction de la future organisation territoriale qui devrait être mise en place à compter du 1^{er} janvier 2016 si j'en crois ce qui a été retenu au Sénat.

Pour cela, permettez-moi de vous donner quelques chiffres fondamentaux pour assoir cette prospective.

Si nous comparons les grandes masses budgétaires actuelles, tous budgets confondus et consolidés pour les trois grandes métropoles françaises, nous voyons que pour notre collectivité, le budget global est de 2,116 milliards d'euros dont 34% dédié à l'investissement, pour l'agglomération lyonnaise, il est de 2,191 milliards d'euros dont 39% dédiés à l'investissement et pour la métropole lilloise, de 1,949 milliard dont 35% dédié à l'investissement.

Si on se projette sur la future métropole telle qu'elle est composée aujourd'hui, la simple addition des masses budgétaires actuelles conduit à un budget global de 3,785 milliards d'euros, dont 34%, dédiés à l'investissement.

Ces chiffres montrent l'équivalence des trois grandes métropoles en l'état actuel, sauf que la part consacrée à l'investissement, bien que très voisine, n'est pas en mesure de nous permettre de rattraper notre retard par rapport à Lyon ou Lille, où la plupart des grands investissements structurants ont déjà été réalisés. Parallèlement la Métropole à venir risque de souffrir du même phénomène, même si elle est appelée, au moins budgétairement parlant, à être la deuxième métropole en France, derrière le Grand Paris.

La problématique de la faiblesse relative de l'investissement n'est pas uniquement marseillaise, mais elle est constatable à des degrés divers sur les autres EPCI, ou en dehors de l'EPCI de Istres, la part de l'investissement varie d'un peu moins de 30% jusqu'à 10% pour Martigues.

Ces chiffres montrent à l'évidence que pour l'avenir nous devons accroître notre capacité à investir davantage pour rattraper le retard pris dans la réalisation des grands équipements structurants de notre territoire.

Et, nous voyons bien que l'enjeu dépasse largement la dotation de l'État prévue pour la future métropole qui oscille, suivant les dires, entre 15 et 50 millions d'euros, ce qui ne représentera qu'un peu moins de 2% des ressources de la nouvelle collectivité.

Nous devons d'abord compter sur nous mêmes pour bâtir un vrai projet et être force de proposition afin de construire un vrai partenariat avec l'État. Sur la question de la dotation de l'État, il est surprenant de constater que ce sont ceux qui sont les plus opposés à l'intervention de l'État sur la mise en place de la future Métropole, qui attendent comme seul recours l'assistance du même État.

La mise en place d'un vrai partenariat, à l'instar de ce qui va se passer sur le Grand Paris, basé sur un vrai projet porté par l'ensemble du territoire, est la seule issue pour gagner notre pari de développer la future collectivité à l'échelle européenne et permettre la création de vraies plus values axées sur le développement économique, les transports et les investissements destinés à accroître l'attractivité du territoire.

Voilà, mes chers collègues, comment de mon point de vue, on peut s'envisager la vision budgétaire à venir, à la lecture de ce compte administratif.

Tout est possible, cela ne dépend que de nous et de notre capacité à aller de l'avant.

Bien entendu, mon groupe votera favorablement le compte administratif 2012.

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur ROSSO.- Merci Monsieur Coulomb. S'il n'y a plus d'intervention, je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Tornor et Piccirillo votant pour
Abstention de Mme Arzano

Monsieur ROSSO.- Le compte administratif est voté.

Monsieur Coulomb, il faudra attendre que la loi soit votée avant de faire des pronostics sur la Métropole.

(M. Rosso quitte la tribune, M. le Président Caselli reprend la présidence de la séance.)

2. FCT 002-28/06/13 CC - Approbation du Compte de Gestion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole relatif à l'exercice 2012.

Monsieur GIORGI.- Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote du groupe UPAC.

Madame CARADEC.- Par courtoisie, cher Président, j'attendais votre retour pour intervenir.

Chers collègues, avec ces premières délibérations sur le fonctionnement, que ce soit le compte administratif ou le compte de gestion, sonne l'heure du bilan de votre mandature aux débuts chaotiques, où le risque de naufrage a été évité grâce à l'esprit républicain dont le groupe UPAC a fait preuve :

- face à l'emprise d'un système qui vous instrumentalisait.
- Face aux pressions de vos amis verts.

- Face à votre tendance aux dérapages financiers des grandes masses budgétaires.

Certes, nous n'avons pas tout évité. Mais, malgré la baisse des concours de l'État, une crise bancaire forte, la prospective budgétaire mise en place sous la présidence de Jean-Claude Gaudin que nous vous avons imposée, a permis d'assumer financièrement certains projets. Des projets, n'épiloguons pas, qui étaient déjà les nôtres et que nous avons souvent initiés...

Cependant, malgré notre vigilance, nos alertes et nos recommandations, il faut hélas constater que l'autofinancement diminue, alors que les dépenses de fonctionnement augmentent.

Au lieu de créer de la richesse en accompagnant le monde économique, vous créez des charges et vous épuisez la richesse... C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle nous avons l'intention de voter contre les rapports n°4 et 96 curieusement retirés ce matin qui généraient une augmentation des charges pour les commerçants.

Ça n'aurait pas été la première de votre mandature.

Car au lieu d'alléger l'impôt de vos concitoyens, vous l'avez alourdi au fil de ces 5 années :

- par une augmentation de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, sans pour autant rendre nos communes propres comme vous l'aviez promis,

- par un dérapage de la masse salariale en ayant créé 150 emplois de fonctionnaires supplémentaires et aujourd'hui encore 50 emplois d'avenir, classique de la gestion socialiste où l'on embauche sans compter pour assurer la paix sociale sinon des voix pour la primaire à venir,

- par une augmentation débridée des coûts de communication au profit de votre image, toujours en prévision de primaires,

- par la décision incohérente d'augmenter la part de méthanisation de l'incinérateur alors que celle-ci est impossible à atteindre dans le contexte.

Ce qui est cruel, c'est que vous cédez à toutes les pressions.

La décision d'augmenter la part de méthanisation vous a été imposée par la coalition de vos amis verts. La délibération sur la SOLEAM, inscrite préalablement à la séance d'aujourd'hui est retirée suite à la pression de vos amis, alors que vous en aviez pris l'engagement auprès du Maire de Marseille.

Il a également suffi d'un appel téléphonique du futur ministre du redressement productif en campagne pour son mentor, pour que vous décidiez d'acheter Fralib, bâtiments et machines pour 5,7 millions d'euros d'argent public, comme si c'était la vocation de Marseille Provence Métropole que d'acheter des usines et d'ailleurs pour quel résultat ?

Et quand il s'agit de voter la dernière augmentation de la TEOM, que le groupe UPAC est contre, que les Communistes menacent de s'abstenir, que se passe-t-il ? C'est Patrick Mennucci qui demande une suspension de séance, l'obtient et négocie à votre place.

Et je ne parle pas des pressions syndicales devant lesquelles vous capitulez sans condition plutôt que d'appliquer les préconisations des « Quatre mousquetaires » de la propreté. Mais peut-être faut-il penser à remplir des salles...

En résumé, la seule décision qui ne vous échappe pas, c'est celle d'augmenter les impôts, sous toutes leurs formes et par tous les moyens. Pour le reste, votre manque de courage fait que ce sont les autres qui décident à votre place.

Il ne suffit pas, Monsieur le Président, d'arriver caché bien au chaud dans les bagages d'un candidat battu aux élections et de profiter d'un mauvais coup de Jarnac et de quelques sordides trahisons, pour être à la hauteur de la fonction et de la mission.

(Applaudissements)

Malheureusement ni eux, ni vous ne décidez ce qui devrait l'être et que Marseille attend :

- Où en sont les projets de réaménagement du Jarret ?
- Où en est le Boulevard Urbain Sud ?
- Où en est le parking Longchamp ?
- Où en est le port de plaisance de la Lave ?

Enlisés entre indécision et primaires.

Aussi, Monsieur le Président, nous sommes sûrs aujourd'hui d'une réalité, vous ne décidez ni ne faites ce dont Marseille a besoin et que les Marseillais attendent.

Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT. - Ce qui est bien, c'est le camp d'en face, ce qui ne va pas, c'est Eugène Caselli !

Je ne sais pas, Madame Caradec, si les primaires ont commencé, mais ce que je sais, c'est que dans votre discours, les élections municipales ont bien commencé.

(Applaudissements)

Ce qui est bien avec vous Madame Caradec, c'est qu'on finit, à force de séances, par apprendre par cœur toute votre litanie. Je la connais. La taxe sur les ordures ménagères, ce n'est pas la propreté, c'est pour payer le surcoût de l'incinérateur qui a doublé le budget. 50 millions d'euros aujourd'hui, 25 millions d'euros auparavant ! C'est très simple, il suffit de regarder les chiffres.

Concernant Fralib, j'en suis fier. Ne vous déplaie !

Les impôts, quels impôts ? Nous n'avons pas augmenté les impôts ménages lors de cette mandature alors qu'à la Ville de Marseille, vous les avez augmentés trois fois dans cette mandature. Rappelez-vous !

(Brouhaha, protestations)

Et quand vous faites la litanie de ce que je n'ai pas fait, faites aussi la litanie de ce que nous avons fait. D'autre part, lorsque vous faites la litanie de ce que nous n'avons pas fait, cela veut dire que finalement, vous ne nous avez rien imposé.

Malgré la crise, j'ai maintenu le cap. Les fondamentaux ont été respectés, la dette a été stabilisée, dette que vous nous aviez laissée, vous oubliez de le dire. Notre dette est classée dans la catégorie la plus sûre sur la grille de Gissler, celle qui mesure la toxicité potentielle des prêts donc c'est une bonne dette.

Je le répète notre majorité n'a pas augmenté les impôts.

(Brouhaha, protestations)

Car cette dette est le produit de l'investissement. 300 millions d'euros par an ! Vous vous gargarisez à la Ville de Marseille d'investir 220 millions d'euros, permettez-nous de nous gargariser d'investir 300 millions d'euros par an !

(Applaudissements)

Contrairement à ce que vous dites, nous n'avons pas engagé de chantier dispendieux qui n'était nécessaire. Je vais terminer en vous disant une chose : lorsqu'on aime, on compte. C'est ce que je fais avec la Communauté urbaine merci.

(Applaudissements)

Monsieur GIBERTI.- Je ne suis pas candidat aux primaires.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les conseillers communautaires, mes chers collègues. Puisque nous sommes sur le compte administratif de l'assainissement et de l'eau, si vous le permettez Monsieur le Président, comme je vous l'avais annoncé, je voudrais prendre la parole un court instant pour raconter une histoire... une histoire d'eau (e.a.u. bien sûr).

Mais avant de commencer, j'en profite Monsieur le Président pour vous féliciter pour la Marianne d'Or qui vous a été remise le 12 juin dernier au Conseil constitutionnel. Sachez qu'avec les rares Maires présents, ceux de Cassis, La Ciotat, Ceyreste et Roquefort-la-Bédoule...

Monsieur LE PRESIDENT.- Et Gignac-la-Nerthe.

Monsieur GIBERTI.- et Gignac-la-Nerthe, nous étions fiers d'être à vos côtés.

Il était une fois une commune dotée de richesses naturelles où l'eau coulait à flot parce que chacun le sait, à Gémenos, l'eau coule à flot.

Il était une fois une ville qui avait fait le choix d'une gestion directe du service de l'eau et de l'assainissement par une régie. Ce mode de gestion a été maintenu dans le cadre de transfert de compétences à la Communauté urbaine. Je vous en remercie, ainsi que Jean-Claude Gaudin.

Par avance, je vous prie de m'excuser d'évoquer des budgets d'eau et d'assainissement de Gémenos qui peuvent être considérés comme relevant d'une problématique locale. Mais au contraire, ils ont une résonance plus globale *a fortiori* à l'heure de la Métropole.

Ce n'est que le 4 juin dernier que les services de la Communauté urbaine ont répondu à ma requête du 30 janvier d'obtenir de plus amples renseignements sur les budgets eau et assainissement dédiés à Gémenos. Il est à noter que le délai de 5 mois laissé à vos services a permis de vérifier les chiffres transmis et ainsi, aujourd'hui, ils sont gravés dans le marbre. Ce courrier est instructif à plus d'un titre et demande à être étayé par toutes les pièces justificatives utiles à sa compréhension.

Ugolin disait : « *J'ai payé mon eau, je veux mon eau.* » Je ne suis pas Ugolin, mais le chef de village que je suis, et qui lui aussi a payé son eau, est en droit d'obtenir des explications.

Alors qu'à Gémenos, quatre agents sont affectés au service pour un montant de charges de personnel de l'ordre de 160 000 euros, j'apprends à la lecture du compte d'exploitation vérifié par vos services comptables et joint à votre réponse, Monsieur le Président, qu'il faut y ajouter 230 000 euros, ce qui représente en totalité, si votre personnel est bien payé, près de 10 temps pleins consacrés exclusivement à la régie de Gémenos, et ce, pour 2500 compteurs.

Que faut-il en déduire et à quoi correspondent ces frais de personnel ? Quelle que soit la clé de répartition que vous allez nous évoquer, où est l'économie d'échelle si souvent argumentée et prônée comme vous le savez ?

Il semblerait donc, à la lumière des documents fournis, que seule la section de fonctionnement du budget de l'eau soit excédentaire, ce qui m'interpelle alors que nos deux budgets eau et assainissement ont toujours été excédentaires jusqu'au transfert de

compétences, à tel point que la Ville avait joué le jeu en reversant l'intégralité de ses excédents à la Communauté urbaine.

Pour ma part, j'ai le sentiment que ces chiffres sont arbitraires, car l'excédent sur l'eau semble réduit à sa plus simple expression dans le but de rendre le budget déficitaire. Pourquoi aujourd'hui se retrouve-t-on avec des budgets déficitaires ? La délégation de service public serait-elle la solution miracle ? Je sollicite des réponses claires, car j'aurais dans le cas contraire des doutes sérieux sur la sincérité des budgets et cela m'ennuierait beaucoup.

En effet, j'ai toujours été favorable à l'entrée de la commune de Gémenos à la Communauté urbaine et je misais sur une grande transparence de fonctionnement et je ne voudrais pas que vous, Président Caselli, et nous-mêmes ne soyons les victimes de cette grande machine administrative.

Ainsi, j'arrive à mes conclusions, enfin plus précisément à « mes » conclusions. Si les chiffres communiqués sont vrais, si les budgets eau et assainissement ont été rendus déficitaires par la gestion communautaire, il ne faut même pas, à mon sens, se poser la question de la Métropole. S'ils sont faux, je suis en droit de me poser la question de l'objectif de cette présentation et enfin, si les chiffres sont à la fois vrais et faux, ce que je crois, je n'attends pas de réponse immédiate de votre part, mais que tout le monde y réfléchisse.

Sachez, mes chers collègues, que j'aurais pu ne pas intervenir et laisser couler, le budget étant communautaire. Mais puisque j'ai toujours envisagé l'intercommunalité comme une source d'efficacité et de solidarité entre ses membres, cela doit nous amener à réfléchir. Si à 18 collectivités, les choses ne sont pas claires, comment peut-on envisager en toute sérénité, une Métropole à 92 ? Avant de se projeter à demain, il faut s'interroger sur ce que nous avons construit jusqu'à aujourd'hui. Merci.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur le Maire je vais répondre sur ce point et donnerai ensuite la parole à ceux qui me l'ont demandée.

Comme vous l'avez demandé vous-même, les services de la Communauté urbaine ont établi le budget de l'eau et de l'assainissement de votre commune qui, je le rappelle, est en régie. Gémenos village est en régie, le reste de Gémenos est en délégation de service public.

Le travail des services a été fait pour isoler les dépenses à l'intérieur du budget annexe de l'eau globalement à MPM, et sur un plan comptable, il a fallu prendre en compte les charges de structure, pas uniquement les charges de personnel, mais l'ensemble des charges de structure (financière, personnel et technique). Cette présentation de nos services répond à une volonté de justesse comptable.

Monsieur le Maire, on vous a proposé, il y a peu, tout d'abord que les services soient prêts lors d'une réunion technique à vous apporter toutes les précisions nécessaires, voire examiner à nouveau certains postes et confronter avec vos propres calculs. Vous n'avez pas voulu de cette réunion. On la fera après cette assemblée, ce n'est pas un problème, l'offre d'explication et de dialogue est toujours valable.

Pour éviter toute ambiguïté, la Communauté urbaine préparera un cadre définissant véritablement quelles sont les clés de répartition sur les postes de charges. Je dois rappeler que les précisions que vous sollicitez ne portent pas sur un montant de 200 000 euros, je ne connais plus le chiffre exact, mais de 40 000 euros qui représentent le déficit global de l'eau et de l'assainissement sur la régie de Gémenos.

L'offre de dialogue et de confrontation avec nos services que l'on vous a faite il y a quelques temps reste toujours valable. J'espère que maintenant, vous l'honorerez.

M. Mennucci a demandé la parole, ainsi que M. Dutoit.

Monsieur MENNUCCI.- Merci Monsieur le Président, je souhaitais réagir au discours politique que vient de faire Mme Caradec. L'intervention de Mme Caradec est quand même d'une très grande violence à votre égard....

(Brouhaha)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je crois que la réponse a été faite.

Monsieur MENNUCCI.- ... et souvent, elle est injuste. Mais pour moi, ce que vient de faire Mme Caradec, c'est un événement politique...

Monsieur GAUDIN.- C'est ce que vous faites au Conseil municipal sans arrêt !

Monsieur MENNUCCI.- C'est un événement politique qui met à bas la fiction d'une cogestion qui éclate à quelques mois des élections municipales.

Monsieur le Président, je vous demande, parce qu'il n'y a plus de raison au fond après cette intervention de faire différemment, de prendre en compte cet événement, d'en tirer les conséquences en refusant le PLU gaudiniste qui nous est proposé ce matin qui est un outil idéologique au service d'une vision de la Ville de Marseille qui n'est pas la nôtre.

Monsieur GAUDIN.- Et ce n'est pas politique ça !

(Rires)

C'est « sincère » ! Il se fiche de nous en plus !

Monsieur MENNUCCI.- Je ne me permettrai pas, Monsieur le Maire.

Il me semble que le groupe socialiste au Conseil municipal a été très clair dans son vote sur le PLU, M. Masse peut en témoigner.

L'immense majorité des socialistes marseillais refuse ce PLU dans tous les secteurs de Marseille. Aujourd'hui, vous aviez, Monsieur le Président, un certain nombre d'obligations que vous vous étiez données du point de vue d'une gestion collective avec la Ville de Marseille. Alors que je viens d'entendre l'intervention de Mme Caradec, je ne vois plus où est votre obligation de mettre aux voix un PLU qui est un PLU de stagnation pour cette ville qui ne prévoit quasiment pas de logements sociaux.

Monsieur GAUDIN.- Qu'en savez-vous ?

Monsieur MENNUCCI.- J'en sais autant que vous parce que je lis plus les dossiers que vous !

Et donc, de ce point de vue, Monsieur le Président, il me semble que la droite vient vous donner l'opportunité de vous mettre en conformité avec ce que je suppose être votre conviction, c'est-à-dire la conviction de l'ensemble des socialistes du Conseil municipal de Marseille.

Monsieur GAUDIN.- Il dirige tout, il remplace le Préfet !

Monsieur MENNUCCI.- Ça change un peu...

(Rires)

Monsieur GAUDIN.- Vous voyez, vous avouez ! Menaçons, menaçons !

Monsieur DUTOIT.- Monsieur le Président, vous comprendrez qu'au vu de la teneur des débats à l'initiative de Mme Caradec, nous ne puissions faire silence.

Première question, Mme Caradec, (je l'ai dit en aparté, mais je préfère l'assumer publiquement) c'est l'hôpital qui se fout de la charité. En effet, toutes les critiques qu'elle a pu émettre à votre rencontre donc à la gestion de MPM sont très intéressantes.

Madame Caradec, le dossier incinérateur, c'est vous !

Monsieur GAUDIN.- Heureusement qu'il existe !

Monsieur DUTOIT.- La volonté de privatiser la RTM pour le tramway par exemple et heureusement que vous avez échoué, c'est vous !

La L2 toujours pas terminée, c'est vous !

L'abandon du Boulevard Urbain Sud, c'est vous !

La non-réponse aux besoins des Marseillais en termes de logement social, c'est vous !

Le tunnel Prado Sud pour favoriser la voiture et le donner aux actionnaires, c'est vous !

La faiblesse des transports collectifs, que l'on essaie de corriger aujourd'hui, c'est encore vous !

Alors Madame Caradec, je ne veux pas dire : « L'héritage ! L'héritage ! », mais en tout cas, les dernières mandatures que vous avez assumées avec M. Gaudin pour Président, auront été un lourd handicap pour cette mandature.

Dernier point pour vous Madame Caradec, sachez que les communistes ne rentreront jamais dans une démarche politique politicienne.

(Huées, applaudissements)

La seule valeur qui nous préoccupe, c'est celle de l'intérêt des habitants de toutes nos communes et des Marseillaises et Marseillais, y compris sur les grandes questions qui sont devant vous, je pense à ce que vient de dire le Maire du Rove, concernant la Métropole.

Donc, Madame Caradec, n'essayez pas de mettre un coin dans la volonté de rassemblement qui sera la nôtre, elle sera pérenne et elle sera certainement victorieuse, ne vous en déplaie !

Monsieur LE PRESIDENT.- J'apporterai une dernière réponse à M. Mennucci.

Il est vrai que l'attaque de Mme Caradec était violente, mais pas plus violente que ce que nous vivons habituellement dans tous les Conseils municipaux et même à la Communauté urbaine. Croyez-moi, il y a eu beaucoup plus violent, notamment lorsque M. Muselier faisait ses réquisitoires...

Monsieur BENZI.- ...dont vous avez pris la place...

Monsieur LE PRESIDENT.- Lorsque M. Benzi aura fini de crier, je continuerai...

Monsieur BENZI.- C'est scandaleux !

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Benzi, si vous voulez nous faire plaisir, arrêtez d'éructer.

Monsieur BENZI.- Non je n'arrêterai pas, c'est scandaleux !

Monsieur LE PRESIDENT.- La Communauté urbaine, c'est une Communauté de destins. Je dois éviter de rentrer dans des querelles uniquement marseillo-marseillaises.

(Applaudissements)

Ce qui m'importe aujourd'hui, ce n'est ni les futures municipales d'un côté, ni les primaires socialistes de l'autre. Ce qui m'intéresse, c'est de gérer cette Communauté de destins jusqu'au bout comme les conseillers communautaires m'en ont donné mission et je remplirai cette mission jusqu'au bout et dans le cadre qui a été signé en 2008.

L'accord de gouvernance signé en 2008 a permis de préserver l'essentiel. Quelles que soient nos divergences politiques, nous avons réussi à faire avancer les dossiers, non seulement à Marseille, mais aussi dans l'ensemble des communes et de cela, j'en suis fier.

J'en suis fier parce que je n'ai pas mis le doigt dans l'engrenage fatal qu'aurait été la confrontation permanente. Je continuerai jusqu'au bout à suivre cette ligne. Il y a un accord de gouvernance avec l'ensemble des Maires concernant les PLU. Ma conception de la politique, c'est le respect de la parole donnée. Quand on a donné une parole, on la tient jusqu'au bout, on respecte le contrat passé.

J'ai décidé avec les Maires de respecter leur PLU dans le cadre de la légalité et dans le cadre de la levée des réserves faites par le commissaire enquêteur. À partir de là, j'ai respecté le parallélisme des formes et présenté le PLU ici aujourd'hui à la Communauté urbaine tel qu'il a été voté à la mairie de Marseille. J'estime que c'était mon devoir par rapport aux engagements qui ont été pris. On peut penser que j'ai tort, c'est la démocratie, mais ma conception de la vie politique, c'est le respect des engagements et le respect de la parole donnée et je m'y tiendrai.

(Applaudissements)

Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Tornor et Piccirillo votant pour
Abstention de Mme Arzano

3. FCT 003-28/06/13 CC - Affectation du Résultat de Fonctionnement de l'exercice 2012 (Budget Principal et Budgets Annexes).

Monsieur GIORGI. Il s'agit, après le vote du compte administratif, d'affecter les résultats du fonctionnement de l'exercice, c'est-à-dire de mettre ce qui correspond au déficit, en investissement pour équilibrer la section.

Avis favorable de la Commission avec réserve de vote du groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je mets aux voix ce rapport.

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC
à l'exception de MM. Giorgi, Tornor et Piccirillo votant pour
Abstention de Mme Arzano

4. FCT 004-28/06/13 CC - DOSSIER RETIRE

5. FCT 005-28/06/13 CC - Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la commission d'indemnisation amiable des préjudices commerciaux aux travaux de réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service entre la station de métro Bougainville et Saint-Antoine à Marseille (15e et 16e arrondissements) et à des travaux de réfection du Centre ville de Marignane.

Monsieur GIORGI. - Avis favorable de la Commission.

Madame GHALI. - Monsieur le Président, je suis heureuse de voir ce rapport passer aujourd'hui. En tant que Maire de secteur, j'avais réclamé l'élargissement du champ d'intervention de cette commission depuis le démarrage de la discussion sur le BHNS. Je regrette que cela n'ait pas pu être fait plus tôt ce qui nous aurait permis de commencer à remplir les dossiers d'indemnisation. Ceci dit, j'espère vivement que les services de la Communauté urbaine feront en sorte que cette commission d'indemnisation ne tarde pas

trop. Nous avons des commerçants qui ont déjà beaucoup de peine à garder le rideau ouvert. Il est important que les commissions d'indemnisation prennent en compte cet état de fait et que nous n'ayons pas, à la fin des travaux du BHNS, les trois quarts des commerçants avec un rideau fermé. Ce serait catastrophique. Je sais que ce n'est pas votre intention et que ce n'est pas le but de cette requalification urbaine du BHNS. C'est aujourd'hui une sonnette d'alarme que je tire pour que l'on soit vraiment vigilant et que les services donnent le maximum. Je sais que nous arrivons sur des périodes d'été et que cela sera compliqué si on ne va pas très vite.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Madame Ghali. Rassurez-vous, tout sera fait pour aller le plus vite possible concernant ce chantier qui est compliqué et crée des nuisances.

Monsieur DUTTO.- Monsieur le Président, il y a quelques semaines, nous avons, M. Dutoit et moi-même, attiré votre attention par courrier sur les préjudices subis par les commerçants impactés par les travaux relatifs au Très Grand Bus sur le trajet Bougainville, Vallon des Tuves dans le 15e. Vous nous avez répondu très rapidement et donné votre accord pour que soit élargi le périmètre de la commission d'indemnisation. Le rapport présenté concrétise votre engagement. En notre nom et celui des commerçants concernés, nous vous en remercions vivement et nous voterons très favorablement.

Monsieur TIMEZOUIKHT.- Monsieur le Président, nous connaissons votre implication et l'intérêt que vous portez aux quartiers Nord de Marseille, notamment avec la création du BHNS entre Bougainville et Saint Antoine et prochainement le prolongement du métro jusqu'au boulevard du Capitaine Gèze ou encore la création du pôle d'échanges multimodal qui, outre le BHNS, accueillera six lignes de bus urbains, deux lignes de cars interurbains, ainsi qu'un parc relais de 625 places. Ce pôle multimodal sera très facilement accessible par l'autoroute A7 et A55. Bien entendu, la navette maritime entre l'Estaque et le Vieux-Port est déjà en service pour la saison estivale.

Toutes ces opérations, Monsieur le Président, visent à redynamiser ce secteur défavorisé et à désenclaver des secteurs trop longtemps délaissés par les instances de cette ville.

Monsieur le Président, vous avez organisé le 10 juin, par le biais de M. Chastel, technicien de MPM, une réunion pour informer les commerçants concernés par les travaux du BHNS entre Bougainville et Saint Antoine, sur le tracé ainsi que sur le calendrier prévu pour ces travaux. À l'issue de cette réunion, j'ai rencontré la manager de la fédération des commerçants et artisans du littoral Nord, Mme Boudelaa, qui vous remercie d'introduire dans la commission d'indemnisation à l'amiable des préjudices commerciaux, les commerçants du secteur concerné, car ces commerces de proximité sont vitaux pour ces quartiers populaires. Elle souligne par ailleurs que les commerçants, qui ont pour la majorité une trésorerie tendue, espèrent une indemnisation rapide.

Madame VASSAL.- Monsieur le Président, chers collègues, je suis ravie d'entendre les propos qui viennent d'être tenus par nos collègues sur l'hémicycle côté gauche, car cette commission d'indemnisation a quand même été créée en 2005 et un petit remerciement au Président Jean-Claude Gaudin qui l'avait initiée à l'époque pour aider les commerçants dès les travaux tramway aurait été plutôt sympathique de votre part. Comme vous ne l'avez pas fait, je me permets de le faire à votre place.

Sachez que c'est une commission d'indemnisation qui a permis à plusieurs commerçants sur le tramway, sur le tunnel Prado Sud et maintenant sur le BHNS et je pense aussi sur la suite du tramway sur la rue de Rome, de pouvoir passer le cap.

Merci Monsieur Jean-Claude Gaudin d'avoir fait ce que vous avez fait en 2005.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Et merci à cette assemblée, Madame Vassal, d'assurer la continuité républicaine des décisions. Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

6. FCT 006-28/06/13 CC - Approbation de la Charte des usages de l'espace J4.

Monsieur COULOMB.- M. Morel est au Conseil de Surveillance du Grand Port de Marseille, je le remplacerai donc. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

7. FCT 007-28/06/13 CC - Remises d'ouvrages par l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée - Création et affectation de l'autorisation de programme

Monsieur GIORGI.- Cela permettra à la Communauté urbaine de récupérer la TVA. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

8. FCT 008-28/06/13 CC - Élection d'un Vice-président. Élection d'un membre du Bureau. Composition des Commissions Permanentes de Travail et d'Études. Désignations au sein d'organismes extérieurs.

Monsieur LE PRESIDENT.- Suite à la mise en place des conseillers communautaires de Cassis, je vous propose d'élire Mme Danièle Milon en tant que 10e Vice-présidente de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et membre du Bureau, et de désigner :

- Mme Milon au sein des Commissions de travail et d'études « Relations Extérieures » et « Développer l'Économie et Servir l'Emploi » ;
- M. Pascal Chaix comme membre des Commissions de travail et d'études « Relations Extérieures » et « Développer l'Économie et Servir l'Emploi » ;
- M. Jean-Louis Rivière comme membre de la Commission de travail et d'études « Relations Extérieures »,
- M. Guillaume Macheras De Montillet comme membre de la Commission « Ports de plaisance, Port de commerce, Aéroport »,
- M. Fabrice Jullien-Fiori comme membre des Commissions de travail et d'études « Fonctionnement de la Communauté urbaine » et « Une Agglomération Eco-Responsable »

Je vous propose de désigner au sein du Comité de Pilotage de l'OPAH de Cassis, M. Pascal Chaix et Mme Milon, de désigner pour représenter la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au sein du Conseil d'Administration du collège Les Gorguettes, M. Fabrice Jullien-Fiori en tant que titulaire et M. Jean-Louis Rivière en tant que suppléant et de désigner au sein du Conseil d'Administration de l'AGAM, Mme Milon.

Pour terminer, je propose de désigner pour représenter la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au sein du Conseil d'administration de l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée :

Mme Samia Ghali qui était déjà titulaire.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

9. FCT 009-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n°1 au Contrat de Développement avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

10. FCT 010-28/06/13 CC - Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues.

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

11. FCT 011-28/06/13 CC - Nomenclature des emplois - Ajustement et création de 50 emplois d'avenir

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission avec une réserve de vote du groupe UPAC.

Madame BERNASCONI.- Merci Monsieur le Président.

Nous l'avons toujours défendu, toute mesure visant à accompagner l'insertion des jeunes est toujours intéressante à considérer.

Mais croire ou faire croire que la multiplication des emplois aidés va permettre de faire diminuer le chômage de façon durable, croire ou faire croire que les emplois d'avenir vont offrir aux jeunes un avenir, cela est une erreur politique voire une tromperie générale.

D'ailleurs pour que ce dispositif soit enfin utilisé, l'État est devenu bien moins exigeant dans son application contrairement à ce que l'on nous affirmait ici il y a encore si peu de temps.

Même les conditions de formation ont été assouplies. Le plan de formation peut venir après le recrutement, rien n'oblige à se former sur des métiers en tension.

Les contrats signés sont quasiment tous des CDD. À l'avenir raccourci donc.

Ce sont des contrats à temps partiel, du coup peu payés, plongeant les jeunes encore une fois dans une situation de précarité à laquelle ils auront du mal à échapper.

On se trouve bien ici dans une logique comptable. Alors oui, ces mêmes emplois aidés contribueront certainement à faire baisser le chômage dans les prochains mois de manière artificielle et pour un temps déterminé.

Il serait j'imagine intéressant pour le PS que ce temps concorde avec celui des élections municipales.

Mais soyez réalistes : personne n'est dupe et surtout pas les Marseillais.

Tout le monde connaît bien aujourd'hui ce mécanisme à court terme, et ne peut s'en satisfaire. Même les collectivités locales de gauche les plus responsables se montrent réservées, malgré les fortes pressions du gouvernement à leur égard. Les collectivités les plus avisées continueront leur rythme de recrutement aidé.

De plus comme le rappelle souvent Jean-Claude Gaudin, la sortie du dispositif des emplois jeunes a été supportée par les collectivités locales. Il y a fort à parier qu'il en sera de même avec les contrats d'avenir. C'est toujours la même logique : toujours plus de dépenses publiques, au prix d'un déficit qui ne cesse de se creuser.

Ici, le choix du court terme a donc été fait, et 50 contrats d'avenir viennent d'être intégrés dans la nomenclature des emplois dits non permanents. Eugène Caselli se veut un bon élève du gouvernement. Alors il s'exécute.

Encore une fois, nous aurions souhaité que plus d'efforts soient consentis pour les entreprises. Il ne suffit pas de s'autoproclamer proche du monde économique, il faut des actes.

Les entreprises créent de l'emploi durable, à condition de trouver des formations adaptées, un coût du travail moins pénalisant et une fiscalité propice au retour de la croissance. Il n'y a, hélas, rien de tout cela en perspective.

Monsieur MASSE.- Monsieur le Président, mes chers collègues, le contexte économique est de plus en plus tendu. Le marché de l'emploi connaît depuis de longues années une crise grave qui malheureusement ne s'améliore pas. Aujourd'hui, nous avons la chance de pouvoir bénéficier de plusieurs dispositifs pour essayer d'enrayer cette courbe du chômage : les emplois francs, les contrats de génération et les contrats d'avenir qui sont le sujet de ce rapport ce matin.

Madame Bernasconi, vous avez raison, il faut qu'on insiste sur tous les leviers, sur la croissance, sur l'aide aux entreprises. Mais pourquoi se priver d'un dispositif qui nous est fourni aujourd'hui avec des garanties précises et qui est à destination de notre jeunesse ? Nous proposons aujourd'hui dans cette délibération de porter à 50 le nombre de contrats d'avenir recrutés par MPM.

Je pense aussi qu'il est important de construire avec eux un parcours sécurisé pour les accompagner vers un emploi durable. C'est là où est le véritable avantage de ce rapport. Car ces emplois, contrairement à ce que vous dites, ne sont pas un remède à court terme. Il ne s'agit pas d'ajouter encore de la précarisation, mais bien de dessiner le futur de ces nouveaux employés. Avec trois ans d'expérience, avec une formation assurée, tous les efforts seront faits pour que ces contrats débouchent sur des emplois pérennes avec un socle de compétences solides. Ce que nous souhaitons aujourd'hui, peut-être modestement, c'est que MPM soit un tremplin vers de nouvelles perspectives pour ces jeunes et assurément, notre Communauté urbaine ne saura laisser sur le carreau des jeunes qui trois ans durant auront servi les intérêts de nos territoires avec exemplarité.

Je terminerai en disant que sur ce rapport-là, même s'il est modeste, nous devons agir non pas dans un esprit partisan, mais bien en ayant au cœur l'intérêt citoyen. Nous connaissons, je le répète, un environnement financier difficile. Ayons un peu d'audace, faisons confiance aux qualités et aux compétences de nos jeunes. Les collectivités doivent jouer un rôle actif en matière d'emploi et d'insertion.

Voilà pourquoi le groupe Faire Gagner Marseille Provence Métropole soutient ce dispositif. Il est encourageant, il va nous permettre de penser et de construire notre avenir avec les jeunes.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Monsieur GAUDIN.- Monsieur le Président, comme je ne suis pas candidat aux primaires, je peux peut-être dire quelque chose.

Monsieur le Président, 50 emplois, bien entendu, c'est un geste. Vous le devez à l'égard de vos amis politiques qui gouvernent la France et qui nous gouvernent donc et par conséquent, on peut admettre cela. Mais il faut à ce moment-là, cher collègue qui venez de vous exprimer, rappeler ce qui avait été fait. Car à vouloir nous critiquer en disant : « Vous êtes sectaires, vous ne voulez pas donner un coup de main alors que c'est utile ! », je vous rappellerais l'époque de M. Jospin.

M. Jospin avait initié les emplois jeunes. La Ville de Marseille, Monsieur Masse, avait pris 1000 emplois jeunes. Il était dit qu'au cours de la législature, le gouvernement trouverait la sortie de ces emplois jeunes et proposerait un certain nombre de choses. Or, il n'en fut rien. Nous en avons pris 1000 à la Ville de Marseille et plusieurs centaines d'autres dans la vie associative. Pour la vie associative, pour ne pas qu'on licencie ces jeunes, on a augmenté les budgets pour garder les emplois et pour la Ville de Marseille qu'a-t-on fait ? Les 800 jeunes qui avaient bien travaillé, été bien notés, non pas par les forces politiques interventionnistes, mais par les hauts fonctionnaires, nous les avons titularisés. Et les 200 autres qui n'avaient pas bien travaillé, nous ne les avons pas gardés.

Nous avons donc fait cet effort.

Là, néanmoins – et j'approuve ce qu'a dit Mme Bernasconi – nous sommes très réticents. Vous voulez faire un geste, faites-le, mais ne nous demandez pas de l'approuver.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Zéribi, vous avez demandé la parole.

Des voix.- Les primaires !

(Brouhaha)

Monsieur ZERIBI.- Ça vous inquiète ! Détendez-vous. Chez nous, il n'y a pas de primaires, cela va être vite réglé, ne vous inquiétez pas. Restons concentrés sur le sujet, cela me paraît plus important que les affaires politiciennes qui vous préoccupent.

Sur la question de l'emploi, j'ai envie de vous dire : pourquoi tant de contradictions du côté de la droite ? Vous prétendez trois choses.

Premièrement, et vous le dites à longueur de journée, on ne peut plus avoir le même métier toute sa vie. Vous ne faites que le dire aux Français. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'exercer le même métier toute sa vie, donc vous dites en permanence aux Français : « Préparez-vous à un peu de précarité ! »

Il paraît que c'est le contexte de l'emploi et de l'économie qui fait cela, alors allons-y, entérinons cette thèse.

Deuxième chose que vous dites régulièrement et que nous partageons : il est très difficile pour un jeune de rentrer sur le marché du travail. Pourquoi ? Parce qu'on parle toujours du jeune qui n'a pas d'expérience. Personne ne veut lui faire confiance, car sur son CV à l'issue de sa scolarité et de ses études, il ne peut pas indiquer qu'il a pu démontrer des compétences, des facultés, un savoir-faire.

Cette deuxième chose est effectivement un peu en contradiction avec les critiques que vous portez au contrat d'avenir.

Troisièmement, excusez-moi, mais à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle, messieurs dames. On a des taux de chômage qui explosent.

Quand la moyenne nationale est à 10, vous avez chez les jeunes 25 à 30% de chômage et dans certains quartiers, il est à 50. Cela ne vous préoccupe pas, évidemment, vos enfants ne sont pas concernés, car vous bénéficiez de tous les réseaux possibles !

(Protestations)

La réalité, c'est que vous devez cesser d'être égoïstes. S'agissant de ces emplois d'avenir, Monsieur le Président, je dis même que l'on aurait dû aller plus loin. Je vous le dis tranquillement. Je proposerai même que la Régie des Transports de Marseille, avant la fin de l'année, puisse aussi jouer la carte de ces emplois d'avenir.

Aujourd'hui, il est complètement aberrant d'entendre dire qu'il faudrait à travers ces emplois assurer une pérennité à vie jusqu'à la retraite. Il s'agit de donner une expérience et une chance à des jeunes qui n'en ont pas aujourd'hui et qui vont pouvoir, à l'issue de ces contrats d'avenir, faire valoir leur première expérience.

Alors, Monsieur le Président, je pense que les familles de ces jeunes qui bénéficieront de ces 50 emplois sauront vous être reconnaissantes, car avec les inquiétudes, la désespérance et l'exaspération qui les frappent, vous allez apporter une lueur dans un climat morose.

Je le dis, votre volontarisme, je l'apprécie et j'aurais aimé qu'il aille encore un peu plus loin. Arrêtez de critiquer sans arrêt des choses qui concernent les gens qui sont les plus démunis aujourd'hui. Merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vais conclure. Madame Bernasconi, je vais avoir un langage extrêmement basique. Aujourd'hui, il y a 10 000 jeunes de moins de 25 ans dans la ville de Marseille, et plus si l'on regarde dans l'ensemble de la Communauté urbaine, qui ne trouvent pas de travail. Or, là, nous avons un moyen de faire un geste pour une partie de ces jeunes. C'est vrai que si on avait pu faire plus, on aurait fait plus. L'État met 75% du salaire sur la table. C'est un contrat de trois ans, avec une formation. C'est donc une chance pour ces jeunes. Si l'on peut faire quelque chose pour 50 d'entre eux, je crois que la mission de la collectivité est de le faire. C'est en tout cas beaucoup mieux que l'abandon que vous préconisez.

(Applaudissements)

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe UPAC

à l'exception de MM. Giorgi, Blanc, Orgeas, Ghigonetto et Giberti s'abstenant
et de Mmes Milon, Salvo, Cardona et MM. Jullien-Fiori, Chaix, Rivière, Macheras de
Montillet, Boré, Tixier, Valéri, Mattéi, Alexanian, Bonan, Tornor, Léotard et Piccirillo votant
pour

12. FCT 012-28/06/13 CC - Création d'emplois saisonniers

Monsieur COULOMB.- Avis favorable de la Commission.

Monsieur CHENOZ.- Monsieur le Président, vous nous avez dit au début de ce Conseil que vous souhaitez continuer votre ligne politique et respecter vos engagements : c'est bien !

En effet, nous venons de passer cinq années ensemble, dans ce doux cadre de la gouvernance partagée, et je crois que nous pouvons tous nous en féliciter, car outre cette bonne ambiance, tous les projets voulus par les 18 Maires de notre Communauté urbaine, ont pu ainsi, être menés à bien.

Aussi, c'est avec un grand plaisir non dissimulé, Monsieur le Président, que nous vous disons merci, merci d'avoir soutenu la volonté des électeurs de ces 18 villes.

Aujourd'hui, alors que de nouvelles échéances se profilent à l'horizon, nous souhaiterions, Monsieur le Président, vous aider dans cette gouvernance partagée qui nous a tous, comblés !

En effet, une rumeur persistante, et que nous pensons infondée parcourt la Ville de Marseille et même les communes avoisinantes : il paraîtrait que des dizaines d'embauches se font dans des conditions pour le moins bizarres et obscures. Il m'a été personnellement rapporté qu'un entretien d'embauche aurait été fait dans un bar de quartier !

Ces rumeurs, que personnellement je pense infondées, créent un profond malaise, en cette période de crise, et suscitent bien des interrogations dans la cité et plus particulièrement dans les cités.

La presse aurait, paraît-il, des notes écrites sur ces rumeurs d'opacité, mais je n'ose le croire !

Aussi pour tordre définitivement le cou à ces supputations incompréhensibles dans une démocratie transparente, je propose que nous mettions en place une commission de transparence sur les créations d'emploi, qu'ils soient pérennes ou seulement temporaires pendant la saison estivale. D'où viennent ces fameux 50 emplois aidés que vous allez prendre ?

Cette commission, qui aurait un droit de réserve sur la confidentialité qui s'impose en cette matière, serait composée d'une représentation de chaque groupe politique de cette assemblée, ce qui permettrait d'évacuer tout soupçon de favoritisme, de clientélisme ou de copinage syndical.

Etant moi-même, Monsieur Mennucci, comme vous-même et tous nos collègues ici, profondément républicains et très attachés à l'équité démocratique, cette mesure serait également un geste chevaleresque vis-à-vis de vos collègues, inscrits comme vous à la primaire, qui vise une nouvelle éthique politique pour votre formation politique et dont nous nous félicitons.

Je vous remercie, Monsieur le Président, pour votre écoute attentive et je suis persuadé que vous reprendrez cette excellente proposition qui, si elle est acceptée, permettrait de finir votre mandat comme vous l'avez commencé... avec une gouvernance partagée.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Chenoz, premièrement, je serai d'accord pour mettre en place cette commission, lorsque vous mettrez la même à la Ville de Marseille.

Messieurs les Anglais, tirez les premiers.

Deuxièmement, Monsieur Chenoz, je suis surpris que vous teniez compte de telles allégations. Pour ma part, par exemple, je ne tiens pas compte de rumeurs insistantes qui disent que vous feriez campagne ouvertement pour une candidature socialiste qui pourrait servir vos intérêts politiques.

(Protestations)

Des voix.- Des noms ! Des noms !

Monsieur LE PRESIDENT.- Je crois que vous et moi méritons mieux que ces assertions, alors faites comme moi, prenez de la hauteur et balayez tout cela d'un revers de main.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Monsieur TIXIER.- Mes chers collègues, ce n'est pas une intervention sur un problème marseillo-marseillais, mais en vous entendant discuter sur la création d'une commission, je viens de me rappeler que nous avons décidé il y a quelques mois, la création d'une commission sur les complexités du dossier de l'incinérateur. Or, six mois après, cette commission n'est toujours pas en place alors qu'elle avait été décidée à l'unanimité.

Donc je souhaiterais, pour que nous respections nos votes, que cette commission puisse se réunir enfin, sinon nous serions nombreux à ne pas comprendre. Je vous en remercie.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- J'attends vos propositions et nous la mettrons en place.

13. FCT 013-28/06/13 CC - Dispositions modificatives relatives au régime indemnitaire des agents de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'année 2013

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

14. FCT 014-28/06/13 CC - Mise en place du conventionnement pour le transfert de compte épargne temps lors du recrutement d'agents au sein de Marseille Provence Métropole

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

15. FCT 015-28/06/13 CC - Rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

16. FCT 016-28/06/13 CC - Actualisation de la délibération FAG 17/531/CC du 26 juin 2006 relative au régime des astreintes et permanences applicables aux agents de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

17. FCT 017-28/06/13 CC - Approbation d'une convention-cadre de partenariat 2013 avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

18. FCT 018-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec le Centre de Gestion des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

19. FCT 019-28/06/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'Assemblée des Communautés de France (ADCF).

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

20. FCT 020-28/06/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF).

Monsieur COULOMB.- Avis favorable de la Commission avec une réserve de vote du groupe UPAC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe UPAC

à l'exception de Mmes Milon, Salvo, Cardona et MM. Jullien-Fiori, Chaix, Rivière, Macheras de Montillet, Boré, Tixier, Valéri, Mattéi, Alexanian, Bonan et Giberti votant pour

21. FCT 021-28/06/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association CUSMA

Monsieur GIORGI.- Il s'agit du paiement de la cotisation 2013 à l'association CUSMA pour un montant de 200 euros. Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

22. FCT 022-28/06/13 CC - Location d'un espace pour la participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la Foire Internationale de Marseille - édition 2013

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

23. FCT 023-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à la Banque Alimentaire des Bouches-du-Rhône

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

24. FCT 024-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Marseille Centre pour la réalisation de " l'Opéra Noir ".

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

25. FCT 025-28/06/13 CC - DOSSIER RETIRE

26. FCT 026-28/06/13 CC - DOSSIER RETIRE

- 26bis. FCT 026 bis-28/06/13 CC – Approbation du protocole d'accord de fin de contrat de la gestion du site de Saumaty pêche par la Somimar

Monsieur COULOMB.- Avis favorable unanime de la Commission.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPER LES TRANSPORTS URBAINS ET PÉRIURBAINS

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Lota pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux de la Commission. ?

Madame LOTA.- Je souhaiterais dire un mot sur le rapport n°27.

27. DTUP 001-28/06/13 CC - Approbation du Plan de Déplacements Urbains de Marseille Provence Métropole 2013-2023

Madame LOTA.- Monsieur le Président, mes chers collègues. Mon intervention portera sur le Plan de Déplacements Urbains que vous nous soumettez ce matin.

Lors de l'arrêt du projet en décembre dernier, nous avons voté favorablement ce PDU, sous réserve d'une priorisation des réalisations sur les 10 prochaines années.

Vous aviez semblé entendre notre message puisque vous nommiez deux élus pour inscrire les propositions en ce sens, en tout cas, c'est ce que nous avons compris.

Persuadés que nous n'avions plus d'illusions depuis fort longtemps sur la gouvernance partagée, et je pourrais dire que quelque part, j'en suis un peu victime, vous aviez réussi à mettre en évidence notre innocence de tenter d'y croire encore. Mais vous effectuez des choix sans concertation des Maires et sans concertation des Présidents de groupe !

Nous vous avons bien demandé de prioriser les réalisations du PDU. D'ailleurs, le Maire de Marseille avait pris la peine de vous le signifier par écrit.

Mais le printemps arriva bien que tardivement et les bourgeons de l'espérance de cette priorisation ont fané avant d'éclore...

(Sifflements)

Oui, un peu de poésie, je trouve que cela fait du bien.

Monsieur LE PRESIDENT.- On est dans la poésie pure ! Continuez.

Madame LOTA.- Poésie et tendresse...

Sans concerter les élus mandatés, sans attendre les conclusions de la commission d'enquête publique, vous annoncez le Boulevard Urbain Sud aux calendes grecques !

L'échéance du Conseil communautaire arrivant à grands pas, vous suppliez la commission d'enquête de vous remettre ses conclusions dans la hâte, avant la date prévue.

Sans surprise, elle émet 5 réserves, dont la priorisation des réalisations et une budgétisation plus détaillée.

Alors à la hâte, vous nous soumettez un semblant de budget détaillé et une hiérarchisation de la programmation.

Mais que d'erreurs !

Dans la précipitation, vous aviez oublié de consulter une fois encore les élus que vous aviez vous-même et vous seul désignés.

Et voilà que la réalisation du Boulevard Urbain Sud serait envisagé en 2020, voire en 2023.

Rajoutons l'oubli condamnable de la prise en compte des plates-formes logistiques.

Mais où est donc passé le projet pourtant soutenu par l'État de création de voies ferroviaires souterraines à la Gare St Charles. Par contre, et ça je le dirais et tous les jours s'il le faut, les tonnerres des publicités concernant la City navette, vide d'ailleurs. Hier, j'ai passé pratiquement toute ma journée sur le port : une personne, deux personnes...

Investir un million d'euros pour avoir finalement si peu de résultat...

Une autre anomalie : 85 % des bus accessibles, mais dommages non inutilisables, car la voirie ne l'est pas !!!

À quel traitement pour les personnes à mobilité réduite.

Nous ne pouvons tolérer ni la méthode, ni les résultats.

Vous voulez vous donner l'image d'un homme consensuel, mais vous oubliez l'essentiel, c'est la concertation. Ce Plan de Déplacements Urbains en est l'exacte illustration.

Dans ces conditions, le groupe UPAC s'abstiendra sur ce rapport.

Monsieur LE PRESIDENT.- Bravo pour le morceau de poésie quand même !

Madame GHALI.- Monsieur le Président, si nous sommes tous concernés par la question du transport et des déplacements urbains sur l'ensemble de la ville et au-delà, sur l'ensemble de la Communauté urbaine et peut-être demain sur la Métropole que vous avez, pour certains, choisi, il me paraît essentiel que tous les Marseillais puissent être traités de la même manière qu'ils soient au Sud, au Nord ou à l'Est de la ville. En l'occurrence, aujourd'hui, ce PDU ne va pas dans ce sens. Et bien sûr la question du Boulevard Urbain Sud va avec.

On ne peut pas aujourd'hui partir sur un Plan de Déplacements Urbains sans prioriser les axes, que ce soit la L2, le Boulevard Urbain Sud, ou les parkings relais sur la périphérie de Marseille afin de permettre aux habitants du département de venir sur ces parkings relais pour ensuite prendre les transports en commun pour se déplacer sur l'ensemble de Marseille.

Merci Madame Vassal. Encore une fois, il ne faudrait pas que l'on recommence les mêmes erreurs en matière de transports. Les Marseillais ne nous le pardonneraient pas, tous partis confondus d'ailleurs. Je le dis encore une fois, malheureusement, c'est l'extrême, l'extrême droite, qui en profitera si nous ne sommes pas capables aujourd'hui d'apporter des réponses.

Des voix.- Et l'extrême gauche !

Madame GHALI.- Je ne considère pas les extrêmes de la même manière. Je fais une différence entre l'extrême gauche et l'extrême droite !

(Exclamations, applaudissements)

Et j'ai le droit de penser comme cela !

Les Marseillais ne nous pardonneraient pas notre erreur stratégique et politique en matière de transports. Tout le monde le sait, du transport découle la question du logement, la question économique également. Sans transport, c'est une ville bloquée que nous aurons, une Communauté urbaine bloquée et peut-être demain un pôle métropolitain ou une Métropole bloquée.

Je citerai la partie Nord par exemple et la question du métro jusqu'au CHU Nord qui est aujourd'hui le CHU de l'ensemble de la Région. Cela a toujours été ma position. Le CHU Nord reçoit l'ensemble des Marseillaises et des Marseillais pour se faire soigner. Il reçoit l'ensemble des habitants du département, d'où qu'ils viennent et il est normal...

Des voix.- Et la Timone ?

Madame GHALI.- Bien sûr comme la Timone. Mais la Timone a déjà un métro et il serait tout à fait normal que l'hôpital Nord puisse avoir une desserte équivalente à son homologue de la Timone. Mais je ne le vois pas inscrit dans le PDU aujourd'hui et cela m'inquiète énormément.

La question de la L2 et la question du Boulevard Urbain Sud doivent également être prises en compte. Vous allez me dire que le tramway est programmé. Mais le tramway ne va pas jusqu'à l'hôpital Nord, le tramway ne va pas jusqu'à Septèmes. Il faut aujourd'hui que nous puissions aller jusqu'aux extrémités partout dans la ville.

Monsieur le Président, en ce qui me concerne, je demande qu'on puisse rajouter cette formule sur la question du métro jusqu'à l'hôpital Nord.

Sans cela, je ne pourrai pas voter ce PDU et je voterai contre ce PDU.

Monsieur DUTOIT.- Monsieur le Président, permettez-moi de rester fidèle à ma position et celle du groupe communiste depuis le début de l'élaboration de ce PDU. Lors de l'adoption du projet en décembre dernier, j'ai d'ailleurs développé au nom du groupe les raisons de notre abstention.

Depuis, nous avons formulé 21 propositions pour infléchir ce PDU. D'ailleurs certaines des remarques de la commission d'enquête recourent nos analyses, mais la nature du projet et ses principales insuffisances restent

Par exemple, pour lever les deux premières réserves de la commission d'enquête, MPM précise la programmation et le phasage des réalisations sur 10 ans. C'est louable, mais pas complètement crédible. D'abord, qu'advient-il de la mission que vous avez confiée à nos collègues Coulomb et Assante sur le sujet ? L'absence d'information de la Commission Transports laisse d'ailleurs planer un doute.

Par ailleurs, on définit une programmation sur 10 ans des projets inscrits au PDU et le jour même on propose de voter la prise en compte d'un nouveau projet sorti de nulle part, validé par aucune étude et non inclus dans la programmation : un téléphérique vers Notre Dame de La Garde...

Quelle que soit la nature des projets de voirie, incluant ou non un partage de l'espace pour les TCSP ou les modes doux, la programmation financière sur 10 ans des investissements Voiries à hauteur de 1,646 milliard d'euros est supérieure de 200 millions d'euros sur celle des TCSP et modes doux confondus.

Après des décennies du « tout voiture », l'ordre des priorités n'est toujours pas inversé.

Et je me félicite aujourd'hui que Mme Ghali soit d'accord avec nous sur notre proposition initiale du métro jusqu'à l'hôpital Nord.

La commission d'enquête recommande de prioriser la traction électrique (métro - tramway) en matière de transports terrestres. Mais les projets de prolongement tramway-métro inscrits au PDU ne répondent-ils pas à cette priorité ?

Le problème, c'est que le tableau annexé des dépenses d'exploitation des transports collectifs programmées sur 10 ans dit l'inverse : avec une augmentation de 36% des dépenses d'exploitation à l'horizon 2023, la part de la traction électrique dans ces dépenses régresse de 34% à 32% sur le réseau RTM, avec un métro qui ne représentera plus que 21% des dépenses d'exploitation contre 26,5 % aujourd'hui.

À la demande impérative de la commission d'enquête, le PDU précise les dessertes du Parc National des Calanques. Mais côté littoral Sud de Marseille, c'est toujours exclusivement par la voirie jusqu'à la Madrague Montredon. Donc sans retenir la recommandation générale de développer les navettes maritimes.

Enfin, dernier point sur la logistique urbaine. On évoque des compléments d'études ; mais rien de précis sur les sites disponibles, par exemple autour de la nouvelle gare en construction de La Barasse; ou encore sur le site de triage du Canet, en décidant un moratoire sur sa disparition programmée, afin de réétudier toutes les hypothèses pouvant en faire un espace logistique utile.

Certes le PDU est un document vivant soumis à évaluation et évolution. En ce sens, les 21 propositions que nous avons déposées restent d'actualité surtout en vue de la « Grenellisation » avec un Plan Local d'Urbanisme intercommunal. En attendant fidèles à notre position et conformes à celle-ci, nous continuerons à nous abstenir.

Monsieur AGULLO.- Monsieur le Président, chers collègues, aujourd'hui est un jour particulier pour notre institution tant le quotidien des habitants de la Communauté urbaine démontre qu'accoler PDU et Métropole est un parfait oxymore ou une ineptie, à vous de choisir. Aujourd'hui, donc, nous nous attaquons à une gageure : se convaincre qu'avec ce PDU, dans 10 ans, nous regarderons en souriant nos trophées nationaux des clous rouillés

auxquels nous sommes abonnés – merci au passage à la Fédération des Usagers de la Bicyclette – en se disant qu'il fait bon se déplacer à Marseille. Se convaincre que nous ne sommes plus les derniers de la classe en longueur de pistes cyclables - 4km/an -, en pollution – remarquez que là Aix nous talonne - en embouteillages - 2e en Europe. Moi ça me donne envie de dire « Marseille Trop Puissant », mais peut-être que Monsieur le Maire de Marseille nous dira encore qu'il faut remercier les cieux.

Vous en conviendrez, chers collègues, il y a là une singularité qui ne peut être simplement imputée au fait que Marseille et sa communauté ne rentrent pas suffisamment d'argent pour rembourser la dette et investir. Non ce n'est pas cela qui est en cause, mais les choix politiques opérés : la voiture, la voiture et les DSP pour les entasser, mais aussi un grand Monsieur, le PPP. Nous y reviendrons. Si nous voulons à l'avenir sortir de cette ornière, il n'y a pas d'autre choix que de bousculer les habitudes.

Mais que propose donc le PDU pour nous donner un peu d'espoir ?

Des objectifs ambitieux : réduire de 8% les déplacements motorisés, de 20% les émissions de GES, quintupler le nombre de déplacements à vélo. On va donc finir par voir qu'ils existent les vélos. On y trouve aussi des objectifs de réduction du stationnement sur voirie en ville, de développement des parkings relais, et de réaménagement de l'espace public au profit des modes actifs.

Mais il faut bien le dire ce PDU contient un obstacle majeur à toute idée de renouveau de la politique des déplacements à Marseille. Il s'agit du projet de L2. Nous comprenons que soit achevée la L2 Est pour tout de même un montant de près de 200 millions d'euros. Tant d'argent a été déjà dépensé dans ce projet. Par contre, la L2 Nord est un non-sens : construire une autoroute alors qu'une quatre voies est déjà existante pour des sommes, autour de 600 millions d'euros, qui permettraient de lancer la création d'une nouvelle ligne de métro dans Marseille, relève assurément d'une décision scandaleuse.

Mais surtout, c'est potentiellement un scandale d'état, si cela était confirmé. Selon le *Canard enchaîné*, l'État va payer 260 millions d'euros d'intérêts, pour 140 millions d'euros empruntés. Juste un nouveau PPP – qui nous rappelle le stade – au taux d'intérêts d'un autre temps comme les affectionne cette ville. Un taux d'intérêt à 8% par an pour satisfaire qui ? Bouygues ? Les décideurs politiques ? Certainement pas la population ni leurs deniers. Dans ce contexte, nous nous opposons à son financement par MPM à hauteur de 150 millions d'euros.

Alors oui, une fois qu'on a construit un PDU bardé de routes flambant neuves, je vous passe la liste, on se retrouve *peu argenté* pour les autres investissements. Le résultat est que la part dédiée aux infrastructures routières est plus importante que celle des transports en commun ; des investissements routiers qui concernent des infrastructures des années 70.

Monsieur le Président, c'est une grande rencontre avec les Marseillais qui a été ratée avec une enquête publique bâclée. Aucune communication sérieuse dans la presse et les radios locales... C'est pourtant un temps démocratique important qui aurait permis aux habitants de s'exprimer librement sur leurs besoins et attentes en matière de déplacements.

Qu'en est-il des investissements pour les transports en commun en site propre ? Comme d'habitude, ce qui est proposé ne repose pas sur un choix entre plusieurs scénarii de système de transports, comme le propose le Préfet, ni même s'appuie sur des études socio-économiques sérieuses qui pourraient être injectées dans le débat public. Cela devrait être un préalable à tout arbitrage, un préalable à la rédaction d'un PDU par l'administration de MPM. Un préalable nécessaire pour profiter de l'intelligence collective qui habite notre territoire. Je ne rentrerai pas dans une analyse détaillée critique et constructive des choix en matière de transports en commun qu'opère ce PDU. Il y aurait tant à dire.

Néanmoins, on peut se réjouir de la volonté de la région de faire du T.E.R. l'ossature des transports sur le territoire métropolitain et enfin de concevoir les gares comme

des pôles d'échanges, c'est à dire où serait organisé un rabattement des bus. Une volonté, mais pas de chiffres et trois misérables pages dans le PDU.

Le BHNS Marignane-Vitrolles-LesPennes-Mirabeau s'inscrit probablement dans cette logique. Mais alors allons jusqu'au bout. Relions la gare de Vitrolles à l'aéroport par un moyen peu couteux que constitue le transport par câble ou crémaillère type téléphérique. Et faisons de même pour relier le pole d'échange de Saint-Antoine à l'hôpital Nord. Je sais, il y a en projet la carte postale avec un téléphérique pour Notre-Dame, mais cela ne peut suffire et ne répond pas aux attentes de la population.

Ajoutons qu'avec peut-être l'argent économisé sur la L2 Nord, nous pourrions prévoir un tramway qui permette de penser le contournement du centre-ville et à travers des zones d'habitat et de lieux de travail denses. Ce n'est pas un BHNS qui peut répondre à cette problématique.

Je voudrais finir sur la bonne nouvelle que contient ce PDU : le développement des modes actifs ou doux est enfin inscrit au programme. Budgétairement ils vont enfin commencer à exister. Enfin on peut imaginer que nos enfants puissent aller un jour au collège en vélo, que je puisse garer en toute sécurité mon vélo aux abords des gares et métros et qu'au sortir de ces derniers, un vélo en libre-service puisse me permettre de rejoindre mon travail. Tout reste à faire, mais une musique semble s'installer. Reste aux services de respecter la législation et aux élus de veiller au pilotage de cette révolution dans le domaine des déplacements.

Monsieur le Président, nous voyons bien qu'au niveau de la Communauté urbaine des ambitions ont été dessinées au travers de ce PDU, mais les nombreux défauts dont il souffre nous poussent à nous prononcer contre sur ce PDU.

Monsieur COULOMB.- Monsieur le Président, mes chers collègues, lors du Conseil de décembre dernier, nous avons adopté le projet de PDU à une très large majorité. Depuis, l'enquête publique s'est déroulée et les avis rendus par le commissaire enquêteur et les personnes publiques associées ont abouti à un avis favorable sur ce projet, assorti de réserves et d'observations. Le groupe de travail mis en place dès le début du processus d'élaboration de ce PDU, a procédé à lever ces réserves et observations qui portaient essentiellement sur cinq points :

- La programmation financière des investissements et leur planification calendaire,
- Les indicateurs de suivi,
- La desserte du Parc National des Calanques,
- La prise en compte de Natura 2000,
- Les liaisons parcs relais-lignes radiales.

Le comité de gouvernance du 13 juin a validé les ajustements forts au projet initial, visant à lever ces réserves. C'est ce document amendé qui est proposé à votre approbation aujourd'hui.

Je tiens à rappeler que le PDU dans la version définitive qui nous est proposée aujourd'hui est le résultat d'un travail important et contrairement à ce que j'entends ici d'une concertation très étendue. Tous les acteurs de ce territoire ont pu s'exprimer sur les divers sujets et leurs suggestions, dans leur grande majorité, ont été incluses dans le document final, pour autant qu'elles restent dans le cadre financier qui est le nôtre – et nous venons de voter le compte administratif donc je suppose que tout le monde est bien au courant de ce cadre-là – et qu'elles ne soient pas en contradiction avec la cohérence globale du projet.

Ce PDU met l'accent sur la priorité donnée au ferroviaire et vient d'être conforté par le rapport de la commission 21 conduite par M. Duron, qui confirme à l'horizon 2015 la transformation de la gare St Charles en gare traversante qui sera un grand plus pour notre Métropole.

J'entends de-ci de-là les critiques qui viennent d'être formulées, mais je regrette que ces critiques n'aient pas été formulées à l'occasion des différentes réunions de travail que nous avons conduites.

Je tiens à répondre sur trois sujets.

Sur l'hôpital Nord, le PDU actuel prévoit à un horizon de 20 ans, la mise en place d'une desserte rapide des quartiers Nord et de l'hôpital Nord par voie de conséquence et le lancement dès la première décennie des études pour déterminer le mode et tracé qui seront mis en place sur cette échelle-là. Il est clair qu'avec les moyens financiers qui sont les nôtres aujourd'hui, il était hors de question de le prévoir dans les 10 ans compte tenu des engagements qui ont déjà été pris et des projets déjà lancés.

Concernant les modes doux, je tiens à rappeler que nous avons inclus dans le PDU des modes doux, que le schéma général de déplacements des modes doux a été acté ici en Conseil et qu'il est repris en intégralité dans le PDU. Dire que l'on n'en a pas tenu compte est à mon avis une mauvaise lecture de ce PDU.

Quant aux voiries, j'entends le discours qui dit « vous avez plus d'argent sur les voiries que sur les transports collectifs », mais aujourd'hui, il est clair qu'en termes de transports collectifs, nous avons à la fois les transports en site propre sur le métro et le tramway et nous avons aussi les autobus qui restent quand même l'acte 1 des transports collectifs dans cette ville et si nous voulons mettre à la fois des BHNS ou des bus en site propre, il est bien évident que la voirie actuelle ne le permet pas. La réalisation de la L2 telle qu'elle est prévue aujourd'hui doit permettre la création de sites propres pour les autobus sur ces nouvelles voiries.

De toute manière, ces projets de voirie sont actuellement en cours et si on s'en réfère aux chiffres contenus dans le PDU, il ne faut pas oublier qu'ils représentent le coût global de ces investissements et non pas le coût investi par MPM surtout que s'agissant de la L2, le principal bailleur est l'État même si cela apparaît en PPP avec tout ce que l'on peut en dire.

Par rapport à ce qu'a dit Mme Lota, parallèlement, je conduis avec Robert Assante une mission complémentaire dont vous nous avez chargée, Président et dont je rappelle l'intitulé : Etudier la priorisation des projets d'infrastructure pour proposer un phasage des diverses opérations compatibles avec le déroulement des grandes opérations structurantes de notre territoire. Nous allons bientôt vous rendre un rapport sur ce sujet, mais je tiens à préciser à tous mes collègues qu'au cours de cette mission, nous avons rencontré de nombreux acteurs politiques, institutionnels, associatifs ou professionnels, qui ont tous salué la qualité et la cohérence du projet de PDU y compris les représentants des associations d'utilisateurs du vélo qui on le sait ont été les plus critiques pendant l'élaboration de ce PDU et qui, lors des rencontres avec Robert Assante, nous ont donné leur avis favorable sur ce PDU en disant que nous étions dans le bon sens et que pour la première fois, nous les avons entendus.

Voilà, mes chers collègues, ce que je tenais à souligner. En attendant, mon groupe votera favorablement pour ce PDU. Je vous remercie.

Monsieur MENNUCCI.- Merci Monsieur le Président, tout d'abord, je souhaiterais dire que je me félicite et j'espère que l'ensemble de l'assemblée le fera, de propositions de la Commission Mobilité 21 qui montrent l'intérêt du gouvernement pour notre ville puisque le Premier Ministre confirmera le 7 juillet un investissement de 2,5 milliards d'euros pour la traversée souterraine de Marseille ainsi que pour la création de la gare Saint

Charles souterraine qui nous évitera les retournements de train que nous connaissons depuis 1862.

Et puisque Monsieur Moraine crie son cri habituel qui est devenu son antienne « 30 milliards d'euros », je rappelle pour la quinzième fois, dans les enceintes politiques à la Mairie de Marseille et ici, que ces 30 milliards sont constitués essentiellement du Versement Transport des entreprises de l'Île de France et de la taxe bureau, que nous n'avons pas, qui ont été structurés dans un objectif à 20 ans. C'est pour cela que le Premier Ministre peut dire qu'il y aura un investissement de 30 milliards. Cet investissement de 30 milliards n'est en aucun cas un investissement de l'État. Je crois que le Premier Ministre a parfaitement le droit de structurer des taxes pour proposer la création de transports en commun. Mais puisque vous vouliez que je vous le répète, je vous l'ai répété.

Monsieur le Président, je crois que ce moment entre la Commission Mobilité 21 et l'annonce du Premier Ministre confirme tout l'intérêt du gouvernement de Jean-Marc Ayrault pour notre territoire. Je regrette, face à cet engagement très important de l'État qui n'allait pas de soi, et vous l'avez peut-être tous vu dans la presse nationale, les critiques de nos collègues à Bordeaux, à Lille, et dans un certain nombre de villes qui considèrent que c'est une mauvaise chose pour elles de ne pas avoir été choisies par la Commission Mobilité 21.

Puisque nous avons été choisis, il faut que nous soyons à la hauteur de ce choix. Or, il me semble que ce PDU ne tient pas les promesses des orientations qui avaient été données. On dit souvent, et je l'entends de plus en plus, qu'il faut « unir le Nord et le Sud de la ville », ou encore, une autre expression, qui est une espèce de mot valise, l'on va « recoudre » la Ville de Marseille. Je ne savais pas qu'elle était déchirée... Le mot « recoudre » relève d'éléments que je n'arrive pas à comprendre. Mais pourquoi pas ? Recousons mes amis ! Unissons !

Seulement quand on regarde le PDU et qu'on s'aperçoit que sur les orientations de la municipalité de Marseille, il est beaucoup plus important de transporter des touristes à Notre Dame de la Garde que de permettre à des malades d'aller à l'hôpital Nord dans des conditions normales avec un métro, on voit effectivement que les priorités qui ont été fixées ne sont pas des priorités qui correspondent à ce slogan de recoudre la ville ou de l'unir du Nord au Sud.

(Brouhaha)

Monsieur MENNUCCI.- Mais ne vous inquiétez pas, je leur dirai !

Une municipalité doit d'abord se concentrer et c'est pareil d'ailleurs dans toutes les villes, sur la desserte des CHU. Je partage l'avis de la Sénatrice Samia Ghali sur cette question. Personnellement, cela fait très longtemps que j'ai cette position. C'est d'ailleurs la position historique des élus des quartiers Nord, elle n'est pas socialiste, communiste ou autre, et je regrette aujourd'hui que 10 ans après que les premières discussions aient eu lieu – je me demande si Guy Hermier n'était pas toujours en vie quand cela a commencé – nous allons vers un PDU qui ne dessert pas l'hôpital Nord.

Permettez-moi de vous dire que je ne peux pas dans ces conditions l'accepter, car j'estime qu'il n'y a pas de hiérarchisation dans l'intérêt des Marseillais, c'est pourquoi je me prononcerai contre le PDU.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, ayant à plusieurs reprises été cité ce matin, je ne pouvais résister à vous formuler une réponse. Car, ce matin, certains découvrent que cette collectivité a voté un Plan de Déplacements Urbains il y a quelques mois en arrière, sans que celui-ci ne fasse débat. J'interviens d'autant plus facilement que je n'ai pas participé à l'élaboration du Plan de Déplacements Urbains, donc je n'avais pas une vision précise du travail qui avait été fait par les uns et par les autres, jusqu'au moment où vous, Monsieur le Président, avez souhaité que Vincent Coulomb et moi-même puissions

définir les priorités de ce Plan de Déplacements Urbains après avoir auditionné tous les acteurs du transport et du déplacement dans le cadre de la Communauté urbaine.

Mon amie, Mme Marie-Louise Lota, a repris à l'instant cette intention en disant que nous attendions avec impatience les résultats de cette commission. Nous en sommes bien conscients et nous essaierons de vous donner le plus rapidement possible les résultats qui ont été les nôtres, non pas que c'est l'expression de Vincent Coulomb ou de Robert Assante, mais c'est bien l'expression de ceux que nous avons auditionnés.

Ceux que nous avons auditionnés, c'est d'abord vous, les Maires, puisque sur la Communauté urbaine, les Maires, aux trois quarts voire aux quatre cinquièmes sont venus expliquer leurs motivations, leurs souhaits. Nous avons eu aussi à auditionner les Maires d'arrondissements de la Ville de Marseille. Nous avons rencontré les Présidents d'institution (Chambre de Commerce, Union Patronale), les représentants syndicaux, les taxis, la Fédération Nationale des Usagers des Transports Collectifs. Nous avons également rencontré des associations qui sont pour le vélo en ville, la Confédération des Comités d'Intérêt de Quartier, tout le panel possible et imaginable qui s'implique sur le déplacement et bien évidemment l'association de défenses des personnes à mobilité réduite qu'il nous faut intégrer.

Un premier résultat est apparu. Vincent Coulomb l'a dit, tous disent que le Plan de Déplacements Urbains réfléchi et pensé par vous est un bon Plan de Déplacements Urbains. Personne, quelle que soit, la définition politique, partisane idéologique des uns et des autres, ne s'est opposé. La question qui revenait sans cesse était celle-ci : nous comprenons que tout ce qui est à l'intérieur de ce plan est important, il faut le faire, mais vous devez le prioriser. C'est bien notre mission.

Refuser, pour certains d'entre vous de voter le PDU, c'est refuser d'avoir un avenir dans le déplacement. Nous comprenons que vous souhaitiez tous que vos dossiers soient priorités. Notre travail est éminemment compliqué pour définir la priorité 1, la priorité 2, la priorité 3, etc., surtout qu'il y a des priorités à 5 ans, des priorités à 10 ans, à 15 ans et à 20 ans.

Vous avez chacun pris un certain nombre d'exemples. Pour ma part, je n'en prendrai qu'un seul : celui que nous allons très certainement retenir, c'est celui de la L2. Qui, ici, peut dire qu'il est contre la priorité donnée sur la L2 Est ? Personne. Qui peut dire qu'il est opposé à la priorité donnée à la L2 Nord ? Personne. Qui peut dire ici qu'il est opposé à la priorité donnée au Boulevard Urbain Sud ?

Nous avons déjà en réponse à vos questions des éléments qui sont dans cette définition prioritaire. Comment peut-on penser que la L2 Est pratiquement finie, ne doit pas être terminée ? C'est une aberration. Et ceux qui l'ont le mieux exprimé, ce sont les élus de l'Est et les élus de l'Ouest, eux qui de Marignane pour aller à La Ciotat sont obligés de rester coincés au milieu.

Ce matin, j'entends dire « on parle de Marseille », mais Marseille, c'est la ville phare, c'est la ville centre avec laquelle vous commercez, vous vous déplacez et vous vivez. On sent bien que cette artère est prioritaire aussi bien à La Ciotat qu'à Marignane. Nous proposons de l'inscrire dans la priorité avec la L2 Nord et le Boulevard Urbain Sud. Il ne pourrait y avoir qu'une partie sans que les deux éléments ne puissent être retenus.

J'entends certains d'entre vous dire : « Encore de la voirie pour faciliter la voiture ! ». Mes chers collègues, la voiture, c'est celle que nous avons à l'intérieur de la cité. Tout le trafic parasite de surface provient du fait que l'on n'a pas suffisamment de voies de dégagement. Et si vous redéfinissez bien un Plan de Déplacements Urbains, il faut bien faire de la voirie pour y faire passer un transport collectif. Si on n'a pas ces éléments-là, cela ne peut pas fonctionner.

Quand on retient certaines suggestions qui sont faites par les uns et par les autres, de réinventer le busjet (bus et jet), non pas des bus qui viennent à chacune de vos

portes vous prendre pour aller ensuite à un autre endroit, on essaie de prévoir des déplacements beaucoup plus larges, beaucoup plus rapides pour que l'on retourne vers le transport collectif et qu'on évite de prendre la voiture. Cela fait aussi partie de nos préconisations et de nos priorités.

Quand on dit : « Je n'ai pas entendu parler du fait que dans le centre-ville, notamment sur Sakakini, on ne puisse pas retenir un projet ». Mais il est à l'intérieur du PDU. Il est en train d'être travaillé. Encore faut-il que celui-ci soit mis en place dans le cadre de ce qui est fait par ailleurs. On ne peut pas envisager de réaménager une voie si on n'a pas étudié par ailleurs les voies qui permettent le désenclavement du quartier pour que l'on puisse se déplacer d'un point à l'autre. Si vous voulez développer le tramway, il faut bien définir des voiries qui sont prioritaires pour que cela puisse être mis en place.

Donc les priorités, nous commençons à les définir, nous allons écrire le document, Monsieur le Président. Il conviendra que vous en preniez acte, que vous le soumettiez à la sagacité de nos chers collègues, mais ils se rendront vite compte que les quatre milliards d'euros qui sont aujourd'hui retenus doivent se faire selon les priorisations que vous demandez, mais qui ne peuvent être tenues toutes que pour des priorités. C'est ensemble que nous devons travailler ce document, c'est ensemble que nous devons le soutenir. Je sais bien que la période dans laquelle nous rentrons n'est pas la plus facile de ce point de vue, pour autant, nous sommes bien dans l'axe de ce que vous demandez les uns et les autres, en complémentarité du PDU qui, je l'espère, sera voté ce matin, car s'il n'était pas voté, les priorités ne pourraient plus exister, ni pour les uns, ni pour les autres.

Merci de votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur CROCE.- Monsieur le Président, je ferai une courte intervention pour attirer l'attention dans le cadre de cette discussion sur le PDU sur l'Est de l'étang de Berre.

Ce PDU s'inscrit sur l'ensemble de la Communauté urbaine, mais au-delà dans un schéma beaucoup plus large.

Or, notre municipalité de Gignac La Nerthe agit avec le collectif des usagers de la gare de Pas des Lanciers puisque des menaces pèsent sur le guichet dans un premier temps voire même sur la gare puisque j'ai assisté à un Comité de ligne où la SNCF a présenté un plan où la gare n'apparaissait même pas.

Donc j'attire fortement votre attention sur cela. Vous savez qu'il y a un projet de parking avec nos collègues de Marignane et de Saint-Victoret qui est très demandé, très attendu pour que cette gare puisse circuler à plein. En même temps au mois de septembre, le SMITEEB réorganise ses lignes et en ce qui nous concerne, nous aurons ces lignes qui vont être renforcées pour amener les usagers (800 personnes par jour prennent le train à la gare de Pas des Lanciers./

En même temps, j'attire votre attention sur un deuxième point, le futur BHNS Marignane / Plan de Campagne. Nous l'avons évoqué avec notre groupe et nous pensons qu'il doit être prolongé au-delà, d'une part vers la ZAC des Florides pour aller ensuite vers Gignac, Châteauneuf et pourquoi pas ouvrir vers Martigues dans le futur et de l'autre côté, aller sur Plan de Campagne. Là aussi nous pensons que sur ces deux points, il semble que la Communauté urbaine doit intervenir en faveur de cela, car si tout le monde est d'accord pour développer le transport collectif, il ne faudrait pas amputer cette partie de l'Est de l'étang de Berre.

Je vous remercie.

Madame BOYER.- Monsieur le Président, permettez-moi de féliciter les auteurs de ce PDU qui est un très beau projet, très complet, mais j'ai l'impression d'être devant une vitrine vide avec un PDU virtuel et qu'il n'y a rien de concret dans ce DPU car il n'y a pas de priorisation. Et ce n'est pas moi qui le dis, c'est le commissaire enquêteur qui a émis des réserves compte tenu de l'absence de programmation. C'est d'autant plus curieux que vous nous demandez de nous prononcer sur un PDU alors même que vous avez confié un rapport qui doit fixer les priorités et que ce rapport ne nous a pas été présenté.

Plus sérieusement, nous avons un ardent besoin de ce projet de déplacements urbains, mais d'un projet qui définisse les urgences, qui séquence, qui réponde aux angoisses des Marseillais, à leur souffrance par rapport à la circulation et par rapport au développement de cette ville. Hier encore, il y avait des embouteillages à 23 heures en centre-ville ! Le commissaire enquêteur lui-même considère que certes, ce PDU est complet, car il fait une belle liste. La liste au Père Noël est formidable, mais il n'y a pas grand-chose au pied du sapin à ce stade.

Allons-nous nous prononcer sur un document qui fait cette liste des beaux projets, mais qui n'est qu'un mirage ? Quelle est la volonté politique de mettre en œuvre ce projet ? Il nous fallait une présentation des priorités, un plan de financement réaliste.

Prenons l'exemple du Boulevard Urbain Sud (BUS) dont on a beaucoup parlé aujourd'hui. Celui-ci apparaissait en programmation en 2020, en tout cas, c'est comme cela qu'il a été présenté en CIQ. Puis, comme le commissaire enquêteur commençait à s'inquiéter, nous apprenons qu'il est en 2018, mais avec aucune certitude sur le cofinancement. 300 millions pour aller de Florian à Parangon, c'est atteignable. Et vous qui êtes proche de l'actuel Premier Ministre, nous attendons là aussi des preuves d'amour puisque vous aviez dit que lorsqu'on aime, il faut compter, je pense qu'on peut compter pour arriver au bout de ce dispositif.

Des engagements, nous en avons déjà puisque même le Président du Conseil général a été choqué par votre annonce si tardive pour le Boulevard Urbain Sud. Mais vous n'avez montré à ce stade aucun signe de coopération.

C'est d'autant plus surprenant que pour la L2 Est dans le PPP, MPM s'est engagé avec 150 millions d'euros sur quatre ans, ce qui signifie que lorsqu'il y a une volonté politique, on peut trouver des financements. Le BUS, c'est le prolongement de la L2. Aussi, cette position n'est pas cohérente.

Regardons les choses concrètement. Si MPM met 150 millions d'euros, le Conseil général 22% comme dans tous les projets classiques, cela fait 80 millions d'euros, j'aurais quand même beaucoup de mal à comprendre qu'avec l'aide de l'Europe et de la Région, on ne puisse pas boucler ce projet dans des délais raisonnables. Ce que je veux dire, c'est que lorsqu'on veut trouver de l'argent, par exemple les 38 millions d'euros pour financer le BHNS dans les quartiers Nord qui ne sera en site propre que sur 20% du trajet, on y arrive.

Les quartiers Est et de la vallée de l'Huveaune sont les grands oubliés de ce Plan de Déplacements Urbains. Ces quartiers qui déjà ne bénéficient pas d'ANRU, ces quartiers qui vont pâtir de l'abandon par le gouvernement des grands projets comme la LGV qui sera un drame pour notre ville et notre région. Aujourd'hui, une des grandes faiblesses de ce PDU est qu'il n'est pas en adéquation avec le développement urbain. Alors on peut plaider pour la Métropole, on peut appeler la Métropole de ses vœux, mais comment faire quand il n'y a pas de lien avec les plans de transport des grandes villes, quand il n'y a pas de liaison avec les villes avoisinantes et même celles de la Communauté urbaine ?

Mais revenons à la L2, comment envisager l'ouverture de la L2 alors que nous assistons peut-être au dernier chèque pour solde de tout compte de l'État vis-à-vis de notre ville ? Comment faire pour finir cet ouvrage absolument nécessaire ? Comment faire pour expliquer aux gens qui viennent nous voir tous les jours et qui sont inquiets de cette

ouverture à la fois parce qu'elle traîne et à la fois parce qu'ils ont peur de subir la pollution et les nuisances sonores qui vont avec que la L2 sera terminée, dans un horizon assez proche puisqu'on nous dit 2017, 2018, mais que les ouvrages nécessaires au bout de cette voie ne sont même pas entamés, les études ne sont même pas commencées et que cet ouvrage, que nous appelons tant de nos vœux pour qu'il puisse désengorger les quartiers Est et donc une grande partie de Marseille et très largement au-delà, aura des embouteillages monstres à sa sortie.

Aujourd'hui, aucune étude actualisée ne permet de nous prononcer sur cet espace où le BUS doit être pensé, financé et à la fois réalisé avec le métro qui doit aller jusque là-bas. Aucune étude alors qu'on lance des études à tout-va.

Je voudrais souligner un autre dossier qui semble totalement oublié par rapport au BUS et là, c'est l'adjointe au Maire à la rénovation urbaine qui vous parle.

Aujourd'hui, nous avons 15 projets structurants de rénovation urbaine sur Marseille. Ces projets sont appuyés sur certains grands dossiers. La non-réalisation du BUS dans des délais raisonnables ou sa non-réalisation tout court, va représenter un déséquilibre pour le projet ANRU des Hauts de Mazargues. En effet, l'organisation urbaine du PRU est concentrée autour du parc de la Jarre et du BUS et va déboucher sur des impasses, un chemin viare inachevé. Une nouvelle fois, des programmes de logements devant assurer la mixité sociale dont a besoin ce quartier vont être réalisés sans que ses moyens de communication soient établis. L'objectif d'ouvrir ce quartier ne sera pas atteint dans le temps donné par l'ANRU. Des moyens ont été trouvés pour réaliser la U104 à Malpassé, pourquoi Mazargues, la Jarre et la Soude n'auraient-ils pas ce même traitement ?

Aujourd'hui, je suis choquée de voir que ces quartiers sont abandonnés. Vous vous étiez engagé auprès d'élus, vous aviez pris des engagements formels, y compris auprès des CIQ, pour que des travaux débutent avant la fin de la mandature. Aujourd'hui, les études ne sont même pas lancées ! Si aujourd'hui, vous dites qu'il n'y a pas d'argent – en tout cas, c'est ce que vous avez dit à certaines personnes et dans des lieux publics –, c'est que ce manque d'argent est le résultat de choix que vous avez faits, de choix politiques.

Aujourd'hui, je trouve que le réveil est amer, car après une longue concertation, nous avons une belle vitrine, mais nous avons un simple projet virtuel. Je suis triste de voir qu'une partie de Marseille est totalement écartée de ces projets. Je ne reviendrai pas sur ce que mes collègues ont dit sur le CHU qui doit être desservi, sur la liaison entre la ville et l'aéroport. Tout cela n'est pas maîtrisé, tout cela n'est pas budgété et j'ai vraiment l'impression que comme Defferre qui avait fait de l'urbanisme une arme politique absolument redoutable, vous, en ne priorisant pas, en ignorant une certaine partie de Marseille, vous voulez exclure du développement économique, du développement en logement, du développement en transport, toute une partie de Marseille.

Ma déception ce matin est extrêmement grande et je voudrais avoir des explications sur les priorisations, sur les financements. C'est comme cela que nous devons travailler quand nous sommes, ce que j'espère, des élus responsables. Nous ne pouvons pas laisser une partie de Marseille dans l'ignorance totale de ce qui va se passer. Nous ne pouvons pas continuer de laisser les Marseillais souffrir de cette circulation et ne pas mettre à leur portée des projets nécessaires pour le développement de notre ville.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Boyer, décidément le Boulevard Urbain Sud devient un gimmick de campagne répété à l'envi au point d'en devenir quasiment obsessionnel.

J'ai dit que le Boulevard Urbain Sud ne pouvait pas être financé dans cette mandature. Je dis bien : « dans cette mandature ». Il devra faire l'objet, je suis bien d'accord avec vous, d'un accord avec l'ensemble des collectivités pour son financement, de façon à ce que la charge soit supportable pour la Communauté urbaine à côté de tout ce que l'on fait

en matière de transport dans cette ville et dans la Communauté urbaine. Le mieux serait même que l'État, dans le même cadre juridique que la L2, s'implique aussi et intervienne aux côtés des collectivités. Dans ce cas-là, on ferait encore plus vite !

De plus, vous n'êtes pas sans savoir que le Boulevard Urbain Sud fait partie des axes prioritaires du PDU que nous allons voter comme je l'ai écrit d'ailleurs au Maire de Marseille. Et si vous le désirez, il pourra vous montrer le courrier.

Une voix.- C'est 2020 !

Monsieur LE PRESIDENT.- Je n'ai pas donné de date, ce n'est pas vrai. Ce sont des inventions. Vous n'avez jamais entendu dans ma bouche ni par écrit la date de 2020 ou 2023 comme certains l'ont dit. Ce n'est pas vrai. Restons dans la réalité des choses.

De plus, aujourd'hui, la charge de financement de la L2 est de 30 millions d'euros par an pendant 5 ans pour la Communauté urbaine. Permettez-moi de vous poser la question : pourquoi, quand vous étiez aux affaires et que vous n'aviez pas la charge financière de la L2, n'avez-vous pas financé à l'époque le Boulevard Urbain Sud ?

Madame VASSAL.- Mais on l'a financé !

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous n'avez rien financé du tout, la preuve que vous ne l'avez pas fait est que vous avez préféré faire un tramway de centre-ville. C'est une question de choix.

En revanche, comme d'habitude, vous avez choisi de mettre la charrue avant les bœufs. Réalisation de la ZAC de Régný : enclavée ! Réalisation de Castorama et du PAE de 1200 logements : enclavés ! Alors, il est facile ensuite d'aller voir Caselli et de lui dire : « Nous exigeons que vous réalisiez le Boulevard Urbain Sud que vous ayez ou pas les financements » !

C'est un peu gros, je suis prêt à vous le dire. Prenez l'exemple de ce que nous faisons aujourd'hui, car nous, nous ne mettons pas la charrue avant les bœufs, nous anticipons. Nous amenons le métro jusqu'à Capitaine Gèze avec la gare multimodale pour prévoir l'arrivée d'Euroméditerranée 2. Nous ne mettons pas la charrue avant les bœufs, mais les bœufs avant la charrue et c'est un exemple de bonne gestion que je vous invite à regarder de près.

Pour le reste, le PDU...

(Mme Caradec demande la parole).

Madame Caradec, on ne parle pas après le Président. Tout le monde a parlé, c'est terminé. Moi, je ne parle pas après le Maire au Conseil municipal de Marseille.

Il s'agit pour moi de réunifier par le vecteur essentiel qu'est le transport, le Nord et le Sud de la ville. Retisser les liens passe par le transport pour toutes et pour tous, des transports respectueux des enjeux environnementaux, des transports innovants (BHNS, tramway, transports par câble).

Ce PDU est à double détente. Vous l'avez remarqué, dans ce même Conseil, nous votons les orientations pour des opérations phares qui feront l'objet d'appels à projets de la part de l'Etat car il n'y a pas de temps à perdre.

En ce qui concerne le métro, bien entendu, le métro Nord comme le métro vers Saint Loup sont dans le PDU, mais rien ne dit qu'il n'y aura pas, dans le cadre des études qui nous seront proposées, de station à l'hôpital Nord puisque le métro Nord est prévu vers Saint Antoine à partir de Capitaine Gèze. Rien n'empêchera qu'il y ait une station dans le Nord.

Monsieur MENNUCCI.- Ce serait mieux de le retirer.

Monsieur LE PRESIDENT.- On ne retire rien du tout. Le PDU doit être voté aujourd'hui, je pense qu'il faut le voter.

Madame CARADEC.- Je souhaiterais faire une explication de vote.

Monsieur LE PRESIDENT.- Oui, Madame Caradec.

Madame CARADEC.- Les élus des quartiers Sud et Est voteront contre, car ce BUS est une priorité et dans le PDU, il est écrit 2020.

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est « d'ici 2020 ».

Madame CARADEC.- Il est vrai que nous rejoignons la position de Mme Ghali et d'autres élus. Le métro à l'hôpital Nord est également une priorité.

Monsieur LE PRESIDENT.- Bien sûr, tout est prioritaire, mais personne ne dit comment financer les choses ! De toute façon, c'est très simple, si le PDU n'est pas voté, tout va s'arrêter. Prenez vos responsabilités.

Y a-t-il des votes contre ? Des votes pour ? Des abstentions ?

Monsieur MENNUCCI.- Il vaut mieux le retirer.

Monsieur LE PRESIDENT.- Non, chacun prend ses responsabilités. Les municipales ont commencé, les primaires ont commencé.

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe UPAC

à l'exception de Mmes Milon, Salvo, Cardona et MM. Jullien-Fiori, Chaix, Rivière, Macheras de Montillet, Boré, Tixier, Valéri, Mattéi, Alexanian, Bonan, Assante, Lapeyre, Giorgi, Ghigonetto, Piccirillo et Tornor votant pour

Votes contre de Mme Ghali, Nespoulous, Boulay et de MM. Mennucci, Payan, Agullo, Fouquet, Sémériva et Zéribi

Abstention du groupe Communiste, Républicain et Citoyen à l'exception de MM. Rosso, Molino votant pour

Monsieur LE PRESIDENT.-Le PDU est approuvé, je remercie les élus de leur responsabilité.

(Applaudissements)

Les politiciens ont perdu !

28. DTUP 002-28/06/13 CC - Approbation du principe de lancement d'une Délégation de Service Public pour l'exploitation des parcs de stationnement en enclos de Marseille.

Monsieur CHENOZ.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Communiste, Républicain et Citoyen

29. DTUP 003-28/06/13 CC - Approbation du principe d'exploitation du réseau de transport Ciotabus par la Régie des Transports de Marseille dans le cadre du contrat Marseille Provence Métropole - Régie des Transports de Marseille

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Après, certains diront que je manque de courage.

Monsieur POGGIALE.- Monsieur le Président, notre groupe s'est plusieurs fois exprimé pour demander l'élargissement de l'activité de la RTM au périmètre de la Communauté urbaine. C'est sa vocation et par délibération de notre assemblée en 2010, nous l'avons inscrite au règlement intérieur de l'entreprise.

La proposition faite aujourd'hui de lui confier en juillet 2014 le réseau Ciotabus ne peut que rencontrer notre approbation, notre attachement à cette entreprise n'est pas une surprise.

Il y a pourtant une réserve de taille. Car l'exploitation de ce réseau dans le cadre du contrat RTM/MPM se ferait par une filiale qu'on lui demande de créer.

La raison invoquée d'une gestion de proximité est un peu courte, nous semble-t-il.

Quand on a demandé à la RTM de reprendre le service «Mobi-Métropole », on ne lui a pas demandé une filiale. Et aux dires de tous, c'est une belle réussite.

Si on vient chercher la RTM au lieu de reconduire une délégation de service public, c'est bien parce qu'elle est performante avec ses personnels et leurs conventions.

C'est tellement vrai, qu'on a eu la mauvaise idée de ponctionner sa progression et ses gains de productivité de 25 millions d'euros sur 5 ans pour équilibrer notre budget.

Une voix.- Ce n'est pas vrai !

Monsieur POGGIALE.- Si c'est vrai, on l'a voté au dernier Conseil communautaire.

Que je sache, aucun des contrats des délégataires privés exploitant les autres réseaux de MPM n'a été revu en ce sens.

Pas même celui de Véolia pour Ciotabus qui nous demande une subvention forfaitaire annuelle de 2,5 millions d'euros pour couvrir 3 millions d'euros de dépenses, avec une marge bénéficiaire de 330 000 euros inscrite au réel 2011 du compte d'exploitation, auxquels s'ajoutent 72 000 euros d'assistance technique et frais de siège.

Ce sont autant de marges et surtout de frais qui n'auront plus cours, permettant de reprendre le réseau aux mêmes conditions financières et les personnels, soit 29 roulants sur 35 équivalents temps pleins dans le statut de la RTM.

Si le souci aujourd'hui est de réduire au maximum les incertitudes comptables d'une reprise du service et des personnels, tout en avançant vers une reconfiguration, on peut très bien concevoir une structure temporaire sous la forme d'un établissement distinct, pour lisser l'unification des conventions et des salaires vers l'intégration pure et simple.

À l'inverse, la création d'une filiale sur le même territoire de l'autorité de tutelle ne contribue pas aux économies d'échelle et aux gains de productivité recherchés, mais elle ne peut qu'être source de conflits.

C'est aussi absurde d'ailleurs que la décision prise en 2006 d'avoir voulu sortir l'exploitation du tramway de la RTM.

Monsieur le Président, au commencement de votre mandat, vous avez eu la bonne idée d'entendre les traminots et le groupe communiste en proposant à notre assemblée de rétablir l'unicité de la RTM par la réintégration du tramway. Ne le terminez pas en faisant le chemin inverse.

Rien n'est encore irréversible, puisqu'on est sur le principe d'exploitation de Ciotabus par la RTM, qui demandera un avenant au contrat.

Alors oui, nous sommes résolument pour le développement de la RTM, ce n'est plus à démontrer, mais réservés sur la création d'une filiale. Notre groupe aujourd'hui va s'abstenir sur ce rapport.

Monsieur TIXIER.- Mes chers collègues, lundi après-midi, nous avons eu un Conseil d'administration de la RTM où ce sujet a bien sûr été abordé. Le Président Caselli était d'ailleurs présent puisqu'il fait partie du Conseil. Sur la quinzaine de membres votants du Conseil d'administration, 14 ont voté pour cette délibération dans les conditions présentées.

En tant qu'ancien Président de la RTM et aux côtés de l'actuel Président, nous avons eu la même position ainsi que l'ensemble des élus, qu'ils soient d'un bord ou d'un autre. Je salue d'ailleurs la liberté d'esprit de M. Molino, Président de la Commission des Transports, qui lui aussi a voté, en s'en expliquant, pour cette délibération telle qu'elle est présentée. Les syndicats ont voté pour. La seule représentation qui a voté contre tout en disant qu'elle était à 300% pour (100% auraient suffi), c'est le représentant de la CGT.

Les 14 sur 15 ou 15 sur 16 qui ont voté pour, l'ont fait parce qu'ils étaient conscients – et le Maire de La Ciotat était pionnier – que c'est la première fois, hors les murs, hors les faubourgs de Marseille, qu'une ville prend la responsabilité de proposer cela. Nous ne sommes pas allés chercher la RTM, nous avons été d'accord à La Ciotat pour être les premiers à faire l'expérience que la RTM peut aller au-delà sans que cela soit source de conflit. C'est le mot que vous avez prononcé.

14 personnes sur 15 ont privilégié ce qu'elles pensent être l'intérêt de la RTM bien compris, pour son image et qu'elle ne soit pas associée systématiquement à des conflits. Si cela ne marche pas à La Ciotat, vous attendrez encore de très nombreuses années avant que les Maires s'y risquent.

Le problème est très simple, mes chers collègues. Comme l'a dit notre collègue Bernardi lors du Conseil d'administration, il faut quatre mois pour monter un appel d'offres. Le contrat se termine en juillet 2014. Soit cette délibération est votée et quel que soit le vote, il n'y a pas de conflit, il n'y a pas des mois autour de cela et nous appliquerons cette délibération, soit c'est source de conflit et plutôt que de suivre les 14 représentants du Conseil d'administration, élus politiques, élus syndicaux, qui ont tous privilégié l'intérêt de la RTM et pas l'intérêt d'un syndicat, si vous vous préférez l'intérêt d'un syndicat, plutôt que l'intérêt de la RTM – car c'est comme cela que je le ressens – La Ciotat demandera que l'on mette rapidement fin à cette intention et délivrera une demande d'ouverture à la concurrence. Et, comme chez vos collègues d'Aubagne, une entreprise privée reprendra la suite de Ciotabus, mais c'est vous qui l'aurez choisi.

Monsieur ZERIBI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne pouvais pas ne pas intervenir sur cette délibération en qualité de Président de la RTM. J'interviendrai dans le droit fil de ce qui vient d'être dit par Jean-Louis Tixier qui était mon prédécesseur dans cette responsabilité et avec lequel nous travaillons main dans la main, tout comme avec Marie-Louise Lota et André Molino sur les bancs de cette assemblée. Nous ne sommes pas sur le même bord, mais au Conseil d'administration de la RTM, je peux vous dire que depuis 5 ans que je préside cette entreprise, à 90%, les décisions vont dans le même sens et tout cela parce que nous pensons les uns et les autres qu'il est temps aujourd'hui de faire face à un principe de réalité.

Ce principe de réalité, quel est-il ? Nous avons une entreprise qui est un établissement public appelé la Régie des Transports de Marseille qui avait une image qui n'a pas été toujours florissante, reconnaissons-le, avec des poncifs que je regrette et que j'ai regrettés, qui sont entretenus par certains dans cette assemblée, de moins en moins Dieu merci ! Il faut bien le reconnaître parce que les résultats sont là. C'est une entreprise qui a fait la preuve, depuis ses dernières années, de sa performance, de son efficacité, de sa capacité d'apaisement en matière de climat social et surtout de présence lors des grands moments où on l'attendait pour être au service de nos concitoyens. Je ne veux pas bouder le

plaisir de rappeler que cette entreprise a été, à de nombreuses reprises, au rendez-vous de Marseille Capitale Européenne de la Culture en transportant des centaines et des milliers de nos concitoyens, pas seulement marseillais, mais également tous ceux qui ont désiré venir pour les grands événements : 250 000 le 12 janvier dernier pour l'ouverture, 150 000 pour l'initiative qui a eu lieu au mois de mai, et dernièrement, un nombre important sur le Vieux-Port rénové pour la fête de la Musique. Tout cela, avec un transporteur qui a fait preuve d'une fiabilité totale.

Aujourd'hui, je voudrais que l'on prenne en compte ce qui est en train de se passer au travers de cette délibération qui n'est pas mineure. Je veux remercier le Maire de La Ciotat, son équipe, Jean-Louis Tixier et même ceux qui sont dans le Conseil municipal sur les deux bancs de La Ciotat, car si vous faites ce geste aujourd'hui en accordant votre confiance à cette grande entreprise de 3400 salariés, vous ouvrez la possibilité de faire de la Régie des Transports de Marseille ce que nous souhaitons porter depuis de longs mois, voire de longues années : l'opérateur de la Métropole en devenir.

Je le dis, ce défi que vous nous proposez Monsieur Boré, est à la hauteur de ce que nous sommes capables de faire. Nous voulons montrer que la Régie des Transports de Marseille, au-delà d'Allauch, Plan-de-Cuques, Septèmes-les-Vallons et Marseille, est capable de satisfaire vos attentes, vos aspirations et celles de vos administrés. Nous souhaitons faire en sorte que les traminois puissent porter haut leurs couleurs. Certes par une filiale, mais la filiale n'a pas vocation à tirer qui que ce soit vers le bas ; elle a une vocation, celle de gagner en proximité, pour être au plus près du territoire et de l'enjeu qui est le nôtre. Car nous voulons traiter avec spécificité ce nouveau contrat qui se présente à nous et nous voulons être à la hauteur des attentes de ceux qui nous font confiance.

J'espère que derrière la confiance qui nous est attribuée par La Ciotat, son Maire et ses adjoints, d'autres Maires auront envie de faire de même et que cette entreprise sera à l'instar de ce qu'est la RATP établissement public qui a des filiales et qui rayonne pas seulement sur les frontières de l'hexagone ou la SNCF qui est un établissement public qui a des filiales et pas seulement sur l'Hexagone.

Je vous le dis, je porte une ambition pour cette entreprise sur les frontières de la Métropole. Merci pour l'opportunité que vous nous donnez. Je suis convaincu que vous ne serez pas déçus et les traminois, la direction, le Conseil d'administration ont souhaité honorer cette confiance que vous nous faites.

Je vous le dis tranquillement mes chers collègues, il faudra, et nous le souhaitons, aller au-delà quand on s'appelle la RTM car nous avons les capacités d'aller au-delà. Nous remplirons ce contrat qui nous est offert par cette délibération, soyez-en certains, mais nous regarderons au-delà.

On ne peut pas, quand on s'appelle la Régie des Transports de Marseille, entreprise de 3400 salariés, ne pas aussi regarder en qualité de conseil et d'expertise ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée comme l'a fait la Société des Eaux de Marseille qui a eu une démarche offensive de ce point de vue, pas en qualité d'exploitant, mais en qualité de conseil, d'expertise. Cette entreprise a 62 ans au moment où je vous parle et doit aussi être capable aujourd'hui d'exporter son savoir de l'autre côté de la Méditerranée alors que la RATP et d'autres le font à notre place.

Cette ambition est là, elle est totale. Je peux vous dire qu'avec les membres du Conseil d'administration, toutes sensibilités confondues, et les personnalités qualifiées, nous serons présents, nous veillerons à ce que tout cela fonctionne. Je fais une grande confiance aux traminois qui ont une conscience professionnelle qui a été largement démontrée ces derniers mois et ces dernières années. Quant aux organisations syndicales, mes chers collègues communistes, je leur fais confiance également, car je pense que l'on a une maturité aujourd'hui pour comprendre les enjeux et on n'a pas envie d'avoir une RTM étriquée qui reste sur ses frontières actuelles. On veut qu'elle se développe, qu'elle soit forte

et puissante au service de nos concitoyens. Le défi des transports et de la mobilité est un défi majeur et nous ne pouvons pas passer à côté. Merci.

Monsieur BERNARDI.- Monsieur le Président, mes chers collègues, je prends assez rarement la parole, mais je crois que la délibération qui nous est soumise est une délibération de principe particulièrement intéressante.

Je remercie la municipalité de La Ciotat, M. Boré en premier, et le Président Caselli, d'avoir accepté cette solution. C'est une expérimentation qui est tentée. Je dis bien une expérimentation. La filiale qui va être constituée par la RTM a vocation à réaliser le transport de La Ciotat. Le fait que cette filiale puisse fonctionner est vital pour que cette confiance soit étendue à d'autres sphères de transport. Il est vraiment très important que tout le monde soit conscient que cette expérimentation, c'est-à-dire la possibilité de proximité, doit être assurée. C'est cela la notion de filiale. Si nous y arrivons, d'autres élus, d'autres collectivités feront confiance à la RTM. Je renouvelle qu'il s'agit d'une décision d'importance capitale, car c'est elle qui transforme la RTM d'un établissement local en un établissement métropolitain potentiel.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Maître Bernardi, je crois que c'est une délibération très importante. À ceux qui s'inquiètent du niveau de filiale, je dois dire qu'à peine la décision de l'État a été connue concernant Véolia qui était en situation monopolistique en matière de transports en région PACA et devait rendre des délégations de service public contractées avec des collectivités, j'ai été saisi immédiatement par la RATP qui était candidate pour La Ciotat, à travers une filiale également. Cela prouve que les grandes régies de transport fonctionnent de la même façon. En tout cas, c'est un très beau travail qui a été fait entre la RTM, la Communauté urbaine et la mairie de La Ciotat. Je remercie le Maire et les élus qui ont participé à tout cela. Je crois que c'est un pas en avant. C'est la première fois que la RTM sort des limites de la ville de Marseille et de la zone périurbaine composée de Septèmes-les-Vallons, Allauch et Plan-de-Cuques pour aller plus loin vers l'Est. C'est une très bonne chose et symboliquement pour l'avenir, c'est très fort. Merci.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe Communiste, Républicain et Citoyen
à l'exception de MM. Molino et Rosso votant pour

30. DTUP 004-28/06/13 CC - Approbation d'une convention de gestion du parking du Rouet avec la commune de Carry-le-Rouet

Monsieur CHENOZ.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

31. DTUP 005-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention n° 11/1384 relative au remboursement à la commune de Cassis des frais de personnel liés à l'activité de la régie comptable communautaire des parkings de Cassis.

Monsieur CHENOZ.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

32. DTUP 006-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à la mise en œuvre d'une tarification combinée abonnement mensuel ZOU + abonnement mensuel réseaux locaux de Marseille Provence Métropole

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

33. DTUP 007-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Régie des Transports de Marseille relative à la gratuité des transports sur le réseau Transmétropole pour les bénéficiaires du RSA titulaires d'un contrat d'engagement réciproque résidant sur le territoire communautaire

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

34. DTUP 008-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et la Communauté du Pays d'Aix relative à l'organisation expérimentale d'une ligne de transport pour les personnes à mobilité réduite entre la Communauté du Pays d'Aix et Marseille Provence Métropole

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

35. DTUP 009-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention de tarification combinée entre les transports interurbains du Département des Bouches-du-Rhône et le réseau de la Régie des Transports de Marseille

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

36. DTUP 010-28/06/13 CC - Actualisation de la grille tarifaire des parcs de stationnement exploités en régie sur la commune de Cassis.

Monsieur CHENOZ.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

37. DTUP 011-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n° 8 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de la desserte de l'archipel du Frioul

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

38. DTUP 012-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille relative à la gestion administrative des équipements de compétence communautaire installés sur l'espace portuaire de l'Estaque

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

39. DTUP 013-28/06/13 CC - Conseil d'Administration de la Régie des Transports de Marseille (RTM) - Désignation d'un Administrateur représentant du Collège Maitrise.

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

40. DTUP 014-28/06/13 CC - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre Castellane et Luminy à Marseille (6e, 8e et 9e arrondissements).

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

41. DTUP 015-28/06/13 CC - Approbation d'une convention de subvention d'investissement avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport relative à la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint-Jérôme à Marseille (13e et 14e arrondissements).

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

42. DTUP 016-28/06/13 CC - Déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville à Capitaine Gèze et création d'un pôle d'échanges

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

43. DTUP 017-28/06/13 CC - Approbation du principe de réponse à l'appel à projet de l'État "Transports collectifs et mobilité durable" pour le développement des lignes structurantes du réseau de bus RTM à Marseille

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

44. DTUP 018-28/06/13 CC - Approbation du principe de réponse à l'appel à projet de l'État "Transports collectifs et mobilité durable" pour le prolongement du réseau de tramway de Marseille du Lycée Saint-Exupéry jusqu'au boulevard Urbain Sud

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur DUTTO.- Monsieur le Président, nous ne pouvons que nous féliciter que le rapport aborde la possibilité d'améliorer la liaison Nord/Sud en termes de transports collectifs, mais nous considérons toujours que dans cette perspective, la priorité reste le prolongement du métro jusqu'à l'hôpital Nord. De ce point de vue, nous ne partageons pas du tout l'analyse sur le coût et l'impossibilité d'aller plus vite, développée par notre collègue Vincent Coulomb. Nous disposons d'éléments qui font apparaître que dans le cas d'un emprunt sur 30 ans, l'impact financier pour MPM serait de 2% sur son budget d'investissement. Nous sommes disponibles pour les mettre à disposition de l'assemblée et pour en débattre. Dans cette affaire, il s'agit avant tout d'une volonté politique qui doit s'affirmer.

Concernant la liaison Lycée Saint Exupéry / Boulevard Urbain Sud par le tramway, nous ne disposons pas, concernant l'objectif destination Lycée Saint Exupéry, d'éléments permettant de valider la pertinence de cette destination finale pour la partie Nord, dans un périmètre où, à quelques centaines de mètres, en parallèle sera mis en service dans quelques mois la ligne du Très Grand Bus Bougainville / Vallon des Tuves. Donc dans l'attente, nous nous abstiendrons.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstentions de Mme Palloix et de MM. Dutoit, Dutto et Poggiale

45. DTUP 019-28/06/13 CC - Approbation du principe de réponse à l'appel à projet de l'État "Transports Collectifs et Mobilité Durable" pour la création d'un transport public guidé facilitant l'accessibilité à Notre-Dame-de-la-Garde

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Le groupe Communiste, Républicain et Citoyen ne participe pas au vote

46. DTUP 020-28/06/13 CC - Approbation du principe de réponse à l'appel à projet de l'État "Transports collectifs et mobilité durable" pour l'amélioration de l'accessibilité à la station de métro Saint-Charles à Marseille (1er arrondissement)

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

47. DTUP 021-28/06/13 CC - Approbation du principe de réponse à l'appel à projet de l'État "Transports collectifs et mobilité durable" pour l'étude, la fourniture, l'installation, la mise en service, la maintenance d'un système d'aide à l'exploitation (SAE) et ses prestations associées

Madame LOTA.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE COMMUNAUTAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Vallette, la Commission s'est réunie le 19 juin, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur VALLETTE.- Monsieur le Président, chers collègues, nous avons examiné 13 rapports qui ont tous été adoptés à l'unanimité des membres de la Commission. Tous ces rapports sont importants, mais il y en a deux dont il faut dire quelques mots, le premier est le Document d'Aménagement Commercial (DAC). Patrick Magro n'est pas là, mais nous avons beaucoup travaillé ensemble.

Je veux simplement souligner l'importance de ce document, un document de planification de plus, qui vise à définir le maillage équilibré de l'offre commerciale sur le territoire, avec des objectifs pour contribuer au développement durable sur l'ensemble de nos communes, avec des objectifs qui consistent à limiter la consommation du foncier, à renforcer les pôles commerciaux et de centralité, et à conserver des pôles de proximité, donc l'ensemble de la chaîne avec ce qui peut se développer, à condition que cela ait un rayonnement vraiment métropolitain.

Le deuxième rapport est le PLU de la commune de Marseille qui a été approuvé le 17 juin et que nous allons voter aujourd'hui.

48. AEC 001-28/06/13 CC - Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Approbation de la Révision.

Monsieur VALLETTE.- Permettez-moi, surtout après les propos que j'ai entendus de la part de M. Mennucci de vous dire quelques mots sur ce PLU.

C'est un PLU qui est particulier comme l'est un peu la Ville de Marseille. C'est le plus grand PLU de France. On travaille sur 24 000 hectares, 115 000 parcelles. Cela a demandé un travail considérable qui se traduit par 3 000 pages et 300 planches graphiques.

Cela a suscité un vif intérêt auprès des Marseillais, puisque plus de 3 000 personnes se sont rendues à l'enquête publique et 2 140 ont déposé devant cette commission totalement indépendante des observations écrites.

Je voudrais retirer deux remarques de la commission. Tout d'abord le projet de PLU n'a pas fait l'objet de rejet important et le maître d'ouvrage a porté une attention soutenue à l'environnement.

Dans ses conclusions, la Commission a approuvé le projet de PLU et émis seulement cinq réserves, c'est très peu pour le volume du document et des recommandations.

Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord exprimer des remerciements au Maire de Marseille qui m'a renouvelé sa confiance pour cette démarche, aux élus concernés, aux équipes avec lesquelles nous avons travaillé régulièrement, à la Ville, à l'AGAM et à la Communauté urbaine et pour la Communauté urbaine, saluer le travail de Germain Bonnard qui a veillé à la compatibilité de notre document avec le SCOT, SCOT que nous avons d'ailleurs tous voté, ici, et qui précise bien la place de Marseille comme centralité principale incontournable, ne serait-ce que par son poids démographique.

Je voudrais tout spécialement remercier les membres de la Commission Aménagement de l'Espace que j'ai l'honneur et la joie de présider et son Vice-président, Patrick Magro. Vous avez tous, au sein de cette Commission, voté pour notre PLU, quelle que soit votre commune, quel que soit votre sensibilité. Vous avez suivi notre attachement particulier pour notre ville et notre ambition pour son rayonnement, qui doit rejaillir sur tout le territoire.

C'est donc une très grande satisfaction, pour moi, d'avoir réalisé ce travail avec vous. Je crois aussi que c'est une grande avancée pour Marseille, pour tout le territoire, pour la Métropole qui se profile. J'en profite, Monsieur le Président, pour saluer votre engagement métropolitain.

Compte tenu de ce qui a été dit, permettez-moi rapidement de vous dire quels principes nous ont guidés dans cette démarche.

Le premier, c'est l'ambition de développement et de renforcement de l'attractivité de Marseille, car, la ville de Marseille est le principal moteur de l'espace métropolitain.

Le deuxième est la nature en ville, maintenir l'équilibre entre développement et la protection, étendue à la mer et aux espaces littoraux. Promouvoir des avancées significatives en matière d'environnement, en intégrant l'esprit du Grenelle – on a reproché que ce ne soit pas un document totalement grenellisé, mais je peux vous dire que l'esprit y est partout – par l'instauration de servitudes de protection des paysages (L123-1.7), la création d'un secteur UM d'interface ville-nature, le maintien d'espaces de pleine terre dans nos jardins, la création de zones agricoles (60 ha ont été protégés dans la ville) et de servitudes de Terres Cultivées Protégées, notamment pour les jardins partagés.

Le troisième principe est un nouveau regard porté sur l'évolution urbaine, car la ville a atteint les limites territoriales que nous nous sommes fixées. Le renouvellement urbain est désormais au cœur du projet. En effet, nous avons choisi de préserver les grands espaces naturels, les derniers espaces agricoles dans la ville, et de maîtriser l'urbanisation des territoires de frange. Cette reconstruction de la ville sur la ville est un principe très important pour nous.

Le quatrième principe est la proximité. L'homme au cœur de nos projets parce que le PLU doit avant tout répondre aux besoins des habitants. La prise en compte de l'individu et de ses attentes, conduit à un traitement très fin des territoires de proximité, en travaillant dans la « dentelle urbaine ».

Enfin, le cinquième principe est de changer d'échelle, car l'échelle communale ne permet plus de répondre, à elle seule, aux attentes de nos concitoyens qui vivent, travaillent, se déplacent, se divertissent, au sein d'un vaste espace métropolitain. Avec près de 900 000 habitants, Marseille est la principale centralité. Et bien entendu, tous les systèmes de déplacement, que ce soit dans la ville ou hors la ville sont essentiels, je n'y reviens pas.

La commission d'enquête s'est appuyée sur le PADD que nous avons tous évalué ensemble.

Je rappelle simplement les titres des axes :

Marseille ville maritime : nous avons ici depuis longtemps insisté sur le rôle du port et de la mer.

Marseille capitale euro-méditerranéenne attractive : c'est le renforcement économique.

Marseille, respectueuse de son environnement et de son patrimoine : nous avons non seulement le patrimoine naturel, mais aussi le patrimoine bâti. L'architecte des bâtiments de France a salué le classement des 1600 bâtiments, préservés dans le PLU.

Marseille, ville des proximités : il faut assurer un développement urbain, mais aussi reconstruire la ville sur la ville en faisant très attention, car il faut aussi préserver l'âme de Marseille à travers la diversité de ses noyaux villageois.

Et enfin, Marseille, cap sur le renouvellement urbain.

Pour se recentrer que la commission d'enquête, je rappelle qu'elle a émis cinq réserves et des recommandations.

Ces cinq réserves ont été levées, mais deux retiennent l'attention :

La première, c'est garantir la réalisation des objectifs de mixité sociale.

La réponse est faite à travers une Orientation d'Aménagement « Habitat ». Elle introduit une proportion de 25% de logements locatifs sociaux ou en accession à prix maîtrisé, exigée pour tout programme de 120 logements et plus; 25% de logements sociaux seront systématiquement exigés dans les opérations publiques.

Nous respectons pleinement le PLH en définissant des objectifs de production de logements par arrondissement. Dans sa mise en œuvre, nous ne sommes pas allés plus loin, car à l'échelle de Marseille, la collectivité ne peut pas garantir la production de logements sociaux par les seuls emplacements réservés ou les servitudes de mixité sociale.

La deuxième réserve, c'est revoir la prescription de hauteur sur les Catalans. Il était proposé 34 mètres NGF. La réponse est la suivante : les préconisations de la Commission des Sites seront suivies ; la hauteur des constructions ne pourra pas dépasser 7.5m.

La Ville et MPM ne partagent pas la même vision sur cette question. MPM a souhaité reprendre strictement la prescription de la Commission des Sites. Dont acte. Mais, au titre de l'urbanisme, je pense qu'il faudra un jour penser à valoriser ce site exceptionnel par un projet de qualité respectueux de son environnement.

Les recommandations sont toutes détaillées dans vos rapports. Elles ont toutes été examinées et suivies, dans le souci du respect de l'intérêt général et de l'enrichissement du Projet. Par exemple, les précisions apportées aux dispositions des servitudes de protection, l'introduction d'un COS demandé pour un zonage UR3, au-delà d'une taille

minimale de parcelles, l'examen complémentaire des zones de frange pour ajuster leur constructibilité. Nous avons pu ainsi répondre aux demandes de CIQ, des particuliers et des mairies de secteur dans de nombreuses réunions.

Pour conclure, en redonnant ensemble à Marseille un outil moderne pour une organisation urbaine, concertée et équilibrée, je crois, mes chers collègues, que nous avons atteint l'essentiel de nos objectifs et que la Communauté urbaine pourra largement s'inspirer de l'esprit de ce PLU lorsqu'elle engagera sa réflexion sur un PLU intercommunal.

En 2050, 80% des hommes vivront en ville et ce mouvement ne fera que s'amplifier. Nous serons huit milliards sur la planète à cette date. Les villes vont donc changer de façon radicale. L'espace urbain doit intégrer la transition énergétique, l'adaptation au climat, la présence de la nature en ville, la lutte contre la perte de la biodiversité, contre les pollutions, pour une meilleure prise en compte du citoyen dans l'espace public.

Aussi, mes chers collègues, avant de voter, je vous engage à prendre en considération toutes les avancées considérables de ce PLU. C'est l'occasion de défendre ensemble un projet majeur pour l'intérêt général et notre identité marseillaise. C'est aussi l'occasion de nous projeter ensemble dans la future Métropole et dans les défis du 21e siècle.

Merci pour votre attention.

(Applaudissements)

Monsieur MADROLLE.- Monsieur le Président, tout d'abord merci à M. Magro et à M. Vallette du travail qui a été fait. C'est toujours un moment important dans la vie d'une collectivité ces fameux PLU puisque cela définit l'orientation de nos constructions et de l'avenir de nos concitoyens.

Une fois encore, Monsieur Vallette, je regrette, comme je vous l'ai dit à la mairie de Marseille, mais je ne tiens pas à refaire le débat que nous avons depuis des années, le fait que vous ne teniez pas compte de la mixité sociale dans notre ville.

La priorité des priorités dans notre ville est de recoudre le Nord et le Sud. Ce que vous proposez là, Monsieur Vallette, ce n'est pas de recoudre, mais c'est encore de couper un Nord pauvre et un Sud riche. Tant que vous n'intégrerez pas cette dimension-là dans votre PLU, nous ne pourrons pas le voter en l'état.

Deuxième élément Monsieur Vallette, et nous en avons déjà parlé, nous avons des espaces verts que nous devons protéger dans la Ville de Marseille. Nous devons donner de l'énergie à ces espaces verts et dans ce PLU, Monsieur Vallette, vous ne tenez pas compte de l'existant et vous mettez en risque les espaces verts qui sont pourtant des poumons nécessaires et exigeants pour la vie de nos concitoyens. Nous ne construisons pas un PLU pour l'avenir, nous construisons un PLU aussi pour le présent des habitants marseillais.

Monsieur DUTOIT.- Monsieur le Président, mes chers collègues, à l'écoute des débats de ce matin visiblement emprunts d'arrière-pensées politiciennes, je voudrais vous demander de rendre grâce aux communistes de notre constance sur notre position concernant ce Plan Local d'Urbanisme.

En effet, deux compétences traduisent les choix politiques d'une commune : le budget et l'urbanisme. Or, personne ne me fera croire, malgré les discours médiatico-politiciens qui ont cours aujourd'hui qu'un choix politique de droite équivaut à un choix politique de gauche. Et ce PLU est depuis le départ marqué par cette conception de l'urbanisation de droite qui creuse les inégalités et tourne le dos à la mixité sociale. Les 20% de logements sociaux sont presque atteints sur la Ville de Marseille, mais au prix de fractures fortes entre les territoires, les zones et les catégories de population. La ville est fracturée au-delà de la frontière entre le Nord et le Sud puisqu'avec 1500 résidences

fermées, Marseille est championne des copropriétés sécurisées à l'américaine. Une autre forme de ghettoïsation.

La politique de l'habitat est de moins en moins accessible à la diversité des populations et des besoins en termes d'équipements publics de proximité nécessaires.

L'habitat social est toujours concentré sur quelques arrondissements.

Cette absence de mixité sociale sur la ville est la première des 5 réserves de la commission d'enquête publique.

Pour y répondre, on évoque l'obligation de créer 25% de logements sociaux dans les opérations publiques et la même obligation pour les opérations privées créant plus de 120 logements. À ce rythme, on est loin d'atteindre les objectifs d'un logement pour tous.

Or, le seuil des 120 logements pour déclencher les 25% renvoie aux arrondissements qui sont les mieux pourvus. Car je ne vois pas dans les 6°, 7°, 8°, le centre, 1°, 4°, 5° comment atteindre ce seuil, dans des espaces déjà urbanisés.

L'orientation d'aménagement quant à elle, renvoie aux ZAC et autres programmes d'aménagement public pour l'essentiel situés au Nord et à l'Est; de plus personne n'est en mesure de dire si elle est opposable au tribunal administratif. Par exemple sur les projets Legré-Mante ou Stade Vélodrome.

Zones économiques, rien qui ne permette la relocalisation d'activités industrielles de développement durable, nouvelles, indispensables à la création d'emploi sur le territoire marseillais.

Transports collectifs, aucune anticipation, ni vision globale de la ville permettant de répondre aux besoins de déplacement et d'empêcher l'automobile de pénétrer dans la ville hyper polluée et encombrée.

Autre exemple, dans l'hyper centre, la population est laissée pour compte et écrasée par le bétonnage au détriment des espaces verts existants, je pense au square Michel Lévy, à Longchamp, à l'îlot Chanterelle et autres et pas aux projets de tourisme de luxe et d'affaires qui pleuvent.

Dans ce contexte, non seulement les habitants vont continuer de vivre mal, mais Marseille ne pourra jouer un rôle dynamique qui devrait être le sien au plan régional, national et international, en s'appuyant sur ses atouts.

Nous défendons une conception de la ville permettant un droit d'accès à tous et partout dans un cadre réfléchi pour tous. Ça s'appelle l'intervention citoyenne active et participative, de laquelle peuvent émerger des idées et des constructions plus intelligentes que celles que vous proposez.

Pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, comme à toutes les étapes de ce PLU, nous voterons contre ce PLU.

Monsieur ESPINOSA.- Bonjour à tous, avant toute chose, je vais commencer en disant que lorsque nous sommes arrivés ce matin, il y avait des associations qui se battaient justement à Marseille pour une ville moins polluée, pour une ville moins bétonnée. Ces associations qui étaient là, ce sont les mêmes pour lesquelles chacun de nous ou certains d'entre nous ont été élus.

De nombreuses fois, j'ai voté dans cet hémicycle par solidarité avec M. Caselli sur des rapports pour lesquels j'étais à 80% pour et à 20% contre. Je votais quand même pour, car je me disais que c'est un package. C'est une façon de voter que je n'aime pas trop, mais bon... je suis là, c'est la démocratie, on vote, tout le monde vote.

Mais aujourd'hui, le casse-pied durable que je suis, électron libre en même temps, mais aussi la petite voix qui vous a quand même fait élire, voudrait marquer un point

pour dire que voter contre aujourd'hui, tant pour l'urbanisme que pour le déplacement, est très important.

On a fait une manifestation de 500 personnes sur la Canebière. On a fait beaucoup de manifestations pour dire stop à cette ville, qui bat le record de la pollution de l'air, qui bat le record du bétonnage et de la pression foncière. C'est pour cette raison que je voterai contre.

Deuxièmement, concernant la politique des parkings, on dirait que l'on est dans un certain formatage dans lequel vous, Monsieur Caselli, et peut-être aussi la droite, n'écoutez pas les élus. On n'écoute pas les citoyens qui sont les plus compétents. À la limite, on pourrait les auditionner pour les écouter. J'ai beaucoup de choses à dire et ce n'est pas aujourd'hui que je vais les dire. Regardez les parkings, c'est une politique de parking totalement aberrante. Vous mettez des parkings, vous aspirez les voitures. On sait très bien que c'est spirale infernale. Mettre un parking à Longchamp ! Quelle intelligence ! Quand vous êtes en train de vous promener avec la poussette de votre enfant, vous envoyez la pollution de 500 voitures au visage de cet enfant ! C'est aberrant.

Si je regarde cette politique, en tant qu' élu, j'en ai un peu assez qu'on passe 50% de temps à dire : « c'est ta faute », « non, c'est la tienne », « c'est moi qui l'ai fait », « c'est toi qui l'as fait ». Ce type de chose, ce n'est pas la politique que je veux.

Monsieur LE PRESIDENT.- Finissez car le groupe n'a plus que 7 minutes de temps de parole.

Monsieur ESPINOSA.- Je termine Monsieur Caselli avec l'exemple du Parc National des Calanques. La droite et la gauche ont manifesté ensemble pour avoir un Parc National des Calanques et nous l'avons eu. Maintenant, nous avons fait un arrêt à la pression foncière. Continuons à faire comme cela plutôt que de se renvoyer la balle tout le temps. On perd un temps inutile à dire : « C'est l'autre, ce n'est pas moi ».

Madame BOULAY.- Monsieur le Président, chers collègues, tout d'abord, Monsieur le Président, je souhaite expliquer la difficulté devant laquelle nous nous trouvons aujourd'hui ; il s'agit pour nous d'approuver ou non un document qui va guider pour la décennie à venir nos choix d'aménagement de la Ville de Marseille.

Nous ne pouvons pas réduire notre vote à un simple accord technique entérinant le fait que le PLU de Marseille soit conforme au SCOT, ce dont je ne suis d'ailleurs pas entièrement persuadée. De même les recommandations de la commission d'enquête n'ont pas été toutes respectées.

MPM a su s'imposer sur les Catalans ; et pour le reste ?

Nous ne pouvons approuver ici un document que nous avons dénoncé par ailleurs.

Les élus Europe Écologie Les Verts voteront contre ce rapport, et je tiens à en expliquer les raisons.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je vous demande d'être assez brève, nous n'avons presque plus de temps de parole.

Madame BOULAY.- Mon analyse porte sur deux niveaux : d'une part les dispositions du PLU qui s'appliquent bien sûr pour tout Marseille, d'autre part je donnerai quelques exemples

Tout d'abord, ce PLU a un problème d'échelle : la précipitation de M. Gaudin à fabriquer un outil pour Marseille, sans envisager sa dimension communautaire ou métropolitaine l'a contraint à faire des choix d'arrière-garde et non pertinents; comme de ne pas prendre en compte les exigences dues au réchauffement climatique, à la pollution de l'air et de l'eau, avec les conséquences sanitaires qui en découlent, et à la cohésion sociale qui devrait pourtant être sa priorité, étant donné l'état actuel de la ville.

Mais cette échelle nous handicape également en ce qui concerne le développement de l'économie et de l'emploi. Nos frontières sont trop étroites, elles craquent de partout. Je vous renvoie à la lecture de l'excellent rapport du Conseil de Développement de MPM animé par Jacques Boulesteix.

En effet, les chantiers qui transformeraient Marseille en profondeur sont encore devant nous : ils seront à la fois à l'échelle très locale, à l'échelle intercommunale et nécessairement à l'échelle métropolitaine ; je ne veux pas parler bien sûr du merveilleux MUCEM, mais de transports et d'urbanisme de qualité pour tous, sur ce territoire.

En effet, nous notons très peu de réservations prévues dans ce PLU qui engagent une réelle transformation de la cité :

En ce qui concerne les transports : pas de parkings de délestage, pas de modernisation des pôles multimodaux, pas de réservations de voirie pour les modes doux ou en site propre.

Pour l'habitat, les Verts sont à l'origine de la lutte contre l'étalement urbain. C'est pourquoi nous approuvons l'objectif de densifier les centralités urbaines. Encore faut-il qu'elles soient bien desservies en transports, et en équipements publics ; crèches, écoles, centres sociaux du futur, espaces publics préservés naturels ou non, ce qui est loin d'être le cas dans ce document. Je citerais pour exemple la façon dont sont maltraités le parc Longchamp, le parc Michel Lévy, la colline Périer, le terrain et les établissements Serena à la Panouse, la Bastide Bel Air, et j'en passe.

Mais c'est la question de la mixité sociale qui est préoccupante dans cette ville, et vis-à-vis de laquelle le Maire de Marseille agit avec le plus de cynisme.

Son adjointe, Mme Fructus déclare au Conseil municipal que la « mixité s'incarne dans les actes » et elle a parfaitement raison !

En tant que déléguée aux permis de construire de la Mairie 15/16, je peux témoigner que nous voyons arriver des demandes de permis de construire de logement sociaux, sur des sites déjà très denses en logement social, je prends pour exemple les Hamadryades, 24 logements sociaux HMP construits sur le jardin et le stade de la cité ! Mme Fructus « refuse les ghettos et déclare ne pas vouloir reproduire les erreurs du passé » ; mais qu'elle vienne chez nous, nous allons lui expliquer que dans les quartiers Nord, nous avons également droit à quelques arbres et terrains de sport !

Nous refusons la fracture sociale et territoriale de la Ville, nous voulons combattre les préjugés et mettre en valeur les nombreux atouts de ces quartiers que vous ne cessez d'ignorer ou de détruire. Je parle toujours au Maire de Marseille, ne nous trompons pas.

Justement, un des atouts de Marseille, ce sont ses collines ; bien que M. Vallette jure la main sur le cœur que ce « PLU prend en compte les atouts patrimoniaux et naturels de cette ville », nous assistons à plusieurs endroits à l'inverse. Que dire de la création d'une zone d'activité en pleine colline, car de quoi s'agit-il d'autre quand on veut implanter du stockage de conteneurs et une voie reliant l'autoroute à la Galline ?

En ce qui concerne l'extension des carrières, vous avancez là encore masqué ; suppression de plusieurs hectares de zones classées boisées à la Nerthe, établissement de zones N au vallon des Mayans ou à la Mure ; d'ailleurs, nos amis septémois devraient s'y intéresser de plus près, ils sont directement concernés.

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Boulay, il ne nous reste que deux minutes.

Madame BOULAY.- J'ai terminé.

Nous avons souligné au Conseil Municipal la qualité d'analyse qui a présidé à l'élaboration de ce PLU, mais sa déclinaison dans la réalité du règlement et des zonages,

n'est pas juste. Les petits arrangements locaux et une vision politique passiste ont hélas discrédité ce document.

C'est pourquoi nous voterons contre ce PLU de Marseille.

Monsieur VALLETTE.- C'est scandaleux, Madame Boulay, ce que vous venez de dire, car c'est vous, dans les zones de transition où l'on veut protéger la nature, qui avez demandé de construire davantage. Donc ce que vous dites là est faux.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur le Président, je laisse à mon ami Claude Vallette le soin de s'exprimer en réaction, car il ne peut pas ne pas le dire. Je le connais suffisamment.

Monsieur le Président, ce que je vais dire va vous surprendre. Mme Boyer m'a convaincu. Elle m'a convaincu de rester sur le vote que j'ai exprimé au Conseil municipal de la Ville de Marseille.

En effet, dans le réquisitoire qu'elle a exprimé tout à l'heure sur le Plan de Déplacements Urbains, elle a indiqué qu'il était impossible que l'on puisse voter le PDU car les quartiers Est étaient complètement enclavés, qu'on ne pouvait pas circuler, qu'on ne pouvait pas se déplacer et qu'on ne pouvait pas envisager des solutions pour demain telle que la configuration des quartiers était prévue, que ce qu'il y avait à l'intérieur du PDU ne permettait pas de le faire dans les meilleurs délais.

C'est exactement la même intervention que j'ai faite en Conseil municipal sur le PLU qu'elle fait sur le PDU. Donc à mon tour, une fois n'est pas coutume, je lui suggère d'être en cohérence avec ce qu'elle a exprimé sur le PDU et de s'opposer au PLU aujourd'hui pour qu'on ne puisse pas continuer l'urbanisation d'une zone sur 4 563 hectares, avec une population de près de 120 000 habitants puisqu'on ne peut pas se déplacer, puisque rien n'est envisagé pour y aller, puisque nous ne pouvons pas faire en sorte que chacun puisse s'épanouir dans ces quartiers.

De deux choses l'une ; soit on est dans une définition politicienne, soit on est dans une définition de projection d'avenir. Lorsque j'ai dit en plein Conseil municipal que des choses m'interrogeaient et que, sur certains points, je ne pouvais aller jusqu'au vote favorable, l'écho vient de m'en être donné ce matin.

Quand on demande à ne pas urbaniser une zone comme la Treille, Eoures, les Camoins, les Accates, Saint Menet, la Valentine ou une population de près de 20 000 habitants, ce qui en ferait presque la troisième commune de la Communauté urbaine, chacun sait que cet objectif d'urbanisation ne peut être atteint. Tout est bloqué.

Le PDU envisage l'avenir, mais il va falloir avoir le courage de faire la voirie, les liens entre quartiers. Quand je dis que l'on ne doit pas développer les zones commerciales dans ce qui va être bientôt, pour parler de la Valentine, la première zone commerciale du département, puisque 30 à 100 000 mètres carrés de surfaces commerciales sont encore envisagés à la Valentine, et même mieux que cela, la Commission nationale des activités commerciales a statué cette semaine pour dire qu'elle confirmait le projet en cours, comment puis-je accepter, puisqu'il n'y a pas la voirie, puisqu'il n'y a pas le transport, puisqu'on ne permet pas le déplacement ?

Comment peut-il y avoir solidarité entre nous, chers collègues ? Vous parlez des quartiers et à l'instant, on vient de nous dire que l'on doit penser aux quartiers Nord, mais vous, que pensez-vous des quartiers Est quand c'est nous et seulement nous, dans ces quartiers qui accueillons aujourd'hui 200 caravanes des gens du voyage parce qu'aucune autre aire n'est prévue sur les autres secteurs ? Je souhaiterais que l'on puisse réserver sur vos territoires des zones que l'on puisse mettre à leur disposition.

Vous dites aussi que l'on doit envisager sur ces quartiers de la construction, de l'aménagement, car le développement de la ville doit se faire ! Oui, je suis d'accord Claude, et vous savez que j'ai toujours été d'accord sur votre définition de reconstruire la ville sur la

ville. Jamais je ne voterai contre le PLU car il y a à l'intérieur de celui-ci, au-delà du travail qui a été fait, une vraie définition d'avenir. Pour autant, entre aujourd'hui et 2020, comment faisons-nous pour vivre ?

Monsieur le Président, je vous demande, et je demande à cette assemblée, un moratoire sur la constructibilité de la Treille à la Valentine, de Saint Menet, Eoures, les Accates pour éviter la surdensification urbaine tant que l'on n'a pas fait les voiries et défini les modes de transport collectif qui s'appliqueront dans ce périmètre. Je ne suis pas opposé. Je dis simplement : faisons un moratoire, repoussons, aménageons quand ce sera possible de le faire. Faisons en sorte de prendre du recul sans remettre en cause la définition exprimée sur le fond qui permettra d'avoir dans ces quartiers une vie agréable que l'on est en droit d'envisager et d'ambitionner puisque tout le monde est d'accord pour dire que là-bas, c'est un cul-de-sac, on ne vit pas bien, on ne circule pas bien, le transport collectif n'est pas de qualité et les déplacements n'existent pas à la hauteur de ce que l'on envisagerait de faire.

Au moins sur ce lieu, Monsieur le Président, vous qui avez le *final cut* sur le PLU, prenez cette décision, accompagnez-moi dans cette définition, faisons un moratoire sur ce secteur et faisons en sorte que nous continuions à évoluer là où c'est encore possible, mais là où aujourd'hui ça ne l'est déjà plus, qu'on n'obère pas définitivement notre avenir.

Merci de votre attention.

Comme à la Ville de Marseille, je ne participerai pas au vote du PLU.

Monsieur TEISSIER. - Monsieur le Président, tout d'abord qu'il me soit permis de vous demander tout à l'heure le détail du vote sur le PDU car nous ne l'avons pas eu. Il est important que nous l'ayons, car un certain nombre de mes collègues étaient porteurs de procuration.

Monsieur LE PRESIDENT. - Je vous le donne tout de suite : 73 voix pour, 59 voix contre, 11 abstentions.

Monsieur TEISSIER. - Il faudra voir avec les procurations des uns et des autres. Ont-elles été comptées ?

Monsieur LE PRESIDENT. - Bien sûr.

Monsieur TEISSIER. - Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais sans doute vous faire une assertion immédiate que vous allez trouver très politique ou très politicienne, je voterai le PLU.

Je le voterai, car je pense que ce document est avant tout le fruit d'un labeur fait entre deux hommes que tout sépare idéologiquement et qui sont arrivés à faire une synthèse qui n'était pas simple. Et lorsque j'ai entendu tout à l'heure des mots très forts venant des nos collègues socialistes ou communistes, je pense qu'il y a beaucoup de volonté politicienne dans ce débat plus que de réalisme.

Je le voterai, car en politique pour être crédible, il faut être cohérent.

À ceux qui ont fait le choix de postures politiques dictées plus par des considérations électorales que par une véritable connaissance des enjeux que ce PLU implique, je leur rappellerai que ce PLU est compatible avec les objectifs du SCOT, document voté dans cet hémicycle. Ce PLU est également compatible avec les orientations du Plan Local de l'Habitat, voté ici. Je leur rappellerai que ce PLU est compatible avec les conclusions du Plan d'Aménagement et de Développement Durable, lui aussi voté ici.

Enfin, je rappellerai que ce PLU est compatible avec le Document d'Aménagement Commercial, que nous serons amenés à voter plus tard.

Certains aujourd'hui s'interrogent sur la pertinence de ce document.

Comment peut-on vouloir que Marseille s'installe comme une capitale méditerranéenne dans un cadre métropolitain et en même temps refuser les perspectives de développement contenues dans ce PLU. Car c'est bien de développement qu'il s'agit.

Et le développement est le moyen de donner du sens à notre ambition métropolitaine. Ensuite, parce qu'il y a des données structurelles qui ne peuvent échapper aux élus responsables que nous sommes sensés être.

Claude Vallette l'a dit, je le répète rapidement, 90 % de la population française va résider dans les métropoles, notre ville n'y échappera pas.

Deuxièmement, la population augmente grâce à une politique de natalité. (Je ne sais pas si M. Mennucci y est pour quelque chose, mais ce n'est pas important) !

(Rires)

Les rotations d'appartement sont moins importantes, car les personnes âgées vivent plus longtemps et en plus, elles vieillissent chez elles.

Enfin, dernier problème que nous connaissons tous et qui est un phénomène de société, la décohabitation et la multiplication des familles monoparentales nous conduisent inexorablement à produire plus de logements.

Il s'agit d'une évolution de la société. Lors d'un récent colloque à l'Assemblée Nationale, présidé par Claude Bartolone, et François Brottes, Président de la Commission des Affaires Economiques, il a été reconnu la nécessité de ce développement.

Les lois Duflo 1 et 2, dont les Verts n'ont d'ailleurs pas dit un mot...

Je voudrais dire aux Verts qu'ils ont beaucoup parlé d'espaces verts, de collines, les sectorisant simplement au Nord. Vous aussi vous participez à la fracture en quelque sorte que d'autres veulent recoudre. Car j'ai entendu un ancien Vert passé au Modem qui lui voulait recoudre. Vous, vous ne parlez que des collines du Nord mais vous n'avez jamais parlé du Parc National. D'ailleurs, pendant les 12 années où j'ai porté ce projet, je ne vous ai pas beaucoup entendu le soutenir. Je voulais vous le rappeler à toutes fins utiles.

Donc la loi Duflo 1 et 2 ont notamment pour effets escomptés, à défaut de vertu, d'accélérer la promotion de logements. Or, pour y parvenir, il faut que les PLU soient compatibles avec les objectifs fixés.

Au fond, Monsieur le Président, mes chers collègues, qu'est-ce qu'une ville ?

C'est bénéficier d'un réseau de transports performants, et je partage les propos de ma collègue Samia Ghali tout à l'heure, avoir accès à des commerces de proximité, profiter d'espaces publics conviviaux. Il faut densifier tout en préservant des espaces naturels.

Bref, cela ressemble au PLU qui nous est proposé aujourd'hui.

Alors oui, mes chers collègues, il faut développer, mais développer raisonnablement, intelligemment et surtout humainement.

Permettez-moi de vous dire que le développement est acceptable à deux conditions majeures. La première porte sur l'usage de la ville. Ce bon usage, nous le connaissons tous, il tient à la variété et à la diversité urbaine. Il tient à l'accessibilité notamment aux transports en commun. Il tient à la proximité des équipements culturels, éducatifs, sportifs ou de loisirs.

Mais pour être acceptable, et c'est la seconde condition, la densité suppose que soit garantie la qualité d'usage du logement. Cela suppose donc une nouvelle approche de la part des promoteurs, des bailleurs comme des architectes.

Et je voudrais dire à notre collègue qui nous a parlé longuement tout à l'heure de l'absence de prise en compte que sur Euroméditerranée ou sur Euroméditerranée 2 où nous

allons construire ou reconstruire une ville sur la ville avec l'importance de la ville de La Ciotat, 30 000 logements, nous avons complètement repensé la qualité de la construction. D'ailleurs, je vous rappelle que nous avons été labélisés pour faire du logement durable. Je pense que vous devriez le porter à nos crédits respectifs, pas seulement au mien, mais à l'ensemble de ceux qui se sont penchés sur ce problème.

Monsieur MENNUCCI.- On vous donnera une Marianne d'Or.

Monsieur TEISSIER.- Je l'ai déjà eue il y a bien longtemps mon pauvre ami, vous étiez encore tout petit.

Mais pour être acceptable, il faut une densité qui soit raisonnable. Cela suppose donc une nouvelle approche de la part des promoteurs. Or, nous le savons tous, la faiblesse de notre politique ne se situe pas au niveau du PLU, mais bien au contraire au niveau du PDU.

Construire sans prévoir de routes – je ne reviendrai pas sur le débat passé de la L2, du Boulevard Urbain Sud – construire en sachant que les transports viendront après, bien après – et Monsieur le Président, vous nous disiez que vous allez faire un métro jusqu'à Arenc, on s'en félicite, on est tous contents, on applaudit des deux mains, mais vous oubliez de dire que cette ligne est en surface, donc elle coûte bien moins cher et que cette ligne existe déjà puisqu'elle sert de retournement au terminus actuel. Donc certes vous participerez à la construction de cette ligne, mais reconnaissez, Monsieur le Président, qu'elle fait partie de l'héritage de l'ancienne majorité. Je voulais juste vous le préciser.

Construire sans imaginer les équipements publics sont autant de fautes majeures inexcusables.

Quand j'ai décidé de stopper la ZAC Régny, quand je décide de suspendre la ZAC de la Capelette, quand je décide de mettre un frein au projet Immochan Saint Loup, c'est parce que je sais que le PDU qui nous a été présenté tout à l'heure est un leurre. On a, à tout le moins, un document qui ne sera pas en capacité d'accompagner au même rythme le développement urbain.

C'est pourquoi, le groupe UPAC, pas forcément dans son ensemble, ne pouvait pas raisonnablement voter ce PDU tant notre déception était grande à propos de vos renoncements.

Quand nous avons débattu du SCOT, j'avais fait la proposition de mettre en prescription, avec force contraignante, l'obligation de lier production de logements et équipements de mobilité urbaine. Vous l'avez refusé.

Alors, oui, j'ai décidé de voter ce PLU. C'est un vote de cohérence. C'est un vote sans enthousiasme. C'est un vote en responsabilité, mais ce n'est pas un blanc seing, car ce PLU a quand même des faiblesses

Les dispositions contenues dans l'Orientation d'Aménagement sur le logement social ne prennent pas en compte la nécessité de l'équité territoriale entre arrondissements. Pourtant ici, j'ai souvent entendu dire que cette ville était une et indivisible, mais, semble-t-il, pas pour tout !

Les ZAC semblent être considérées comme des entités ex nihilo qui ne s'intègrent pas dans un contexte territorial plus global. Par exemple la Capelette où nous comptons déjà plus de 45 % de logements sociaux, la mixité sociale passe par un rééquilibrage, mais cette fois-ci à l'envers.

Ceci étant, quelle portée normative doit-on accorder à cette orientation ?

Enfin, je ne permettrai de déplorer que ce PLU comme le PDU ne soit pas suffisamment ambitieux sur les questions des pôles de logistique urbains. C'est le commerce de demain.

Bref, mes chers collègues, ce document ne mérite ni les excès d'indignation ni les excès de satisfaction des uns et des autres.

J'espère néanmoins qu'il sera consommé, mais avec modération. Outil de réconciliation pour le Marseille de demain qui le liera avec son destin et c'est là l'essentiel pour moi et pour mes collègues. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets au vote le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Monsieur ASSANTE.- J'attends une réponse, Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Assante, je ne réponds pas sur une question qui m'est posée directement devant l'assemblée et qui demande une réflexion large et élaborée et des consultations. Je ne peux pas vous donner une réponse comme cela, ce n'est pas possible.

Monsieur ASSANTE.- Très bien alors par écrit Monsieur le Président.

Monsieur LE PRESIDENT.- Très bien Monsieur Assante.

Je mets au vote. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Faire Gagner Marseille Provence Métropole à l'exception de Mme Minassian et M. Lorenzi s'abstenant et de MM. Malleville, Caselli, Coulomb, Bizaillon et Amiraty votant pour

Vote contre du groupe Communiste, Républicain et Citoyen à l'exception de M. Croce s'abstenant et de Mme Desmats et MM. Guissani, Rosso, Gillet, Magro et Molino votant pour

Abstentions de MM. Illac, Rahmani et San Marco

M. Assante ne participe pas au vote

Monsieur LE PRESIDENT.- Moi non plus, mon vote n'est pas un blanc-seing, Monsieur Teissier, mais un simple respect de l'accord de gouvernance.

49. AEC 002-28/06/13 CC - Approbation du Document d'Aménagement Commercial (DAC) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

50. AEC 003-28/06/13 CC - Plan Local d'Urbanisme de Gémenos - Approbation de la Révision

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

M. Olivieri ne participe pas au vote

51. AEC 004-28/06/13 CC - Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule - Engagement de la procédure de modification n°1 - Détermination des modalités de mise à disposition au public du dossier

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

52. AEC 005-28/06/13 CC - Engagement de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Ensuès-La-Redonne et retrait de la délibération AEC 004-393/12/CC du 29 juin 2012.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

53. AEC 006-28/06/13 CC - Avis de la Communauté Urbaine sur le principe de réalisation de la voie d'accès au Parc Séon et sur ses modalités d'incorporation dans le domaine public communautaire dans le cadre de la ZAC de la Bricarde à Marseille 15e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

54. AEC 007-28/06/13 CC - Avis de Marseille Provence Métropole sur le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Littorale à Marseille (15e arrondissement)

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

55. AEC 008-28/06/13 CC - Création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) à Château Gombert à Marseille 13e arrondissement

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

56. AEC 009-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec Bouygues Immobilier pour le Projet urbain Partenarial Charité à Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

57. AEC 010-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec la Sci Norbalad pour le Projet Urbain de Partenariat Charité à Châteauneuf-les-Martigues

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

58. AEC 011-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec Bouygues Immobilier pour le Projet urbain Partenarial des Gardanens à Plan-de-Cuques

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

59. AEC 012-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec Sci Méditerranée pour le Projet Urbain Partenarial des Gardanens à Plan-de-Cuques

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

60. AEC 013-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec la Sci Plan-de-Cuques Les Gardanens pour le Projet urbain Partenarial des Gardanens à Plan-de-Cuques.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

61. AEC 014-28/06/13 CC - Adhésion de Marseille Provence Métropole à l'Association Terres en Villes

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION VOIRIE ET SIGNALISATION

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Milon, la Commission Voirie et Signalisation s'est réunie le 19 juin, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Madame MILON.- Monsieur le Président, tous les rapports ont été votés à l'unanimité hormis le rapport n°67.

62. VOI 001-28/06/13 CC - DOSSIER RETIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Le rapport n°62 a été retiré.

63. **VOI 002-28/06/13 CC - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la requalification du boulevard Rabatau à Marseille (8e arrondissement).**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

64. **VOI 003-28/06/13 CC - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme relative aux études pour l'aménagement d'une promenade "modes doux" avec création d'un itinéraire cyclable du Vieux-Port jusqu'au quartier Vieille Chapelle à Marseille**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

65. **VOI 004-28/06/13 CC - Approbation d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage avec la Soleam pour l'acquisition des emprises foncières, les études et les travaux dans le cadre de la réalisation de la ZAC du Vallon Régný à Marseille (9e arrondissement) - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme.**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

66. **VOI 005-28/06/13 CC - Modification de l'intitulé de l'autorisation de programme relative à l'opération d'aménagement de sécurité en traversée du quartier de la Pounche - Opération n°2012 /00072**

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

67. **VOI 006-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public pour la réalisation et l'exploitation du Tunnel Prado Sud à Marseille (8e et 10e arrondissements).**

Madame MILON.- Ce rapport a reçu un avis défavorable des Verts et du groupe communiste et une réserve de vote de M. Royer-Perreaut.

Madame PALLOIX.- Monsieur le Président, ce rapport n'est que la conséquence du PDU que nous avons voté en 2006.

La semaine dernière nous avons eu droit à la promotion de ce nouveau tunnel, c'est le 7e sur Marseille, qui n'a pas pour but de diminuer la place de la voiture dans les déplacements, mais d'enterrer les embouteillages et surtout de les faire payer pendant 45 ans (ça, c'était avant) aux automobilistes pour le plus grand profit des actionnaires de Vinci et Eiffage.

C'était pour la presse et à la grande satisfaction du Maire de Marseille initiateur et décideur du projet.

Aujourd'hui c'est au Conseil de Communauté de payer l'addition. Et elle est salée !

Le chantier n'est pas totalement fini, mais la note s'alourdit sévèrement : + 67 millions d'euros, dont 24,3 millions d'euros à la charge de MPM, ce qui porte la facture totale (mais pas définitive) à 202,8 millions d'euros (+39%) ; et la participation de MPM passe de 9,9 millions d'euros à 34,3 millions d'euros (+346%).

Mais, il s'agit de chiffres hors taxes et surtout hors frais financiers. Car il faut se rappeler que 85% du financement des travaux par le concessionnaire se fait sur un crédit in fine. Il faut donc rajouter environ 14% d'intérêts sur le surplus imputable au groupement Vinci/Eiffage.

Conclusions :

Premièrement, charges financières comprises, on en était à 193,1 millions d'euros HT à la signature du contrat; on avoisine aujourd'hui les 265 millions d'euros HT.

Deuxièmement, cela porte le coût du tunnel au mètre à 176.000 euros !

C'est mieux que les coûts de réalisation au mètre pour un métro, un tramway et un BHNS additionnés. Du somptuaire mes chers collègues ! Mais à 4 euros en moyenne le passage du très rentable pour les actionnaires !

C'est sans doute la raison pour laquelle M. Pfister et l'Union patronale des Bouches-du-Rhône, si prompts à attaquer la réalisation du tramway d'Aubagne et sa gratuité d'accès, n'ont jamais pipé mots sur ce projet.

Troisièmement, la subvention de MPM est passée de 5% à 13% du total.

Sans compter les 10 millions d'euros qu'on vient de voter pour la requalification de Rabatau, dont le projet de réduction de voiries (de quatre voies, on passe à deux) va entraîner une absence de fluidité – pour ne pas dire autre chose – compte tenu de l'interdiction pour tout véhicule de plus de 3,5 tonnes d'emprunter le Tunnel Prado sud.

Raisons invoquées de ces surcoûts :

- la prise en compte des réserves du commissaire enquêteur – encore heureux !
- le rétablissement des réseaux et des voiries impactés par les travaux !

Est-ce à dire que le cahier des charges avait prévu d'ouvrir, mais pas de refermer et sans connaître l'état des lieux ? Je pose la question. Est-ce à dire que c'est une des conséquences d'un contrat voté à tout prix à la dernière séance de la précédente mandature ? Je repose la question.

Le fait est que ce contrat a produit, comme rarement, des conflits et un gonflement de la facture que vont avoir à rembourser les usagers au travers du péage, dont rien ne nous garantit qu'il ne va pas augmenter en proportion des surcoûts. C'est aussi la question.

Enfin, dernier argument évoqué : la durée de l'enquête publique et le recours de tiers qui ont décalé de 15 mois le début des travaux. Argument qui tient d'autant moins que la délibération propose de prolonger d'autant la concession (47 ans, hier c'était 45) pour rembourser, amortir et rentabiliser l'ouvrage avec le péage.

Monsieur le Président, c'est un sacré cadeau écologique et économique que votre prédécesseur a fait à notre Communauté urbaine.

Vous auriez mieux fait de nous écouter en abandonnant en 2008 le projet – rappelez-vous, on nous vous l'avions dit et nous n'en sommes qu'au premier avenant – pour reporter l'investissement sur d'autres projets utiles comme le Boulevard Urbain Sud ou un nouveau transport collectif en site propre entre Blancarde et Capelette.

Nous votons contre cet avenant.

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Palloix la plupart de vos considérations n'ont rien à voir avec la délibération. La délibération, c'est simplement ce qui est prévu au contrat, c'est-à-dire des surcoûts réellement effectués. Ces surcoûts étaient estimés par le délégataire à 80 millions d'euros et par l'expert départiteur à 60 millions d'euros. Finalement nous les avons négociés sur des travaux réellement effectués à 24 millions d'euros. Je crois que l'on s'en est bien sorti sur cette négociation qui était bien entendu prévue au contrat initial. Toutes les autres spéculations que vous faites sur les frais financiers, etc. ne concernent pas cette délibération ni la Communauté urbaine.

Je mets au vote ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Communiste, Républicain et Citoyen
à l'exception de M Molino votant pour

Votes contre de Mmes Nespoulous et Boulay et de MM. Agullo, Fouquet,
Sémériva et Zéribi

M. Moraine ne participe pas au vote

68. VOI 007-28/06/13 CC - Approbation du bilan de la concertation préalable relative à la réalisation de la voirie du Programme d'Aménagement d'Ensemble Saint Loup à Marseille (10e arrondissement) - Lancement de l'enquête publique

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

69. VOI 008-28/06/13 CC - Approbation des tarifs d'occupation du domaine public communautaire par des réseaux indépendants de télécommunication, par des fourreaux ou conduits et par des services de connectivité optique

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

70. VOI 009-28/06/13 CC - Approbation d'une remise gracieuse totale en faveur de l'association R2, suite à l'annulation d'une manifestation

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

71. VOI 010-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n° 2 au procès-verbal de transfert initial n° 02/1138 pour le transfert en pleine propriété de voies de la commune d'Ensuès-la-Redonne - Impasse des Cantonniers

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

72. **VOI 011-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n° 7 au procès-verbal de transfert initial n°02/1274 pour le transfert en pleine propriété de voies de la commune de Marignane - avenue Jean Jaurès**

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

73. **VOI 012-28/06/13 CC - Demande de subvention pour l'aménagement du chemin des Rompides sur la commune d'Ensuès-la-Redonne**

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

74. **VOI 013-28/06/13 CC - Demande de subvention pour l'aménagement de la rue Four du Chapitre et des rues adjacentes à Marseille (2e arrondissement)**

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

75. **VOI 014-28/06/13 CC - Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'aménagement de la Place Léonard Dalmas à Marseille (14e arrondissement).**

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

76. **VOI 015-28/06/13 CC - Demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'aménagement de la place Lieutenant Albert Durand à Marseille (14e arrondissement).**

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

77. VOI 016-28/06/13 CC - Demande de subvention pour l'aménagement du carrefour giratoire Claude Monet - Corot - Prosper Mérimée, à Marseille (14e arrondissement).

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

78. VOI 017-28/06/13 CC - Demande de subvention pour l'aménagement du parking avenue Claude Monet / boulevard Saint-Clément à Marseille (14e arrondissement).

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

78bis. VOI 018-28/06/13 CC - Approbation d'une convention de cofinancement avec l'État dans le cadre du contrat de partenariat pour la Rocade L2 à Marseille

Madame MILON.- Avis favorable.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Madame Nespoulous, je vous rappelle que notre groupe a encore droit à 1 minute et 58 secondes de temps de parole !

Madame NESPOULOUS.- Je voudrais juste dire que nous voterons contre ce rapport.

Monsieur ASSANTE.- Bien sûr, mon vote sera favorable sur ce rapport, nous avons déjà largement évoqué la L2 dans sa totalité ce matin pour ne pas y revenir. Pour autant, Monsieur le Président, vous représentez notre institution sur le financement de la L2. Il est donc important que vous affirmiez et que nous affirmions tous ensemble, notre volonté de voir inscrit dans le cahier des charges du « PPPiste » l'unité de filtration de l'air pour que celle-ci puisse être actée définitivement.

À ce jour, l'État et la DREAL ne demandent pas l'inscription de cette unité de filtration à l'intérieur du cahier des charges. Les associations, les comités d'intérêt de quartier, les populations riveraines souhaitent que cette unité de filtration soit imposée au « PPPiste ». Pourquoi ? Parce que cette extraction d'air se fait en plein milieu d'un parc de 10 hectares où tout le monde a l'habitude de se promener. Il y a même le Relais Nature à côté où l'on amène les enfants régulièrement pour faire différentes actions.

Il serait préjudiciable, sur un dossier de 175 millions d'euros, que l'on ne trouve pas quelques centaines de milliers d'euros pour imposer cette unité de filtration de l'air à cet endroit. C'est la seule demande exprimée, par tous les riverains, toute la population, tout le monde je crois, au-delà des différences politiques.

Vous représentez quasiment un quart de ceux qui ont à intervenir sur ce dossier. Je vous demanderai donc de l'exprimer par écrit, vis-à-vis de la DREAL, vis-à-vis du Préfet pour que celui-ci l'impose au « PPPiste » et qu'enfin, on retrouve une sérénité de bon aloi dans le quartier de Montolivet.

Je vous en remercie par avance.

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Assante, je vais vous faire plaisir. Je vais vous dire quelque chose que vous ne savez pas puisque cela date d'hier. Vous vous rappelez d'une visite de terrain que nous avons faite avec votre mairie de secteur. Le sujet avait été abordé avec les interlocuteurs sur place. J'avais promis d'écrire à Frédéric Cuvillier, Ministre des Transports, chose que j'avais faite. Nous avons reçu la réponse hier.

Frédéric Cuvillier nous invite à des réunions de travail avec les techniciens de la Communauté urbaine et les services chargés de la L2 au niveau de l'État pour pouvoir régler cette question sur l'ensemble du trajet de la L2 et pas simplement sur la Fourragère. Voilà ce que je peux vous dire aujourd'hui. Je vous donnerai un double de la lettre ainsi qu'aux conseillers communautaires qui le souhaitent. J'ai découvert le courrier hier après-midi.

Monsieur ASSANTE.- Je suis à votre disposition pour participer à toutes ces réunions.

Le rapport est adopté à la majorité

Votes contre de Mmes Nespoulous et Boulay et de MM. Agullo, Fouquet, Sémériva et Zéribi

COMMISSION UNE AGGLOMÉRATION ÉCO-RESPONSABLE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Vassal la Commission s'est réunie le 17 juin, pouvez-vous nous faire un compte-rendu des travaux ?

Madame VASSAL.- 27 rapports ont été présentés. Ils ont tous été acceptés au fur et à mesure de leur examen, des réserves de vote seront certainement confirmées ou infirmées par les différents groupes.

79. AGER 001-28/06/13 CC - Approbation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement pour 2012

Monsieur LE PRESIDENT.- M. Bertrand souhaite intervenir sur ce rapport, c'est la tradition !

Monsieur BERTRAND.- Je suis déjà intervenu sur cela, tout comme le Maire de Gémenos au sujet de la TVA qui a été appliquée au niveau de l'assainissement. On s'est aperçu que pour nous, ce n'est pas obligatoire au niveau des régies. Malgré tout, je vois qu'elle est appliquée et nous nous trouvons cette année avec une augmentation de 11% sur l'assainissement. Ce n'est pas le lieu de discuter de cela, mais j'aimerais quand même qu'il y ait une réunion de travail à ce sujet pour qu'on voie, car il n'est pas sûr que ce soit intéressant pour MPM et en tous les cas certainement pas pour l'usager.

Monsieur LE PRESIDENT.- Le DGS se rapprochera de vous pour ce type de discussion.

Monsieur GILLET.- Monsieur le Président, cette délibération demande, non pas de prendre acte du rapport annuel eau/assainissement 2012, mais de l'approuver. Donc, approuver le prix de l'eau et les comptes d'exploitation, cela veut dire :

Premièrement, alors qu'au premier janvier 2011, MPM enregistré avec satisfaction une légère baisse du prix de l'eau de l'ordre de - 0,13% pour Marseille/Allauch et - 1,99% pour Septèmes, au premier janvier 2013 l'augmentation cumulée du prix de l'eau sur deux ans est générale. Elle est de + 8,55% pour Châteauneuf, + 9,69% pour le périmètre Marseille et monte jusqu'à 15% pour Gémenos en régie.

Deuxièmement, au premier janvier 2013, le prix de l'eau dépasse 4 euros dans deux communes (La Ciotat et Le Rove) pour atteindre 4,126 euros à La Ciotat, contre 1,508 euros en régie de Gémenos.

Toutes ces augmentations sont très largement au dessus de l'inflation et des augmentations des taxes et redevances des deux dernières années. Donc à qui profitent-elles? À la qualité du service, aux investissements, aux personnels ou d'abord aux actionnaires ?

La réponse est dans les comptes d'exploitations de l'annexe 4 du rapport annuel.

Par exemple, pour le périmètre Marseille, les résultats nets après impôt sur les sociétés des délégataires eau et assainissement sont passés de 12,7 millions d'euros en 2010 à 14,33 millions d'euros en 2012, soit un profit en hausse de 12,8% sur deux ans.

Pour La Ciotat, le résultat net est passé de 476.452 euros en 2010 à 754.507 euros en 2012, soit une progression de 58% en deux ans.

Il est difficile d'approuver un tel constat d'autant plus qu'il pose une question : quel est le prix de référence de l'eau et l'assainissement attaché aux nouveaux contrats d'affermage en négociation ? Celui d'une stabilisation en 2010/2011 ou celui du gonflement des marges bénéficiaires en 2012/2013 ?

Autant de constats et de questions qui justifient notre vote contre sur ce rapport, ainsi que sur le rapport n°84 concernant le protocole d'accord de fin de contrat avec la SEM.

Merci.

Monsieur LE PRESIDENT.- Merci Monsieur Gillet, je ne suis pas certain que les chiffres que vous annoncez soient les chiffres exacts. Mais je n'ai pas les éléments ici pour vous répondre en direct.

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Communiste, Républicain et Citoyen

Votes contre de Mme Karboviac et de MM. Bertrand, Sorge et Campioni

Vote contre de M. Laurens

Abstentions de Mme Mattéi et M. Illac

80. AGER 002-28/06/13 CC - Approbation des revalorisations d'autorisations de programme d'opérations sur les budgets annexes d'eau et d'assainissement

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

81. AGER 003-28/06/13 CC - Dégrèvement sur des factures d'eau 2012 suite à des fuites sur les installations privées à Plan-de-Cuques

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

82. **AGER 004-28/06/13 CC - Modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos (village).**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

83. **AGER 005-28/06/13 CC - Approbation d'un protocole d'accord de résiliation du contrat de gestion de l'eau de la Commune de Saint-Victoret avec la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC).**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

84. **AGER 006-28/06/13 CC - Approbation d'un protocole d'accord entre Marseille Provence Métropole et la Société des Eaux de Marseille, dans le cadre de l'application de la fin du contrat Marseille Périmètre, sur le territoire de Marseille Provence Métropole**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Communiste, Républicain et Citoyen

Votes contre de Mmes Nespoulous, et Boulay et de MM. Agullo, Fouquet, Sémériva et Zéribi

Vote contre de Mme Durando

85. **AGER 007-28/06/13 CC - Approbation de la résiliation pour motif d'intérêt général des contrats de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement entre Marseille Provence Métropole et ses délégataires**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

86. **AGER 008-28/06/13 CC - Approbation d'un protocole d'accord de résiliation des contrats de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement avec la Société des Eaux de Marseille.**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

87. **AGER 009-28/06/13 CC - Approbation d'une convention conclue avec la commune des Pennes-Mirabeau afin d'assurer la continuité du service public de distribution d'eau.**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

88. **AGER 010-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec la commune des Pennes-Mirabeau pour sa participation financière à la construction de la station d'épuration de Marseille**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

89. **AGER 011-28/06/13 CC - Demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet pour la desserte sanitaire et pluviale de la Grave/Les Médecins à Marseille 13e arrondissement**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

90. **AGER 012-28/06/13 CC - Demande de subventions auprès de tout organisme pour les campagnes initiales de surveillance des rejets des stations d'épuration**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

91. **AGER 013-28/06/13 CC - Demande de subvention auprès de tout organisme pour la suppression des branchements plomb sur les communes de Cassis – Ceyreste - La Ciotat et Roquefort-la- Bédoule**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 92. AGER 014-28/06/13 CC - Demande de subventions auprès de tout organisme pour l'élaboration d'un programme d'amélioration, de modernisation et d'extension des systèmes d'assainissement sanitaire et des ouvrages associés**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 93. AGER 015-28/06/13 CC - Demande de subventions auprès de tout organisme pour l'élaboration d'un programme d'amélioration, de modernisation et d'extension du système d'alimentation en eau potable et des ouvrages associés**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 94. AGER 016-28/06/13 CC - Demande de subvention auprès de tout organisme pour le suivi écologique du milieu marin au droit des stations d'épuration de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (2013-2016)**

Monsieur AMIRATY.- Avis favorable

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

- 95. AGER 017-28/06/13 CC - Présentation du rapport annuel sur la qualité et le prix du service d'élimination des déchets pour l'année 2012.**

Monsieur LAPEYRE.- Monsieur le Président, chers collègues, comme chaque année et conformément à la loi, l'exécutif doit présenter un rapport sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers.

Ce rapport, élaboré par les services de la Communauté urbaine nous permet de porter un avis, Monsieur le Président, sur la politique de gestion des déchets que vous avez décidé de mettre en œuvre depuis 2008.

Si nous n'avons pas à voter sur le rapport proprement dit qui ne mentionne que des indicateurs techniques et financiers, permettez-moi de me saisir de ce rapport pour prendre position sur votre politique de gestion des déchets sur le territoire de la Communauté urbaine.

Depuis des années et dans cet hémicycle, j'interviens pour dire que pour réussir une politique de gestion des déchets modernisée et surtout efficace, il est indispensable de s'appuyer fortement et fermement sur la réduction du volume des déchets, le développement du tri sélectif, la valorisation et le recyclage des déchets.

À la lecture des indicateurs techniques de ce rapport, et les chiffres sont éloquentes, votre politique est un échec ! Tous les indicateurs sont au rouge...

En effet, force est de constater qu'il n'y a aucune baisse significative et tangible du volume de production des déchets ménagers. Le tonnage des ordures ménagères résiduelles et les encombrants de voie publique stagne alors que la population du territoire

diminue. Par contre, on enregistre, et c'est à souligner, une augmentation sensible (12%) des encombrants sur la voie publique. Quelle triste image de voir certaines rues devenir de véritables dépotoirs d'ordures !

C'est bien votre politique de réduction des déchets à la source qui s'avère totalement inefficace et inadaptée.

Alors que la collecte sélective, c'est la qualité de vie du quotidien des habitants de notre territoire qui est privilégiée, c'est notre environnement qui est préservé et ce sont les exigences de santé publique qui sont respectées, votre politique en matière de développement et de valorisation du tri sélectif est aussi un échec.

Que constatons-nous en matière de collecte sélective ?

Malheureusement, on ne peut que regretter que les habitants de notre collectivité se détournent de plus en plus du tri sélectif.

En effet, là aussi les chiffres parlent d'eux-mêmes, les tonnages collectés pour chaque famille de déchets sont en baisse. Le constat est sans appel : on trie moins ! - 15% pour les journaux, revues et magazines, - 6% pour les emballages, - 4% pour le verre.

Pourtant, et je le rappelle, l'optimisation de la collecte sélective permettrait de réduire sensiblement la quantité de déchets à brûler ou à enfouir et donc de réduire pour les contribuables le coût d'exploitation du service de traitement et d'élimination des déchets.

Monsieur le Président, en matière de gestion des déchets, comme dans d'autres domaines, vous appliquez la politique « hollandaise », c'est-à-dire faire de belles déclarations d'intention, organiser et participer à de nombreuses inaugurations, créer des commissions dont les propositions sont très souvent ignorées.

Par contre, lorsque notre Président de groupe, Laure-Agnès Caradec, vous demande de créer une commission intergroupe pour avoir accès aux rapports d'experts concernant l'incinérateur de Fos et notre collègue Jean-Louis Tixier était déjà intervenu sur ce sujet, ils n'ont aucune réponse aux différents courriers qu'ils vous ont transmis en vain. Bref, avec vous, la communication et l'affichage l'emportent souvent sur la transparence et l'action en profondeur.

Pourtant, notre territoire mérite mieux que votre politique conservatrice et figée de gestion des déchets. Depuis 2008, vous n'avez pris aucune mesure significative et efficace pour améliorer la gestion et le traitement des déchets, vous ne faites que du surplace.

Pour l'avenir, il est urgent de construire un espace urbain où le développement durable sera une réalité tangible.

Pour cela, notre territoire a besoin d'équipements urbains novateurs.

En matière de gestion des déchets, Barcelone, Copenhague et en France, en région parisienne, Issy-les-Moulineaux et Romainville se sont tournés vers des investissements d'avenir. La collecte pneumatique pourrait constituer une alternative au procédé traditionnel de collecte.

Ces villes ont révolutionné l'évacuation des déchets et promu une croissance verte. La mise en place de ce système à MPM s'inscrirait pleinement dans les objectifs du Grenelle de l'environnement en favorisant le tri sélectif, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en limitant le bruit.

Cette collecte optimiserait l'hygiène et la sécurité, en supprimant les conteneurs dans les espaces publics et dans les immeubles, en bannissant les nuisances olfactives et en diminuant le déplacement des bennes.

Cette proposition devrait faire l'objet d'une étude approfondie.

Monsieur le Président, avez-vous réellement l'ambition et la volonté de mener à bien une véritable politique de gestion des déchets modernisée et efficace ? On ne peut qu'en douter tant votre bilan se résume à une contradiction éclatante : « Toujours plus de matraquage fiscal avec des hausses brutales de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et toujours moins de services rendus à nos concitoyens ».

Je vous remercie.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Monsieur le Président, je vais intervenir sur ce rapport pour vous dire deux ou trois choses. La première, et cela va peut-être en surprendre quelques-uns, je suis à cet instant un élu accablé. Je suis accablé, mes chers collègues, parce que je viens d'assister, nous venons, d'assister, à une séance qui n'est pas franchement à la hauteur des sujets que nous avons à traiter. J'ai l'impression que nous avons assisté à une séance qui était plutôt finalement une sorte d'antichambre d'élections internes au parti socialiste. Et heureusement que certains n'étaient pas armés, car je pense qu'il y aurait eu beaucoup de victimes. J'ai trouvé effectivement qu'il y avait des victimes collatérales qui auraient pu souffrir des propos ou des positions des uns et des autres.

Mais je suis surtout accablé parce que vous avez un peu tendance à repousser assez facilement les responsabilités sur les autres. S'il y a bien un dossier sur lequel vous n'allez pas pouvoir repousser la responsabilité sur les autres, c'est bien la problématique de la propreté, et notamment à Marseille, car je crois savoir que dans les communes environnantes, les choses se passent plutôt correctement.

Oui, à Marseille, vous êtes Président de la Communauté urbaine depuis plus de 5 ans et demi et nous sommes forcés de constater que la propreté dans notre ville, au lieu de s'améliorer, se dégrade de jour en jour. Vous avez pris la décision de reconfigurer les services de la propreté, suite aux propositions qui ont été faites par les « quatre mousquetaires », de faire en sorte que dans certains arrondissements, pour séparer la porosité qui existait entre la collecte et le cantonnement, il y ait une séparation, une sorte d'étanchéité entre collecte et cantonnement pour éviter que les cantonniers ne soient affectés à la collecte. Nous avons pensé que c'était effectivement une réforme de structure intéressante et nous vous avons suivi dans cette réforme.

Force est de constater que malgré les engagements qui avaient été pris pour que nous ayons plus de cantonniers et donc que nous ayons des rues plus propres, le résultat n'est pas au rendez-vous. Il n'est pas au rendez-vous et c'est peut-être l'analyse que nous devrions retirer de cette réforme, tout simplement parce que le problème de la propreté n'est pas simplement un problème structurel.

Le problème de la propreté, cher Président, et vous le savez, c'est, semble-t-il, puisque nous en sommes à la quatrième ou cinquième réforme sur la propreté en cinq ans, c'est un problème de management. Finalement, vous avez pris le parti de vouloir contenter tout le monde. Vous avez pris le parti de ne pas vouloir bousculer certaines habitudes.

En prenant ce choix stratégique, je dirais même que c'est un choix politique, que vous assumez d'ailleurs et c'est bien de l'assumer, mais en prenant ce choix politique et ce choix stratégique, vous en assumez aussi la conséquence à savoir qu'aujourd'hui, le système ne fonctionne pas.

Comment peut-on croire et accepter qu'avec 2200 agents dédiés à la propreté urbaine – je ne l'invente pas, c'est dans le rapport, le nombre est à 2213 environ – nous ne soyons pas en capacité à Marseille (évidemment les 2213 agents sont sur l'ensemble de la Communauté urbaine, on est bien d'accord)...

Monsieur LE PRESIDENT.- Ce ne sont pas tous des opérationnels, il y a aussi des administratifs.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- ...de la propreté urbaine. Cela signifie que l'on a quand même une marge de ressource humaine importante qui fait que nous devrions

espérer voir nos rues un peu plus propres. Et quand je dis nos rues, je ne parle pas simplement des quartiers dont je suis l'élu. Il n'y a pas encore si longtemps, j'étais dans le 6e et je n'ai jamais vu les rues du 6e arrondissement aussi sales.

Donc ce que je veux dire, c'est que finalement, votre erreur politique aura été de ne pas changer le management du personnel de la propreté et d'en arriver finalement à la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Je me rappelle quand même qu'il était dans cet hémicycle certaines personnes qui défendaient l'idée que Marseille pouvait être propre assez rapidement. Je ne donnerai pas de date, mais c'était quand même un engagement. Nous en sommes à 5 ans et demi, quasi 6 ans, et la propreté est toujours un problème crucial dans cette ville.

Alors, Monsieur le Président, si vous voulez être au rendez-vous des engagements que vous avez pris ou que d'autres ont pu prendre – mais vous étiez colistier avec eux –, il faut aller jusqu'au bout de votre logique. Les réformes de structure, vous les avez faites et nous vous avons suivi. Aujourd'hui, c'est une réforme de management. Allez-y, foncez, on sera d'ailleurs à ce moment-là à vos côtés. Mais faites en sorte d'être dans l'audace, car finalement ce que l'on constate aujourd'hui, c'est que malgré les volontés affichées, malgré les commissions, malgré les déclarations et malgré l'enthousiasme que vous pouvez porter, il n'en demeure pas moins qu'à ce jour, la ville est toujours aussi sale et à un moment donné, cela va finir par poser un vrai problème que vous aurez à assumer prochainement, car j'ai cru comprendre que quelque part, vous aviez des ambitions.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je laisse la parole à M. Madrolle, ensuite je répondrai à M. Royer-Perreaut. Je me ferai même un plaisir de le faire.

Monsieur MADROLLE.- Monsieur le Président, je voudrais répondre à M. Lapeyre, car moi aussi je suis un peu accablé d'entendre le problème de constance de certains de nos élus. Monsieur Lapeyre, rappelez-vous qu'il y a 10 ans, ce n'est pas nous qui avons commandé l'incinérateur. C'est M. Assante qui a été le premier VRP de l'incinérateur. Vous tenez un discours aujourd'hui par rapport au tri sélectif. Dans l'enceinte du Conseil municipal, j'ai tenu le même discours et systématiquement, Monsieur Lapeyre, votre majorité au Conseil municipal, et M. Assante en premier, ricanaient sur le tri sélectif. Donc, regardez bien et tenez-vous au courant de ce qui s'est passé au Conseil municipal. On ne peut pas dire que l'on était contre le tri sélectif et pour l'incinérateur hier et dire l'inverse aujourd'hui. La constance, c'est la fierté de notre République et du travail de l'élu.

Monsieur ASSANTE.- Monsieur Madrolle, il faut savoir raison garder. Comment pouvez-vous affirmer un certain nombre de choses alors que la moitié des élus qui sont présents dans cet hémicycle étaient également dans les mandatures précédentes. À quel moment trouvez-vous un document qui vous autorise à dire que je n'ai pas tout fait pour la collecte sélective ? À quel moment trouvez-vous un document qui vous indique que je n'ai pas créé les bacs jaunes, que je n'ai pas mis les PAV sur la voie publique, que je n'ai pas essayé d'instruire un périmètre organisé pour la collecte sélective pour récupérer les déchets sur les colonnes d'apport volontaire, pour développer les déchèteries à Marseille et sur toutes les communes de la Communauté urbaine ? À aucun moment vous ne pouvez le dire puisque lorsque j'avais cette responsabilité, sur la totalité de 700 000 tonnes d'ordures ménagères que produit la Communauté urbaine, nous étions arrivés à trier et valoriser 185 000 tonnes de déchets.

Comment peut-on dire que l'on n'a rien fait sur ces sujets alors qu'on arrive à ces chiffres-là ? C'est inqualifiable.

Je comprends que vous rentriez, vous aussi, en campagne électorale, mais pas sur cette question ! C'est quand même moi qui ai rajouté dans le dossier de l'incinérateur, le tri sur les ordures brutes pour les amener ensuite à la méthanisation et enfin à l'incinération. Tout cela, c'est ce que nous avons voulu. Vous êtes contre l'incinération. D'accord, mais ne dites pas que nous n'avons rien fait sur la collecte sélective, car aujourd'hui, j'aimerais que

vous ayez les mêmes chiffres que ceux que nous avons lorsque nous avons laissé la gestion de la Communauté urbaine. Vous n'êtes pas encore, Monsieur Madrolle, au niveau où nous étions à cette époque-là.

Je vous en prie, Monsieur le Président, terminez.

(Applaudissements)

Monsieur LE PRESIDENT.- Tout le monde a droit à la parole dans cette assemblée. Cela ne veut pas dire que chacun approuve ce que disent les uns et les autres. La parole est libre. Cela a toujours été ma fierté que la parole soit libre dans cette assemblée.

Monsieur Royer-Perreaut, vous vous dites accablé par ce que vous avez vu et entendu aujourd'hui. Respirez, ce n'est pas grave. Tout cela n'est que de la politique. C'est vrai que vous, vous n'en faites pas de la politique ! Vous n'avez pas de posture, bien entendu, vous êtes au-dessus de cela, même avec la caricature à laquelle vous vous êtes livré tout à l'heure en parlant de la propreté.

Ce que je voudrais dire très simplement, c'est que l'on avait décidé, dans la nouvelle organisation, de séparer la collecte de la propreté. Cela a eu un coût parce qu'il a fallu trouver des locaux un peu partout, mais nous l'avons fait. Cela a permis de gagner 40 cantonniers supplémentaires. Vous pouvez regarder, c'est la vérité. Vous pouvez le nier, mais les faits sont têtus.

Nous avons dit que nous passerions à la nuit avec des réductions de bennes chaque fois que nous le faisons. Cela a été fait. Le temps de travail est plus long. Nous avons dit que les agents de maîtrise feraient un contrôle *a posteriori*, c'est-à-dire qu'ils ne seraient plus soumis à ce que l'on appelle le « fini parti », mais contrôleraient après le passage des bennes. On nous a dit que ce serait la guerre atomique. Nous l'avons négocié et il n'y a pas eu de guerre atomique.

Nous avons embarqué les GPS pour savoir où les bennes vont, et ce, sur toutes les bennes. On nous a dit que ce serait la guerre atomique là aussi. La guerre atomique n'a pas eu lieu et les GPS sont sur les bennes.

Monsieur ROYER-PERREAUT.- Depuis quand ?

Monsieur LE PRESIDENT.- Chaque benne nouvelle est dotée et toutes les anciennes bennes sont dotées peu à peu.

Globalement, les CIQ que je reçois régulièrement nous disent qu'il y a une amélioration. Ce n'est pas une satisfaction que je prends à mon compte comme une satisfaction définitive, car il y a encore beaucoup de travail, mais il y a de l'amélioration.

Prenez l'exemple du Vieux-Port. On nous a dit que le Vieux-Port allait être pourri. On nous a dit qu'une esplanade pareille, nous n'arriverions jamais à la tenir propre. Et bien le Vieux-Port est propre, l'hyper centre-ville est beaucoup plus propre qu'auparavant et le taux de satisfaction y compris des commerçants, augmente.

Je veux bien que l'on ne soit pas totalement satisfait, mais je vous en prie, évitons les caricatures, car elles ne correspondent pas à la réalité.

Voilà ce que j'avais à vous dire Monsieur Royer-Perreaut.

(Applaudissements)

Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe Communiste, Républicain et Citoyen

96. AGER 018-28/06/13 CC - DOSSIER RETIRE

Madame VASSAL.- Je voudrais vous remercier Monsieur le Président pour le retrait de ce rapport, car en tant que Présidente de la Commission, c'est la première fois que vous acceptez de retirer un rapport peut-être pas seulement à ma demande. En tout cas, je voulais expliquer à mes collègues les raisons pour lesquelles je vous ai demandé de retirer ce rapport.

Ce rapport concerne une redevance spéciale sur l'enlèvement des déchets et assimilés et un pourcentage d'augmentation de taxe qui était prévu. Mais puisqu'il est retiré et que je ne souhaite pas qu'il revienne, je voudrais que l'on soit bien d'accord sur ce principe-là.

Pourquoi ai-je demandé qu'il soit retiré ? Cela rejoint les propos de mon collègue Royer-Perreaut : comment voulez-vous motiver les commerçants si vous augmentez sans arrêt les taxes qu'ils doivent payer pour enlever leurs ordures ? Un commerçant, lorsqu'il fait de la restauration, produit des déchets et il est logique qu'il paie une taxe. Premièrement, il serait intéressant de faire un point sur le nombre de commerçants qui ont pris des contrats d'abonnement aujourd'hui et deuxièmement, plus on va les taxer, moins ils vont déclarer. Dans ce cas-là, on n'a pas la réalité des choses. Si le commerçant déclare moins, les tournées seront adaptées en conséquence et on relèvera moins de déchets qu'il faut en réalité. Or, ce que l'on constate, c'est qu'il y a beaucoup de débordements. Je vous invite, Monsieur le Président, à aller dans des rues comme la rue de la Loge, la rue Beauvau ou la place Castellane où les conteneurs débordent. On peut y aller ensemble. Je vous enverrai des photos de cela.

Nous sommes dans une configuration un peu particulière donc je vous le demande : où sont vos belles promesses ? Lionel Royer-Perreaut n'a pas osé vous le dire, mais vos promesses de campagne étaient : « Je rendrai Marseille propre en 6 mois ». C'était dans le programme de votre candidat, Jean-Noël Guérini. Et M. Mennucci en était le directeur de campagne !

Aujourd'hui, vous n'y êtes pas arrivé et Marseille est sale, 6 ans après. Ayez le courage de l'avouer. Les progrès sont épistolaires, ils sont simplement à certains endroits, à certains moments, mais il n'y a pas de véritable volonté de faire changer les choses.

Nous avons voulu être constructifs avec mes collègues Sylvie Andrieux, Patrick Mennucci, et Yves Moraine. Nous vous avons fait une liste de préconisations. Vous venez d'en évoquer quelques-unes. Or, il y a 17 mois que vous avons fait cette liste de préconisations, 17 mois pour mettre en place des préconisations très simples et qui pourraient apporter beaucoup de bien à l'ensemble du service.

Monsieur BERNARDI.- C'est un rapport retiré !

(Tumultes)

Madame VASSAL.- Mais je vais prendre un rapport. J'ai un temps de parole, je l'utilise.

M. Royer-Perreaut vous a parlé de la collecte de nuit dans les 9e et 10e arrondissements. Oui, nous avons préconisé de la séparer de la propreté. Mais ce qu'il faudrait faire, c'est ne pas oublier de communiquer et d'expliquer les choses aux gens.

Le Maire de Marseille a reçu une lettre le 19 juin où vous l'informez que dans les 11e et 12e arrondissements, à partir du 25 juin, la collecte passera de nuit. Alors oui, c'est une bonne idée, mais ce que nous vous demandons, c'est de communiquer, de dire les choses en amont, de les expliquer aux personnes, car la difficulté, Monsieur le Président, on l'a entendu et on l'a dit, c'est qu'à force de faire des « mini révolutions » qui n'ont pas d'effet, cela décourage les gens et c'est sur ce point que je voulais attirer votre attention.

Je suis partagée entre deux choses ; entre le fait de me demander si vous ne faites pas exprès pour que nos préconisations tombent à l'eau ou alors, c'est une véritable imprévision dont vous faites preuve et vous n'avez pas véritablement la volonté de rendre Marseille propre.

Nous rentrons dans une période un peu compliquée, nous avons entendu ce matin les différents candidats à la primaire. C'est vrai que vous avez besoin de nombreux soutiens. Vous devez, pour gagner vos primaires socialistes, remplir vos stades de meeting, mais tout cela ne doit pas se faire au détriment des habitants de la Communauté urbaine.

(Tumultes)

MP 2013, et nous n'en avons que peu parlé ce matin, est une véritable réussite parce que les seuls reproches que nous avons, c'est simplement sur la propreté.

Monsieur BERNARDI.- Monsieur le Président, rappel au règlement !

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Vassal, attendez. Il y a un problème de temps de parole. Mme Vassal ne rapporte pas, elle intervient, donc je demande que l'on décompte le temps.

Madame VASSAL.- Bien sûr, sans aucun problème, décomptez-le.

Monsieur LE PRESIDENT.- Vous avez déjà gagné 5 ou 6 minutes.

Madame VASSAL.- Je vous fais cadeau des cinq minutes.

Monsieur ASSANTE.- Il faut que M. Bernardi se maitrise.

Madame VASSAL.- Il faut que M. Bernardi soit poli et retienne ses propos s'il vous plait.

Monsieur LE PRESIDENT.- Il a demandé un rappel au règlement, il n'a pas été impoli.

Madame VASSAL.- Il vient de nous dire une grossièreté.

Monsieur LE PRESIDENT.- Continuez votre intervention de pré-campagne électorale.

Madame VASSAL.- Sur MP 2013 qui est une véritable réussite, les seuls reproches qui nous sont faits concernent la propreté des lieux publics et l'entretien des voiries. Nous trouvons que c'est vraiment dommage.

Finalement, je me demande une chose : comme la totalité des habitants de Marseille pense que c'est toujours de la responsabilité du Maire de Marseille, je pense que vous souhaitez entacher son image et que sa notoriété baisse. Eh bien nous allons crier haut et fort que le responsable de Marseille sale, c'est vous Monsieur Caselli et pas nous !

Monsieur LE PRESIDENT.- C'est vrai que de votre temps, Marseille était très propre. C'était extraordinaire, on mangeait par terre, Madame Vassal !

Evitez-nous ces propos démagogiques, cela ne sert à rien et cela n'enrichit pas le débat.

97. AGER 019-28/06/13 CC - Approbation de la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative à l'étude de programmation pour l'aménagement de l'Installation de Collecte et transfert Sud (ICTS).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

98. AGER 020-28/06/13 CC - Approbation de la convention avec l'organisme coordonnateur OCAD3E relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers (D3E).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

99. AGER 021-28/06/13 CC - Approbation d'une convention relative aux déchets issus des produits de textiles d'habillement, de linge de maison et de chaussures avec l'Eco-organisme agréé Eco TLC.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

100. AGER 022-28/06/13 CC - Approbation d'un contrat territorial de collecte du mobilier avec l'Eco-organisme agréé Eco-Mobilier.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

101. AGER 023-28/06/13 CC - Approbation d'une convention avec l'écoorganisme agréé EcoDDS relative à la filière des Déchets Diffus Spécifiques ménagers.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

102. AGER 024-28/06/13 CC - Approbation d'une convention-cadre de mise à disposition de points d'apport volontaire sur les parkings de grandes distributions entre Marseille Provence Métropole et les grands distributeurs.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

103. AGER 025-28/06/13 CC - Approbation du contrat d'expérimentation d'une collecte des papiers hors foyer avec l'écoorganisme EcoFolio.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

104. AGER 026-28/06/13 CC - Approbation de la convention d'adhésion relative à la collecte et au traitement des déchets de papiers avec l'écoorganisme Ecofolio.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION RÉNOVER ET CONSTRUIRE UNE VILLE SOLIDAIRE

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Salah-Eddine, la Commission s'est réunie le 18 juin.

Madame SALAH-EDDINE.- Oui, Monsieur le Président, l'ensemble des rapports a reçu un avis favorable avec une abstention du groupe communiste sur le rapport n°109.

105. RNOV 001-28/06/13 CC - Approbation de la programmation associative 2013 du Contrat de Cohésion Sociale de La Ciotat.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

106. RNOV 002-28/06/13 CC - Approbation de la programmation associative 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Marignane.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

107. RNOV 003-28/06/13 CC - Approbation de la programmation associative 2013 du Contrat de Cohésion Sociale de Septèmes-les-Vallons.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

108. RNOV 004-28/06/13 CC - Approbation de la programmation associative 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale et du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de Marseille, et d'une participation financière au Groupement d'Intérêt Public pour la gestion de la politique de la ville à Marseille.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

109. RNOV 005-28/06/13 CC - Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n°7 à la convention 2009-2014 Etat-MPM et de l'avenant n°6 à la convention 2009-2014 Anah-MPM.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

Abstention du groupe Communiste, Républicain et Citoyen

110. RNOV 006-28/06/13 CC - Délégation de compétences en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'un avenant avec la commune de Cassis au contrat local d'engagement contre la précarité énergétique.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

111. RNOV 007-28/06/13 CC - Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation d'un avenant n°1 à la convention pour l'opération programmée d'Amélioration de l'Habitat Rénovation Urbaine II (OPAH-RU II) de La Ciotat.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

112. RNOV 008-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'Association Régionale des Organismes HLM des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse pour les Etats Généraux du Logement 2013.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

113. RNOV 009-28/06/13 CC - Avis de la Communauté Urbaine sur le programme d'équipements publics du Programme de Rénovation Urbaine de Malpassé à Marseille 13e arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

114. RNOV 010-28/06/13 CC - Approbation d'une convention de participation financière avec la Ville de Marseille et Marseille Aménagement relative au Programme de Rénovation Urbaine de Saint-Mauront à Marseille 3ème arrondissement.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

115. RNOV 017-28/06/13 CC - Programme Opérationnel FSE 2007 - 2013 - Enveloppe FSE "Quartiers sensibles" - Demande de subvention au titre de l'Assistance Technique

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

116. RNOV 011-28/06/13 CC - Approbation d'une convention Habitat à caractère multisites sur le territoire communautaire avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

117. RNOV 012-28/06/13 CC - DOSSIER RETIRE

118. RNOV 013-28/06/13 CC - Programme Opérationnel FEDER 2007-2013 - Enveloppe FEDER "Quartiers sensibles" axe 4 mesure 1. Reprogrammation et attribution de subventions.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

119. RNOV 014-28/06/13 CC - Programme Opérationnel FSE 2007-2013- Enveloppe FSE "Quartiers sensibles" Axe 3.3.2 - Attribution de subventions FSE.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

120. RNOV 015-28/06/13 CC - Programme Opérationnel FSE 2007-2013 - Enveloppe FSE PLIE 2011-2012 Axe 3 mesure 3.1.2 - Programmation d'Opérations.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

121. RNOV 016-28/06/13 CC - Programme Opérationnel FSE 2007 - 2013 - Enveloppe FSE "Quartiers sensibles" - Demande d'avenant à la convention de gestion et de prolongation de cette convention.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE ET SERVIR L'EMPLOI

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Bizaillon, la Commission s'est réunie le 18 juin, pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux de la Commission ?

Monsieur BIZAILLON.- Les 10 rapports ont été votés à l'unanimité par l'ensemble de la Commission.

122. DEV 001-28/06/13 CC - Autorisation donnée au Président de la Communauté Urbaine pour déposer une demande d'autorisation de défrichement pour la Zone d'Aménagement Concerté Athelia V à La Ciotat.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

123. DEV 002-28/06/13 CC - Approbation de la convention de raccordement pour la Zone d'Aménagement Concerté Athelia V à la Ciotat.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

124. DEV 003-28/06/13 CC - Approbation d'une convention d'intervention foncière conclue avec l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte Azur et la Ville de Marseille relative au référentiel foncier des Espaces Economiques de la Vallée de l'Huveaune.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

125. DEV 004-28/06/13 CC - Approbation de la modification des statuts de la Société Publique Locale Sémidep.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

126. DEV 005-28/06/13 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au Marché International des Professionnels de l'Immobilier (MIPIM) à Cannes, du 11 au 14 mars 2014.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

127. DEV 006-28/06/13 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au Salon de l'Immobilier d'entreprise (SIMI), à Paris du 4 au 6 décembre 2013.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

128. DEV 007-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'entreprise iProtego dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

129. DEV 008-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'entreprise Xt-Vision dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

130. DEV 009-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'entreprise Devisubox dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

131. DEV 010-28/06/13 CC - Paiement de la cotisation 2013 à l'association Observatoire Immobilier Provence.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION EQUIPEMENTS D'INTERÊT COMMUNAUTAIRE - PATRIMOINE FONCIER - PROTECTION ET SÉCURITÉ DES ESPACES COMMUNAUTAIRES

Monsieur LE PRESIDENT.- Madame Colin, la Commission Équipements d'intérêt communautaire, Patrimoine foncier, Protection et Sécurité des Espaces Communautaires s'est réunie le 14 juin, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Madame COLIN.- Huit rapports ont été examinés et ont reçu un avis favorable de la Commission. Le seul ayant soulevé une discussion est le rapport concernant la DSP de la piscine communautaire des Gorguettes.

132. EPPS 001-28/06/13 CC - Lancement de l'enquête publique relative à la réalisation de la base de loisirs de l'Esteou à Marignane

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

133. EPPS 002-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la piscine communautaire Cap Provence à Cassis.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à la majorité

Vote contre du groupe Communiste, Républicain et Citoyen

134. EPPS 003-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition de personnel avec la Ville d'Ensuès-la-Redonne pour la gestion administrative du cimetière communautaire.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

135. EPPS 004-28/06/13 CC - Paiement de la cotisation annuelle 2013 à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP).

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

136. EPPS 005-28/06/13 CC - Instauration et exercice du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de la Ville de Marseille.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

137. EPPS 006-28/06/13 CC - Exercice du Droit de Prémption Urbain sur le territoire communautaire - Délégation à l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

138. EPPS 007-28/06/13 CC - Instauration d'un Droit de Prémption Urbain Renforcé sur le territoire de Cassis.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

139. EPPS 008-28/06/13 CC - Exercice du Droit de Prémption Urbain sur le territoire de Gémenos.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION PORTS DE PLAISANCE - PORTS DE COMMERCE - AÉROPORT

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Piccirillo, la Commission s'est réunie le 17 juin, pouvez-vous nous faire un compte rendu de ses travaux.

Monsieur PICCIRILLO.- Six rapports ont été examinés et adoptés à l'unanimité.

140. POR 001-28/06/13 CC - Exonération des redevances d'occupation du Domaine Public Communautaire dans le cadre des travaux de semi-piétonnisation du Vieux-Port à Marseille

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

141. POR 002-28/06/13 CC - Demande de subvention pour la rénovation de la zone technique du port de plaisance de Carry-le-Rouet.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

142. POR 003-28/06/13 CC - Demande de subvention pour le raccordement des locaux commerciaux et d'entreposage au réseau d'assainissement collectif du port de plaisance de La Ciotat.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

143. POR 004-28/06/13 CC - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public, relatif à la gestion d'une partie du Port de la Pointe-Rouge.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

144. POR 005-28/06/13 CC - Approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public pour l'avitaillement et le carénage du port de plaisance de Carry-le-Rouet.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

145. POR 006-28/06/13 CC - Approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour l'avitaillement du Port de Plaisance de la Pointe-Rouge à Marseille.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE - INNOVATIONS - PROSPECTIVE

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Orgeas, la Commission s'est réunie le 19 juin, pouvez-vous nous faire un compte-rendu de ses travaux ?

Monsieur ORGEAS.- Les rapports ont reçu un avis favorable à l'unanimité.

146. DDIP 001-28/06/13 CC - Participation de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au fonctionnement du Syndicat mixte de préfiguration du Parc naturel régional de la Sainte-Baume

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

147. DDIP 002-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'association Athélia Entreprendre dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

148. DDIP 003-28/06/13 CC - Demande de subvention auprès de tout organisme pour des études relatives à la valorisation énergétique du patrimoine de MPM.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

COMMISSION RELATIONS EXTÉRIEURES

Monsieur LE PRESIDENT.- Monsieur Bertrand, pouvez-vous nous faire un compte rendu des travaux de la Commission ?

Monsieur BERTRAND.- Sur les sept rapports examinés, il y a eu deux réserves de vote de M. Benzi sur le rapport n° 151 et 153.

149. REX 001-28/06/13 CC - Approbation de la convention constitutive modifiée du Groupement d'Intérêt Public Agence Française des Villes et Territoires Méditerranéens Durables.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

150. REX 002-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Marseille.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

151. REX 003-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention de coopération décentralisée pour l'accès à l'eau au profit des populations de la commune de Gavar en Arménie, dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

152. REX 004-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention au Club de la Presse Marseille Provence Alpes du Sud.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

153. REX 005-28/06/13 CC - Approbation de l'adhésion à l'association "Territoires solidaires" et paiement de la cotisation 2013.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

154. REX 006-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'Association « Vue sur Les Docs » pour l'organisation du FIDMarseille 2013.

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

155. REX 007-28/06/13 CC - Attribution d'une subvention à l'Espace Culture en vue de l'organisation des rencontres d'Averroès 2013

Monsieur LE PRESIDENT.- Je mets aux voix ce rapport. Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Le rapport est adopté à l'unanimité

M. Jacquier ne participe pas au vote

Monsieur LE PRÉSIDENT.- Profitez de l'été pour recharger vos batteries, mes chers collègues, et rendez-vous à la rentrée.

(La séance est levée 13 heures 35).